

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'AFFICHE PRIVÉE

DEVANT LA LÉGISLATION
ET LA JURISPRUDENCE CIVILE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le lundi 24 novembre 1924, à 3 heures.

PAR

P. ANCA

Président : M. DEMOGUE, professeur

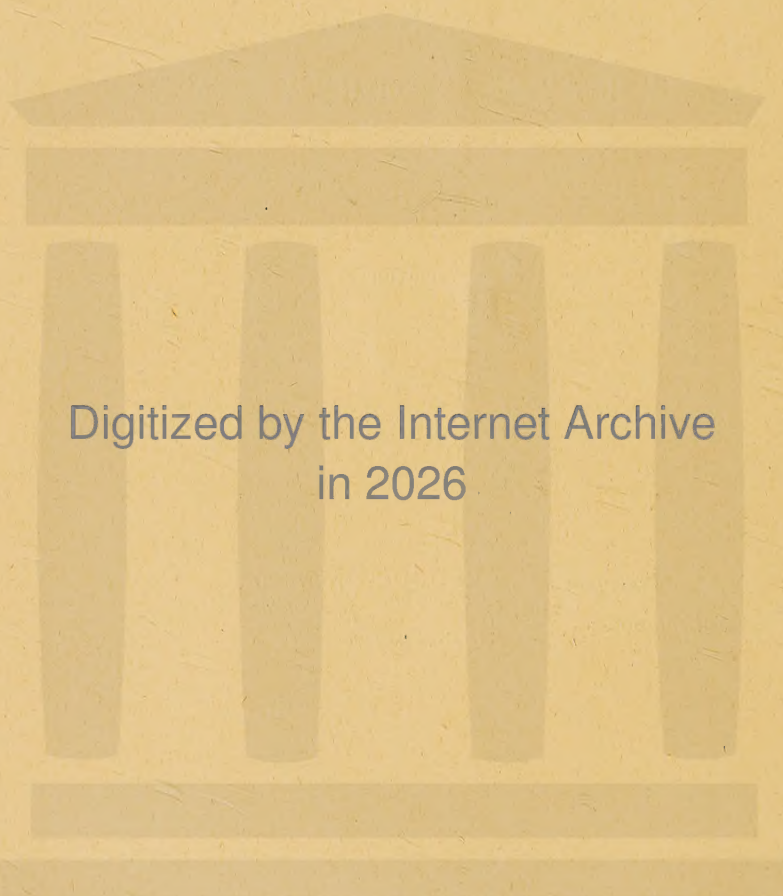
Suffragants : { *MM. CAPITANT, professeur*
RIPERT, professeur

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1924



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'AFFICHE PRIVÉE

DEVANT LA LÉGISLATION
ET LA JURISPRUDENCE CIVILE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le lundi 24 novembre 1924, à 3 heures.

PAR

P. ANCA

Président : M. DEMOGUE, professeur
Suffragants : { MM. CAPITANT, professeur
RIPERT, professeur

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
45, RUE RACINE, 45

1924

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MES PARENTS

L'AFFICHE PRIVÉE

DEVANT LA LÉGISLATION
ET LA JURISPRUDENCE CIVILE FRANÇAISE

LIVRE PREMIER

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

LA DÉFINITION ET L'IMPORTANCE PRATIQUE ACTUELLE DE L'AFFICHE

L'affichage, connu et pratiqué de toutes les époques, chez tous les peuples, est arrivé de nos jours à une importance considérable. L'affiche c'est le moyen le plus intense et le plus employé par la publicité, cette puissance moderne, qui occupe dans le monde une place remarquable et qui grandit toujours. Elle remue des millions, elle fait et défait des fortunes, elle a créé pour son usage, des écoles, des livres, des revues, elle fait vivre des milliers d'ouvriers, d'employés, de courtiers.

Elle a son organisation, sa hiérarchie, ses agents et ses chefs, sa théorie, sa tactique, elle est assez

forte pour vouloir la victoire, violer l'indifférence et forcer l'attention.

Il y a déjà longtemps que notre siècle a été désigné, comme étant celui de la réclame. C'est au xix^e siècle que revient l'honneur, — si c'en est un — de l'avoir créée.

Préparée lentement par des longs siècles d'une vie économique peu intense, la publicité commerciale et industrielle surtout, s'est brusquement et brutalement épanouie, de nos jours. Chaque jour, on voit que l'on fait appel à la publicité, dans un domaine où on l'avait jusque-là négligée et méprisée : la politique, la religion même, se risquent aujourd'hui à l'employer. Il y aura demain, peu de formes de l'activité humaine, qui ne soient pas soutenues par cette puissance auxiliaire.

Les produits intellectuels eux-mêmes, ne la méprisent plus. Dans notre société, se fait sentir partout « le besoin démocratique, de faire parler de soi » (1). Le gouvernement français, ayant fait voter par le Parlement en 1909, la loi garantissant la propriété du « Bien de famille » n'a rien trouvé de mieux, pour faire connaître aux populations les avantages de cette législation nouvelle, que de mettre au concours une affiche illustrée, destinée à être posée dans les campagnes. C'est pour la première fois, que le gouvernement a employé l'illustration dans son affichage, que l'on a coutume de ne voir que dans les avis officiels, graves et sévères.

1. D'Avenel, *le Mécanisme de la vie moderne*, t. IV, p. 120.

Depuis, pendant la grande guerre, l'affiche illustrée a pris parti pour toutes les nécessités nationales. Aujourd'hui, « l'affiche s'étale pompeusement en tous lieux. Elle ne connaît aucune gêne, aucune contrainte. Dès qu'un espace est libre, elle s'y installe. Aussitôt qu'une maison en construction est entourée de palissades, elle y pousse comme champignons, sous tiède pluie d'automne » (1). Et les entreprises d'affichage, pour remédier à la crise des bons murs, — qui se fait de plus en plus sentir avec les grandes affiches, — n'hésitent pas à les créer à grands frais. Elles se chargent en effet, quelquefois, à assurer les frais de construction des clôtures en planches, dont on masque la devanture d'un magasin en réparation, ou qu'on élève autour d'un immeuble en construction, pendant la durée des travaux, — sachant parfaitement que la recette supplémentaire qui leur en reviendra, couvrira et au delà, les dépenses engagées. Dans les gares, les théâtres, les métros, l'affiche a pénétré partout. Paris, réclame à lui seul chaque année, 1.500.000 affiches pour vêtir ses cadres. Mais plus que le nombre, ce qui caractérise l'affiche moderne, ce sont les formes trop variées, qu'elle prend tous les jours. Il n'y a pas d'invention qu'elle ne sache utiliser. La classique affiche sur papier, est bien éloignée des insertions inscrites par les aéroplanes, directement sur les nuages, pour quelques instants, ou des annonces, destinées à

1. Gerin, *la Publicité suggestive*, p. 37.

durer quelques jours, imprimées sur les trottoirs ou chaussées, suivant une bande continue, au moyen d'appareils rotatifs spéciaux. Toutes les nouvelles modes d'affichage, élargissent la notion de l'affiche et le sens de ce terme nécessite aujourd'hui une large extension. Il doit embrasser en effet, d'après les lois et règlements en vigueur : *a)* les affiches sur papier ordinaire, imprimées, ou manuscrites ; *b)* les affiches ayant subi une préparation quelconque, en vue d'en assurer la durée ; *c)* les affiches peintes ; *d)* les panneaux réclames ; *e)* les tableaux annonces et calendriers-réclames ; *f)* les enseignes ; *g)* les affiches lumineuses, divisées en deux catégories : 1° celles qui sont constituées par la réunion de lettres ou de signes, installés spécialement sur une charpente ou sur un support quelconque, pour rendre une annonce visible, tant la nuit que le jour ; 2° celles qui sont obtenues soit au moyen de projections intermittentes ou successives, sur un transparent ou sur un écran, soit au moyen de combinaisons de points lumineux, susceptibles de former successivement les différentes lettres de l'alphabet ; *h)* les affiches mouvantes, parmi lesquelles il faut considérer : 1° les hommes-sandwichs ; 2° les voitures-affiches ; 3° les tourniquets 4° et enfin, les divers modes de publicité, plus ou moins pratiques, tentés surtout aux Etats-Unis, tel que cet affichage par projection sur les nuages, qui au moins ne connaît pas la crise d'emplacements. Le sens premier du terme affiche, s'est en effet grandement élargi, jusqu'à comprendre des

moyens de publicité qui ne sont comparables à l'affiche, que par leur mode d'action, parce que les lois de leurs actions sur notre esprit, sont les mêmes que celles de l'affiche.

C'est ce qui fait la difficulté et le péril d'une définition, qui puisse s'appliquer avec le même succès, à toutes les affiches, qu'elles soient murales, qu'elles soient peintes sur des panneaux, sur toile ou sur zinc, qu'elles soient urbaines ou de plein air, qu'elles soient diurnes ou nocturnes, fixes ou ambulantes. La définition donnée par Littré (1) ne correspond plus à la sphère actuelle de la notion de l'affiche. Nous empruntons à d'autres définitions données, les éléments qui doivent nécessairement rentrer dans une définition de l'affiche, mot qui dans le langage du droit, est souvent remplacé par celui de placard. L'affiche est tout imprimé, manuscrit, ou inscription, faite au moyen de la peinture ou de tout autre procédé, qui est exposé d'une manière permanente, dans un lieu public, de façon que son contenu soit porté à la connaissance des tiers. C'est surtout au point de vue juridique que la définition de l'affiche a toute son importance.

L'affiche, étant frappée d'impôt depuis un siècle, tous ceux qui l'emploient, ont cherché à l'y soustraire, en lui donnant des formes nouvelles, qui ne puissent pas rentrer dans les définitions données

1. L'affiche est une feuille imprimée ou manuscrite, que l'on applique sur les murs, pour donner connaissance au public de quelque chose.

par les anciennes lois de finances. A son tour le législateur a élargi sans cesse la définition, par des lois successives. De même, pour préciser la nature juridique du droit d'affichage, il importe de bien concevoir la notion de l'affiche. On ne peut pas assimiler à ce point de vue et à celui de la protection, la feuille manuscrite ou imprimée, apposée sur les murs, avec les coûteuses installations électriques ou de cinéma, qui réalisent l'affiche lumineuse. Enfin, la jurisprudence a toujours largement interprété la notion du lieu public, qui est un des éléments principaux, caractérisant l'affiche. La loi n'ayant pas défini le lieu public, la jurisprudence considère comme tels, tous lieux ouverts ou accessibles à tout le monde, soit gratuitement, soit moyennant rétribution, ou sous certaines conditions d'admissibilité. Donc il y a lieu public, non seulement par nature, mais aussi par destination, ou par accident.

Etudier l'affiche dans sa vie exubérante d'aujourd'hui, c'est aborder à la fois le droit civil et le droit commercial, même le droit administratif et le droit pénal. Car par un côté, elle tient à l'économie politique, par l'autre au droit privé, elle touche même au droit public.

§ 1. — L'intérêt économique

Personne ne peut ignorer maintenant, le rôle important que tient la publicité et surtout l'affiche,

dans la production et l'échange actuel. C'est ce qui explique son développement inouï. Si les palissades de la rue sont le « salon » des pauvres, elles sont surtout pour le fabricant et le marchand, le prolongement de l'usine et du magasin. Une affiche réussie, suffit pour lancer un produit et créer une marque. Car « la publicité, c'est une méthode d'évocation des phases mentales de la vente, en totalité ou en partie, chez un grand nombre de personnes à la fois (1) ». C'est comme une série d'offres par contrat personnel, obtenues simultanément, au moyen d'une seule lettre. « Multiple et tenace, l'affiche ne vous arrête point dans votre marche, elle ne vous interrompt pas dans vos pensées ; mais elle vous rend obligatoire la lecture. C'est le crieur de la rue, qui se fait entendre par les yeux, à 50 mètres de distance (2). »

L'affiche influe sur la volonté du consommateur, par l'espèce de contrainte morale qu'elle lui impose, par l'affirmation constante et répétée. Le cerveau humain, subit facilement cette suggestion, qui lui réduit au minimum, le travail de réflexion. L'affiche est un élément de vente, qui ne comporte pas en elle-même, la présence effective de l'être humain : voyageur, détaillant, ou vendeur. Car l'affiche c'est une offre, qui oblige celui qui la fait, si elle est assez détaillée, pour contenir toutes les bases du contrat,

1. Chambonnaud, Gautier et Thibeaudeau, *Les Affaires et l'annonce*, p. 87.

2. D'Avenel, *Le mécanisme de la vie moderne*, p. 160.

qui pourra se former par la seule acceptation, d'une contre-partie (1). Autrement, elle n'est qu'une invitation à l'offre, qui n'oblige pas celui qui la fait. Si l'affiche conclut surtout le contrat de vente, il n'y a presque pas de contrat, qui ne puisse l'utiliser. Elle prépare, assez souvent, les contrats de louage (des choses, d'ouvrages ou services, et d'argent) de société, de dépôt, de mandat, d'assurances, de loteries, etc. Elle est une des formes, la plus habituelle et la plus ancienne, de la promesse publique de récompense. Elle forme souvent la clause expresse de non-responsabilité, dans différents contrats, conclus autrement (2).

Mais la publicité est plus qu'un agent commercial, c'est un agent de prospérité nationale et sociale ; elle fait souvent œuvre de civilisation.

C'est un agent diffuseur de bien-être, de bien vivre,

1. C'est surtout le cas de l'affiche théâtrale. Destinée à faire foi en cas de discussion, entre les directeurs et le public, elle doit être l'expression exacte et fidèle, de promesses qui seront tenues. Tout changement dans le programme officiel, doit être annoncé sur l'affiche primitive, par une bande de couleur différente et si le changement arrive trop tard pour que cette formalité puisse être remplie, chaque spectateur a le droit de se faire restituer le prix de sa place.

2. L'avis affiché dans les emplacements les plus visibles d'un établissement de bains, de déposer les objets précieux dans un bureau spécial, dégage la responsabilité de son administration. Par cela seul que l'intéressé pouvait connaître aisément les clauses proposées à son acceptation, n'a pas aussitôt protesté contre elles, on le répute y adhérer. Son consentement ne sera censé faire défaut, que lorsqu'il n'avait au moment du contrat nul moyen de connaître la clause proposée. Trib. corr. de la Seine, 24 mai 1911. S. 1912.2.93 (affiche boulanger) Trib. civil de la Seine, 16 février 1905. D. 1905.5.43 (affiche chambre d'hôtel).

c'est un véritable instrument social portant à la connaissance de l'homme ce que le génie, l'ingéniosité de quelques-uns, mettent à sa disposition, pour vivre dans la paix et le confort. La réclame moderne, a certainement beaucoup fait, par exemple, pour généraliser l'usage du savon et des dentifrices, pour développer le tourisme et mainte autre chose, que nous aimons voir prendre place, parmi les besoins, du plus grand nombre. C'est le seul moyen de créer des relations directes, entre le producteur et le consommateur, par-dessus la tête des commerçants détaillants, et de libérer le producteur de la tyrannie de ces marchands, en lui créant d'autre part, des responsabilités envers le consommateur.

La publicité diminue les frais de vente et si la concurrence baisse les prix, c'est la publicité qui stimule la concurrence.

La publicité tend à diriger la production, en évitant l'écart entre la production et la consommation; sans elle, la production intense de notre siècle n'aurait pu exister, à cause des crises de surproduction. La publicité seule a créé des besoins nouveaux, a poussé la consommation, qui est absolument nécessaire à la production et a reculé les limites de celle-ci, jusqu'à l'utile. En effet, elle a prouvé son pouvoir d'ouvrir des débouchés, en s'aventurant partout à la recherche du consommateur, et de stabiliser le marché. « Par les chemins de fer, producteurs et consommateurs sont chaque jour plus éloi-

gnés, les uns des autres. Donc il faut crier de plus en plus fort, pour se faire entendre de plus loin, et comme c'est radicalement impossible, on imprime et on affiche (1). » Elle stimule la sélection, car le coût de la réclame moderne, est en général trop élevé, pour qu'il soit d'ordinaire rémunérateur d'attirer les gens, qui n'achètent qu'une fois. Et si le premier achat est déterminé par l'affiche, le second ne peut plus l'être que par la qualité. Ainsi l'affiche, comme principal moyen de la publicité moderne, devient un problème de politique sociale, parce qu'elle touche aux conditions d'existence et au développement, des grandes et petites exploitations industrielles et commerciales.

Mais l'essor inouï de l'affiche au xix^e siècle et de nos jours, ne s'explique pas seulement par son adaptation aux besoins économiques. Elle n'a pas pour but unique le lucre, l'affiche a toujours été conçue comme une arme politique, à toute épreuve. Florissante dans les époques de liberté pour la communication de la pensée, l'affiche est capable de s'adapter et de résister aux mesures répressives les plus sévères.

Le pouvoir de l'affiche comme faiseuse d'opinions dans les campagnes électorales, est bien connu. Le rapporteur de la loi sur la presse, du 29 juillet 1881, M. Lisbonne, en proposant la protection pénale pour cette affiche, l'a désignée comme un des actes

1. Roussignan Jamakorzian, *la Publicité commerciale en France*, p. 8.

par lesquels s'exerce publiquement le suffrage universel, absolument nécessaire à l'exercice de la souveraineté nationale. Les entraves apportées à la distribution des affiches, leur lacération ou leur enlèvement, indépendamment des poursuites criminelles en résultant, peuvent faire invalider l'élection. Mais la nullité n'en est prononcée que si ces fraudes ont exercé une influence sur le résultat des opérations, ou si les attaques, les imputations par cette voie contre un candidat, ont frappé l'esprit de l'électeur et agi directement sur sa détermination (1). Mais ce pouvoir de l'affiche sur les masses, est un danger pour la liberté des opinions, pour le fonctionnement des élections. L'affiche rompt l'égalité entre les candidats, en faveur des plus riches, de ceux qui peuvent beaucoup dépenser pour convaincre les masses. Cet inconvénient signalé par tous a été enfin écarté, par la loi du 20 mars 1914, qui égalise les candidats devant l'affiche, en ne permettant à chacun, d'utiliser qu'un même espace pour afficher.

§ 2. — Instrument d'infraction

Mais les services que l'affiche rend à la société, ne sont passans présenter leur contre-partie. Instrument politique, l'affiche devient souvent un instrument d'infraction.

1. Cons. d'Etat, 27 juillet 1866 ; 16 août 1866 ; 9 mai 1884 ; 5 avril 1889.

Par elle on peut provoquer les attroupements insurrectionnels, à tous les crimes et délits. La propagande anarchiste pour l'action individuelle, l'a souvent utilisée, car l'affiche s'imposant par elle-même, d'une manière constante et collective aux yeux du public, sans intervention personnelle du lecteur, finit par produire sur certains cerveaux, préparés à subir ces atteintes, un effet à peu près semblable à celui des passes sur les yeux des magnétisés. A ce point de vue, la liberté de l'affichage a produit des abus regrettables, des atteintes à la liberté générale, car il ne dépend de personne de passer ou de ne pas passer sur la voie publique; la rue quoique étant à tout le monde, son usage cesse d'être libre, du moment que l'on ne peut plus y passer qu'à la condition d'aller au devant d'un affront et d'un trouble. On ne peut point être obligé de subir certains spectacles. Les affiches peuvent être délictueuses et servir à perpétrer, non seulement toutes les infractions de presse, mais encore des délits de droit commun. C'est surtout pendant les périodes électorales qu'elles excellent dans la diffamation et l'injure.

§ 3. — L'intérêt esthétique

La liberté de l'affichage n'est pas seulement menacée par ceux qui craignent son abus. L'affiche a des adversaires au point de vue esthétique. Disons tout de suite, qu'elle a aussi ses partisans. L'affiche

est laide en général et son développement et sa pénétration universelle l'ont fait prendre en haine, par tous ceux qui s'inquiètent de l'aspect esthétique des rues et du pays. En effet, elle s'implante dans les plus beaux sites du monde « elle macule la façade d'accès du Mont Saint-Michel, elle déshonore les chutes de Niagara. Elle s'espace le long des chemins de fer et se plait en rase campagne à torturer le voyageur. Le train file, le paysage se renouvelle sans cesse, vous laissez tous votre journal pour admirer ce tableau qui s'encadre dans la vitre de la portière. Horreur ! Vingt fois, cent fois de suite, avec une effrayante monotonie, vous apprendrez que tel extrait de viande ou tel bitter, est le roi des apéritifs, ou des bouillons. Devant les coteaux pittoresques, se dresse la hideur insinuante de ces écrans monstrueux, jaunes, bleus ou rouges, qui se succèdent sans hâte, avec la régularité précise des choses fatales » (1). Dès 1898, le I^{er} Congrès international de l'art public, réuni à Bruxelles, consacra une grande partie de ses discussions et de ses travaux, à la lutte contre les réclames de mauvais goût, qui détruisent le bel aspect du paysage. Le Congrès conclut que les autorités devaient défendre l'affichage sur les monuments publics et sur les édifices architecturaux, et qu'il fallait enrayer la production d'affiches illustrées et d'images, blessant le bon goût ou la morale (2). Ces

1. D'Avenel, *ouv. cit.*, t. IV, p. 171.

2. Comptes rendus du I^{er} Congrès international de l'art public en 1898, p. 141 et 143.

vœux furent écoutés par presque tous les gouvernements des pays représentés. (1)

En France, les lois du 27 janvier 1902, des 21 avril 1906 et 20 avril 1910, ont accordé la protection juridique à ce besoin non matériel, au besoin esthétique, qui a pris de nos jours un caractère particulièrement impérieux. Le principe que les beautés du sol de la patrie sont un patrimoine national, est à la base de ces lois. Leur étude fera l'objet d'un chapitre suivant. Mais la campagne menée contre les affiches, ne doit pas tendre à la suppression de l'affichage et surtout, contre tous les genres d'affiches.

S'il y a des affiches laides, capables de gâter un paysage, il y a aussi les affiches artistiques, qui sont un ornement pour certains murs, pour certaines palissades. Le métropolitain de Paris, est transformé en un véritable salon d'affiches, artistement encadrées et présentées. Cet « art mural » ne manque pas d'avoir ses admirateurs enthousiastes et qui sou-

1. La loi prussienne du 2 juin 1902, pour empêcher la détérioration des sites remarquables, par leurs beautés naturelles, réglementa les mesures de police de prendre par les autorités municipales, contre les affiches-réclames susceptibles de déparer le paysage, dans les campagnes. Une loi du 15 juillet 1907 a prescrit les mêmes mesures, contre l'enlaidissement des villes. La loi saxonne du 10 mars 1909 contient aussi des dispositions restrictives contre les affiches-réclames. En Angleterre, un bill du 28 août 1907, donne pouvoir aux autorités locales, conseils municipaux des villes et conseils de comtés, en vue d'empêcher l'enlaidissement par la réclame, des paysages naturels et de jardins publics. En Suisse, la loi de 1907 dispose que l'autorisation doit être refusée, quand par suite de l'apposition des réclames, le paysage doit en être enlaidi.

vent s'approprient les belles affiches, par des enlèvements coupables.

Comtesse, dans son livre, croit que c'est par l'affiche « que l'âme populaire, éduquée dans ce musée en plein vent, s'ouvrira, peu à peu, aux sentiments esthétiques et au goût du beau » (1). C'est vrai que des grands artistes ont travaillé pour l'affiche et ont réussi des œuvres, avec un caractère artistique remarquable (2). « Depuis que Chéret est arrivé à créer l'admirable affiche artistique, il y a une véritable floraison d'art, dans l'affiche murale » déclarait le rapporteur général de la loi des finances, du 8 avril 1910. « L'affiche compose aujourd'hui, le décor le plus inattendu et le plus varié, à la vie contemporaine. Le pittoresque de l'affiche est heureusement venu, lorsque s'en allait le pittoresque du costume (3). » Mais pour supporter la liberté et le développement actuel de l'affiche, il ne faut pas compter sur les affiches artistiques. C'est seulement en envisageant son côté utilitaire et les avantages qu'elle nous procure, qu'on peut lui pardonner l'ennui qu'elle nous cause. En effet, si l'affiche tient à l'art d'un côté, elle tient à la publicité de l'autre. Et d'après toutes les compétences en science publicitaire, ce qui importe dans une affiche ce n'est pas

1. *L'affiche artistique en Suisse*, p. 3.

2. La belle pleiade romantique Les Célestines, Nauteuil, Les Raffet, les Gavarni, se mirent à faire de l'affiche. Steinlein créa les plus belles affiches de guerre.

3. Paul Dermée et Eugène Courmont, *Les affaires et l'affiche*, p. 2.

l'image, c'est le texte. L'image ne doit que renforcer l'idée, retenir l'attention, fixer le souvenir. « Lorsqu'un personnage est trop bien traité, par trop artistique ou intéressant en lui-même et que le public le regarde, l'intérêt publicitaire de l'affiche diminue sensiblement. Il faut se préoccuper de la puissance de vente et non de l'art » (1).

§ 4. — L'affiche comme matière imposable

Dans la vie actuelle, où tant d'intérêts se mêlent, il faut les hiérarchiser, pour les protéger d'après leur véritable valeur sociale. En bonne législation, il ne fallait pas condamner l'un ou l'autre de ces besoins, mais les concilier suivant les circonstances. Nous croyons que le fait, que l'affiche est depuis un siècle matière imposable, permet d'équilibrer le respect reconnu à la liberté d'affichage et la protection due aux besoins esthétiques. Par le mécanisme de l'impôt, on ne touche pas à la liberté d'affichage, mais on peut avec succès entraver le débordement de certaines sortes d'affiches, qui par leurs emplacements préférés, ou par leurs dimensions inusitées, préjudicient vraiment à la beauté du pays, qui est une richesse nationale appréciable. Pour la première fois, la loi du 9 vendémiaire an VI soumet les affiches au timbre. Des dispositions fiscales postérieures étendirent l'impôt,

1. Gerin, *la Publicité suggestive*, p. 264.

à tous les genres d'affiches connues. L'abrogation de l'article 68, de la loi sur la presse du 29 juillet 1881, a laissé en dehors de ses termes, les dispositions exclusivement relatives aux perceptions fiscales (1). C'est que le législateur de 1881 a considéré le timbre des affiches comme une mesure d'ordre purement fiscal, qui ne touche en rien à la liberté de l'affichage, quoique l'imposition des affiches apparait comme étant de la même nature prohibitive que le timbre, qui frappait jadis, les journaux. Il est évident qu'un impôt exagéré entrave la liberté des uns, comme des autres. C'est vrai que le timbre des affiches se justifie plus que celui des journaux par la durée et le but commercial, que présentent, dans la plupart des cas, les affiches. Et il y a trop peu de chose, qui dans notre réseau fiscal, si savamment tracé, puissent échapper à l'impôt. D'ailleurs au début, l'affiche a été imposée non en elle-même, mais comme consommateur de papier. On est arrivé par des lois successives, qu'aujourd'hui toutes les affiches paient l'impôt indifféremment du procédé, au moyen duquel elles ont été obtenues. Il y a exception seulement pour celles qui visent un intérêt général. Par l'imposition à différents degrés, ou par l'exonération du timbre, le législateur a eu la main libre, de favoriser ou de restreindre la liberté des affiches, d'après l'intérêt différent qu'elles présentaient. Ainsi, c'était autour de la législation sur les panneaux-réclames, que partisans et adversaires de la liberté de la pu-

1. Cass. crim., 24 décembre 1896. D. 1898. 1. 149.

blicité, se sont le plus souvent rencontrés. Le législateur n'a pas hésité à prendre parti contre cette sorte d'affiche, d'apporter par la voie indirecte de l'impôt, une restriction réelle à la liberté de l'affichage, en établissant par la loi du 12 juillet 1912, une taxe nettement prohibitive. « Il est inadmissible, que par une succession d'écrans savamment disposés pour forcer le regard, les entrepreneurs de publicité arrivent à empêcher les promeneurs de jouir de la beauté des sites. Or, la beauté des paysages fait partie du patrimoine national : le gouvernement a pensé qu'il avait le devoir de les défendre et il a recherché les voies et moyens, permettant d'arriver d'urgence, sinon peut-être à la suppression, du moins à la limitation rigoureuse, de cet affichage intensif, qui déshonore les plus remarquables points de vue. Il a paru, qu'on pourrait arriver à un résultat immédiat, en frappant les affiches dont il s'agit (1), d'une taxe, qui aurait en quelque sorte un caractère prohibitif, et comme les affiches nuisent d'autant plus à la beauté des paysages, qu'elles ont une surface plus

1. Loi du 12 juillet 1912, article 1^{er} : Les affiches, dites panneaux-réclames, affiches-écrans, ou affiches sur portatif spécial, c'est-à-dire les affiches de toute nature, imprimées, peintes ou constituées au moyen de tout autre procédé, qui sont établies sur toute partie d'un immeuble bâti ou non, autre qu'un mur de maison ou de clôture et au delà d'un périmètre de 100 mètres, autour de toute agglomération de maisons, ou de bâtiments, sont soumises à une taxe annuelle de timbre, dont la quotité est déterminée à l'article 2 : 50 francs par mètre carré, pour les affiches d'une dimension inférieure à 6 mètres carrés ; 400 francs par mètre carré pour les affiches d'une superficie supérieure à 20 mètres carrés.

considérable, cette taxe a semblé devoir être progressive », disait l'exposé des motifs, présenté par le ministre des Finances. Mais le système prohibitif, par la voie indirecte de l'impôt, n'est pas toujours applicable, car il présente l'inconvénient de favoriser aux dépens des autres, les commerçants qui pourraient faire ce surcroît de dépenses.

CHAPITRE II

LA FORMATION HISTORIQUE DU DROIT D’AFFICHAGE

§ 1. — Antiquité, formes et protection de l’affiche

Si l’affiche a pris de nos temps un tel essor, elle n’a moins existé de la plus haute antiquité. Les Chinois, les premiers se sont servis de la publicité. Les obélisques, sont les affiches de l’histoire de l’Egypte. Nous trouvons la même affiche royale chez les Juifs : la législation de Moïse a été affichée, sur des tables de pierre. Il semble que l’affiche trouva sa première application, dans l’annonce au peuple des actes de l’autorité. Ainsi, Rome réserva longtemps son « album » et la Grèce ses « axones », aux actes de la vie publique ou judiciaire (1).

1. A Rome un sénateur faisait afficher la loi avant le vote, pendant trois marchés consécutifs, ce qui constituait la promulgatio. Après le vote, elle était gravée sur des tables d’airain, qu’on exposait au public, dans les villes les plus considérables, dans les lieux les plus fréquentés, dans tous les pays qui devaient spécialement observer les lois, qu’elles contenaient. L’album preto-
ris était l’emplacement réservé à l’affichage de l’édit du préteur. Les Athéniens inscrivaient sur des colonnes, sur des tables de pierre, d’airain, de plâtre, ou de cire, appelés Axones ou Kurbeis, suivant qu’elles étaient prismatiques ou quadrangulaires les actes publics qu’ils voulaient faire connaître, c’est-à-dire les

Ces affiches d'autorité étaient favorisées tant à Rome qu'à Athènes, par une sévère protection juridique. Pour assurer le maintien de leurs affiches, les Romains avaient défendu sous des peines fort sévères, de les enlever ou déchirer. On lit en effet, dans la loi 32 *in princ.* De lege Cornelia de falsis : « Hodie qui edicta proposita dolo malo corrumpunt falsi poena plectuntur » et la peine prévue par la loi Cornelia de falsis, n'était pas moindre de 500 pièces d'or. Les Sententiae Pauli (lib. 1, tit. 13, § 3) ajoutent : « In eum qui album raserit corruperit, sustulerit, quidve aliud propositum edicendi causa turbaverit extra ordinem punietur ». En effet, les hommes libres étaient condamnés à une amende de cinq cents écus d'or, ou punis à l'arbitrage du juge, s'ils étaient hors d'état de payer l'amende (1). Lorsque le délit était commis par un esclave, ce dernier était puni d'une peine corporelle, à la diligence du prêteur et le maître était tenu d'abandonner l'esclave. Dans le traité des Eléens avec les Arcadiens d'Héra, affiché chez les participants et trouvé à Olympie, il est écrit : « Quiconque détériore cette inscription, que ce soit un associé ou un magistrat ou un devin, qu'il soit tenu à l'amende sacrée, inscrite ci-dessus (2) ». Quant aux particuliers, ils ne trouvaient rien de mieux pour protéger leurs inscriptions, que

lois qu'ils promulgaient. Ainsi le texte des lois de Solon avait été inscrit sur des tables de bois peintes en blanc et placées sur l'Acropole puis, dans le marché d'Athènes.

1. *Répertoire de législation*, Dalloz : Affiche.

2. Datz, *op. cit.*, p. 18.

de vouer à la colère des dieux ou des déesses, ceux qui se permettaient de toucher : « abia Venere pompeiana iradam qui hoc laeserit » (1).

Les inscriptions étaient alors le seul moyen d'information et de publicité qu'on possédait, aussi étaient-elles très nombreuses dans les villes anciennes. En dehors de celles, gravées sur le marbre ou sur la pierre des temples ou des statues, il y avait les affiches peintes avec un pinceau, en rouge ou en noir, sur les murailles des maisons, ou des boutiques. Il y avait les affiches, visant un but commercial, les enseignes, celles annonçant les maisons à louer, ou les promesses de récompense (2), les affiches théâtrales, annonçant surtout les jeux des gladiateurs. Par des affiches, les Athéniens rivaux de Corinthiens, cherchaient à amener les étrangers sur leurs marchés, se moquant de la gravité spartiate, qui dédaignait ce genre d'action.

Mais Rome a surtout connu l'affiche électorale. C'était un usage si général, d'inscrire sur les murailles, pendant les élections, ses préférences ou ses antipathies, qu'en certains pays, les propriétaires défendaient la blancheur de leurs maisons contre cet envahissement d'affiches électorales « je prie, disaient-ils — qu'on n'écrive rien ici. — Malheur au

1. *Revue des Deux-Mondes*, avril 1866, p. 559 : « La vie privée dans l'empire romain. »

2. Urna aenia perit de taberna. Sei quis rettulerit dabuntur H S XV. Sei furem dabit, unde rem servare possim H S XX (*Corpus inscriptiorum latinorum*, t. IV, p. 64).

candidat, dont le nom sera écrit sur ce mur ! Puisse-t-il ne pas réussir ! »

La formule de ces affiches électorales — d'après ce qu'on a trouvé à Pompei — n'était pas très variée. C'est toujours une corporation, ou un particulier, qui recommande son protégé aux suffrages des électeurs, en mentionnant les vertus de celui qu'ils proposent, ou les défauts et les vices de ceux qu'ils combattent.

§ 2. — Le droit d'affichage en France : formes, protection, les faits qui ont favorisé le développement actuel.

L'affichage, usité des Romains, s'introduisit en Gaule avec les lois romaines. Il disparut pendant le moyen âge, où le peuple presque tout entier était illettré. Ce n'est qu'à partir du xvi^e siècle, que les rois de France l'adoptèrent, pour faire connaître au peuple les ordonnances, au moyen de l'affiche (1) ; jusqu'au xvii^e siècle, le principal usage des affiches était de publier les lois. Le roi, le clergé et les nobles, s'étaient réservé ce mode de publication et fort longtemps, ce fut un de leurs privilèges. L'affiche commerciale n'apparut au xiv^e siècle, que dans un cas

1. François I^{er} décida, par l'édit de novembre 1539 : « Que les ordonnances seraient attachées à un tableau, écrites sur des parchemins en grosses lettres dans les 16 quartiers de la ville de Paris et dans les faubourgs aux lieux les plus éminents, afin que chacun les connust et entendist.

particulier : un règlement de librairie de l'Université de Paris, de 1342, imposa à chaque libraire, l'apposition à sa fenêtre d'une tablette de parchemin, portant en caractères nets et lisibles, le titre et le prix des ouvrages mis en vente. Pendant cette période, le droit d'affichage ne fut donc pas reconnu. D'ailleurs, le besoin ne se faisait pas trop sentir.

Les industriels et les commerçants avaient les crieurs, pour les annonces que les règlements de leurs corporations leur permettaient.

En effet la concurrence, qui seule stimule la réclame, était bannie comme honteuse, les conditions économiques obligeant le client de chercher le producteur unique. Nous voyons même au XVIII^e siècle une ordonnance de police (1^{er} juillet 1734), portant défense à tous marchands, en gros et en détail, de distribuer aucun billet, pour annoncer la vente de leur marchandise (1).

Mais il résulte des textes de plusieurs ordonnances royales, punissant les affiches diffamatoires envers les autorités, que cette sorte d'affiche, quoique illícite a été souvent utilisée, pendant cette époque (2). Le peuple était fort friand de ces placards anonymes, qui censuraient les fautes du pouvoir et plai-

1. Franklin, *la Vie d'autrefois*, 1^{er} volume. *L'annonce et la réclame*, p. III.

2. L'ordonnance du 9 décembre 1917, rendue sur la requête du prévôt de Paris, enjoignit à tous de dénoncer les gens qui avaient affiché des libelles diffamatoires, contre le roi, les princes et les officiers de sa maison, « à peine contre ceux qui seraient trouvés en avoir eu connaissance, d'être traités comme des complices ».

santaient l'autorité. Ce furent les partisans de la religion réformée qui usèrent le plus des affiches, pour répandre les nouvelles doctrines, qu'ils professaient. L'édit de Saint-Germain-en-Laye, du 17 janvier 1561, chercha à mettre fin par des peines sévères : « Voulons en outre, que tous semeurs et vendeurs de placards, soient punis pour la première fois du fouet et pour la seconde de la vie ».

Dès le xvii^e siècle, les particuliers étaient autorisés à se servir de l'affiche. C'est à cette époque-là que les candidats portaient à la connaissance du public, le sujet de leur thèse et la date de la soutenance, par des placards illustrés (1). L'autorisation préalable du magistrat de police, imposée à l'affiche par l'arrêt du conseil d'Etat, du 4 mai 1669 et par l'ordonnance du 17 mai 1680, devint bientôt une simple formalité. Dès 1692, le livre commode (2) mentionne les sieurs La Folie et Thévenot, « qui affichent pour le public ». Mais le corps des afficheurs ne fut définitivement organisé, que par le règlement du 13 septembre 1722 (3). La constitution de la Compagnie des Indes orientales fut notamment annoncée par affiche, dans toute la France. Datent de la même époque, les affiches des racoleurs, représentant les uniformes des régiments, désireux d'enrôler des soldats. Dès

1. Lucien Layus, *La librairie à l'exposition de 1900*, p. 83.

2. T. II, p. 75.

3. Leur nombre était limité à 40. Ils étaient nommés par le lieutenant général de police, sur la présentation du syndic de la librairie. Ils devaient savoir lire et écrire et porter sur leur habit un écusson de cuivre, avec le mot afficheur (Franklin).

l'époque de François I^{er}, une sanction pénale fut la protection juridique, accordée aux affiches. L'édit de novembre 1539, sur les affiches des ordonnances, « fait défense de les ôter, à peine de punition corporelle et ordonne aux commissaires des quartiers de les prendre sous leur garde et d'y veiller ».

De même, l'édit sur l'administration de la justice, du 28 juin 1627, défendait « à qui que ce soit, de déchirer, arracher ni couvrir, à peine de 100 livres d'amende, pour la première fois et de plus grande pour la seconde, applicable moitié à nous et l'autre au dénonciateur (1). Il paraît (2) qu'il fut établi pour la protection des affiches, dans l'ancienne jurisprudence française, une peine proportionnée aux circonstances et à la qualité des personnes.

Mais on ne voit pas, qu'en ce qui concerne la répression, à laquelle donnait lieu la destruction des affiches, l'ancienne jurisprudence ait distingué, entre les affiches publiques et les affiches privées (3).

§ 3. — L'affiche depuis la Révolution jusqu'à la loi de 1881. La distinction de l'affiche politique.

Avec la Révolution l'affiche devint libre :

« La libre communication des pensées et des opi-

1. Isambert, *Anciennes lois françaises*,

2. Dalloz, Répertoire de législation. Une demoiselle fut condamnée à 200 livres d'amende par un arrêt du Parlement de Grenoble du 16 mars 1665 pour avoir arraché des affiches.

3. Dalloz, Répertoire supplément, *Affiche*, p. 376.

nions, est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi » (1). Le droit d'affichage fut reconnu à tous et son exercice fut soumis à des conditions, qui n'altéraient en rien le fond même du droit (2). La plupart ont subsisté dans notre législation et elles feront l'objet d'un chapitre spécial.

Les régimes politiques, qui se succédèrent, ne furent pas favorables à la liberté de l'affichage, parmi tant d'autres. L'afficheur, dut avoir l'autorisation de la police et l'arrêté du Gouvernement provisoire, du 13 avril 1814, article 1^{er}, demanda pour chaque affiche, le visa préalable. Cette prescription, fut renouvelée par les lois du 3 mars 1820 et 25 juillet 1821. La monarchie de juillet, quoique au début libérale, mit à l'épreuve le droit d'affichage. En effet, la loi du 10 décembre 1830, fit la distinction entre les affiches qui ont trait à l'intérêt privé et celles qui

1. Art. 11, *Déclaration des droits de l'homme*.

2. Le décret du 22 mai 1791 art. 13 interdit d'afficher sous le titre d'arrêté, de délibération, ni sous tout autre forme impérative, ni sous un nom collectif. Décret du 22-28 juillet 1792 permet les affiches des particuliers seulement sur papier coloré. La loi du 28 germinal an IV punit de mêmes peines que l'auteur, l'afficheur d'un écrit non signé ou supposé extrait de papiers étrangers. La loi du 9 vendémiaire, an VI, soumit les affiches au timbre. Une loi toute révolutionnaire du 29-31 mars 1793, enjoignit à tous, propriétaires ou principaux locataires, de faire afficher à l'extérieur de leurs maisons, les noms, prénoms, surnoms, âges et professions, de tous les individus qui y résident.

touchent à la politique. Celles-ci furent absolument interdites, sauf bien entendu celles de l'autorité publique (art. 1^{er}). La liberté fut en principe accordée aux affiches privées, non politiques : « Il faut que tous les avis qui intéressent le commerce, l'industrie ou l'agriculture soient propagés avec rapidité et portés à la connaissance de quiconque peut faire seulement les frais de quelques minutes de son temps. Mais la question devient plus grave quand il s'agit de la publication des nouvelles ou opinions politiques, par voie d'affiches » disait l'exposé des motifs de la loi. D'ailleurs, même en ce qui concerne les affiches privées, la loi restant muette, sur les articles 3 et 4 de la loi des 16-24 août 1790 et de l'article 46, de la loi du 19-22 juillet 1791, les tribunaux ont reconnu la légalité des arrêtés, par lesquels l'autorité municipale avait subordonné à son autorisation et à son visa préalable, toutes les affiches non politiques.

L'institution du suffrage universel, obligea d'apporter une exception à l'interdiction d'affichage politique. L'article 3, de la loi du 21 avril 1849, disposa : pendant les quarante-cinq jours qui précèdent les élections générales, tout citoyen aura la liberté absolue d'afficher, soit par lui-même, soit par un de ses préposés, tous écrits ou imprimés relatifs aux élections. La loi du 16 juillet 1850, article 10, maintint au profit de tous, la liberté pendant la période électorale (20 jours), d'afficher ou faire afficher, toutes circulaires ou professions de foi, signées des

candidats. La loi du 30 novembre 1875, élargit encore un peu les limites de cet affichage (1).

**§ 4. — La liberté définitive et complète :
la loi du 29 juillet 1881**

Mais il y avait des longues années déjà, que par l'évolution des mœurs publiques, les dispositions prohibitives de la loi de 1830, étaient tombées en désuétude. Enfin la loi sur la presse du 29 juillet 1881, transforma la situation de fait en droit, en abrogeant toutes les lois antérieures, qui touchaient à la liberté du droit d'affichage. « Cette loi, — disait M. le rapporteur Lisbonne (2), — est très libérale, elle ne reconnaît comme limite que la liberté d'autrui et ne défend que de nuire. C'est la liberté absolue de l'affichage, que nous avons voulu adopter. L'affiche est par elle-même délictueuse ou elle ne l'est pas. Si elle ne l'est pas, elle ne peut être privée du droit d'être rendue publique. Si elle est délictueuse, la répression en fera justice. » Bien entendu, l'affiche jouit de cette liberté en temps ordinaire. Sous le régime de l'état de siège il peut ne plus en être de même.

Aux termes de l'article 9 de la loi du 9 août 1849,

1. Article 3 : Pendant la durée de la période électorale, les placards et manifestes électoraux, signés d'un ou de plusieurs *électeurs*, pourront après dépôt au Parquet du procureur de la République, être affichés et distribués, sans autorisation préalable.

2. Cellier et Le Senne, *La loi sur la presse* du 29 juillet 1881, p. 8.

l'autorité militaire a alors le droit d'interdire les publications qu'elle juge de nature à entraîner le désordre (1). Ce régime de liberté, institué par la loi de 1881, fut certainement une des causes principales de l'essor de l'affiche moderne. Mais il faut ajouter les facteurs, qui ont sans doute favorisé l'affiche. Le développement de l'instruction élémentaire, les découvertes faites dans la technique de l'imprimerie, les conditions économiques, qui poussent à la concurrence, les données mêmes de la psychologie appliquée, en furent pour beaucoup.

Nous verrons, dans le chapitre suivant, les conditions imposées à l'exercice du droit d'affichage et surtout les limites pénales qu'on ne peut pas franchir. Elles se trouvent soit dans la loi elle-même, soit dans des lois postérieures et même dans des textes législatifs antérieurs, non-abrogés, parce que formant le droit commun, ne touchaient pas à la liberté de l'affichage.

1. Pendant la guerre de 1870, le gouvernement de Paris prit à la date du 20 novembre 1870, un arrêté interdisant tout affichage de journaux, feuilles publiques ou écrits politiques, de même nature.

CHAPITRE III

LA CLASSIFICATION ACTUELLE DES AFFICHES

Aujourd'hui, par la loi du 29 juillet 1881, toutes les affiches n'ont pas la même situation au point de vue juridique. Le critérium de leur hiérarchie, c'est l'intérêt social qu'elles présentent. Il faut distinguer les affiches privilégiées de toutes les autres affiches, soumises au droit commun. Elles diffèrent en ce qui concerne la protection qui leur est accordée, les emplacements qu'elles sont susceptibles d'occuper, les impôts qu'elles doivent payer, et même les formes qu'elles peuvent prendre.

§ 1. — Les affiches privilégiées

On comprend dans cette catégorie, les affiches de l'autorité et les affiches électorales.

SECTION I

Pour la notion de l'affiche de l'autorité publique, il y a deux interprétations : celle fiscale stricte, et l'autre au point de vue de l'emplacement réservé à ces affiches et donc de la protection. Dans ce der-

nier sens, on peut considérer comme affiches de l'autorité publique, toutes les affiches émanées des fonctionnaires publics, qu'elles aient trait à l'intérêt général, ou qu'elles se rapportent à l'intérêt privé des communes ou départements. Donc, du moment où un fonctionnaire de l'autorité administrative, militaire ou judiciaire, fait des affiches, pour porter dans les limites de ses attributions un fait quelconque à la connaissance des citoyens, ces affiches doivent être considérées comme affiches de l'autorité publique. La signature du fonctionnaire, de qui elles émanent, est absolument nécessaire. On peut distinguer parmi elles : 1° les affiches apposées par l'ordre du gouvernement ou de l'administration ; 2° les affiches légales ; 3° les affiches des jugements.

Première catégorie. — Depuis le décret du 14 frimaire an II, qui institua la publication, par l'insertion dans le *Bulletin des lois*, on n'affiche plus en général les lois, sauf dans le cas où l'affichage est imposé par la loi elle-même. D'ailleurs, l'article 3 du décret des 5-11 novembre 1870, porte que les préfets et les sous-préfets, peuvent prendre les mesures nécessaires pour que les actes législatifs soient imprimés ou affichés partout, où besoin est. Les actes administratifs, qui touchent à l'ordre public, obligeant tous les membres du corps social ou intéressant certains d'entre eux, doivent nécessairement être affichés ou publiés ; sans cela, ils seraient réputés inexistants et aucune infraction ne pourrait être commise à leur égard.

Une jurisprudence (1) maintenant constante, reconnaît que l'affichage est nécessaire, mais suffisant, pour assurer aux arrêtés pris par le maire, la publicité voulue par la loi. On affiche encore, les messages du président, les discours ministériels indiqués par le vote du parlement.

Deuxième catégorie. — Les affiches légales, c'est-à-dire les affiches imposées par le Code, ou par les différentes lois, pour assurer la publicité de certains actes, et qui est pour ces actes une condition de validité — au moins en ce qui concerne les tiers — sont fort nombreuses.

Nous ne pouvons pas procéder ici, à une énumération complète de toutes ces lois. En ce qui concerne les personnes, le jugement ou l'arrêt, qui admet l'adoption, est affiché à la principale porte de l'auditoire du tribunal ou de la cour (art. 366, loi 19 juin 1923). Tout arrêt ou jugement portant interdiction, ou nomination d'un conseil sera à la diligence des demandeurs, inscrit dans les dix jours, sur les tableaux, qui doivent être affichés, dans la salle de l'auditoire et dans les études des notaires de l'arrondissement (art. 501 du Code civil).

De même l'affichage est demandé pour le divorce,

1. Cass. crim., 10 août 1916. D. 1916.1.218 (les arrêtés du maire ne sont obligatoires, qu'après avoir été portés à la connaissance des intéressés, par voie de publications et d'affiches, toutes les fois qu'ils contiennent des dispositions générales). En même sens tribunal simple police, Marennes, 27 décembre 1909. D. 1910.2.151. De même pour les règlements généraux émanant de l'autorité préfectorale. Cass. crim., 21 décembre 1901. D. 1903.1.588. Contre : Cass. crim., 11 janvier 1870. D. 1879.1.140.

la séparation des biens ou de corps, en cas d'absence ou de succession en déshérence.

L'affiche est nécessaire aussi, pour purger les hypothèques quand il n'existe pas d'inscription, sur les biens des maris et des tuteurs (2194 C.c.). Mais il faut remarquer que ces affiches quoique imposées par la loi, ne bénéficient pas toutes de la protection pénale, spéciale aux affiches de l'autorité. La sanction de l'article 17, de la loi du 1881, ne s'applique qu'aux affiches apposées dans les emplacements réservés par l'arrêté du maire. Mais une sanction pénale spéciale, peut leur être accordée par les lois elles-mêmes (1).

L'affichage des décisions judiciaires, forme la *troisième catégorie* d'affiches apposées par l'autorité et privilégiées à ce titre, en ce qui concerne les emplacements qui leur sont réservés (art. 15), la protection pénale, qui leur est accordée. Il y a trois cas, dans lesquels les juges peuvent ordonner l'affichage de leurs sentences : 1° Quand la loi elle-même prescrit aux juges de le faire ; 2° en vertu de l'article 1036, procédure civile ; 3° quand la partie gagnante a demandé l'affichage, comme réparation civile (1382 C.c.).

I. — Dans le premier cas, l'affichage est ordonné par les juges à titre de peine, quoique la publicité ne figure cependant pas, dans l'énumération générale des peines (art. 7, 8, 9, Code pénal) ; mais elle en pos-

1. V. Loi 23 octobre 1919, art. 2, p. 116.

sède tous les éléments, car c'est un châtimeut infligé par la loi dans un intérêt social, à l'individu reconnu coupable d'une infraction (1).

Il y a des lois pénales qui imposent aux juges cette peine : l'affichage, et d'autres, qui la rend seulement facultative pour eux.

C'est une peine infamante, car elle atteint le condamné dans son honneur. Elle cherche à prévenir les nouveaux crimes, par la divulgation du châtimeut. Engénéral l'affichage c'est une peine accessoire ; 1° l'article 36 la prescrit de plein droit, toutes les fois que les « arrêts porteront la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité et à temps, la déportation, la détention, la réclusion, la dégradation civique et le bannissement » ; 2. de même l'article 472 du Code d'instruction criminelle, prescrit l'affichage de la condamnation des contumaces 3° ; le jugement qui déclare la faillite et celui qui fixe ou change la date de la cessation des paiements, sont affichés dans les lieux où le faillit avait des établissements de commerce et dans ceux où la faillite a été déclarée (art. 442 et 600, Code de commerce) ; 4° la condamnation des jurés absents est affichée en vertu de l'article 396 (Code d'instruction criminelle). Aussi en cas de condamnation, par application de l'article 10, de la loi du 20 avril 1916 (pour réprimer la spéculation illicite sur les loyers) l'affichage du jugement doit tou-

1. Bouët, *Du caractère pénal de la publicité des condamnations*, p. 17.

jours être ordonné (loi 23 octobre 1919, art. 2) même si la condamnation a été prononcée, avec admission des circonstances atténuantes.

C'est seulement une peine facultative, l'affichage prescrit par les articles et les lois suivantes. Article 259, Code pénal, sur le port illégal d'un costume, d'une décoration ou d'un titre nobiliaire ; loi du 19 décembre 1850, article 5, relative au délit d'usure ; loi du 23 juin 1857, sur les marques de fabrique et de commerce, article 13 ; loi du 23 janvier 1873 tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme, article 8 ; loi du 4 février 1888, concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais, article 2 (en cas de récidive, la peine de l'affichage devient obligatoire) ; loi du 14 août 1889, ayant pour objet d'indiquer au consommateur, la nature du produit livré à la consommation sous le nom de vin et de prévenir les fraudes dans la vente de ce produit, article 6 ; lois du 11 juillet 1891 et 24 juillet 1894, toujours relatives aux fraudes commises dans la vente des vins ; loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, dans les établissements industriels, article 28 ; loi du 16 avril 1897, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, article 19 ; loi du 29 décembre 1900, fixant les conditions de travail des femmes, employées dans les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant, article 6 ; loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes, dans la vente des marchan-

dises et des falsifications des denrées alimentaires, article 7.

Seule, la loi du 28 mars 1882, sur l'enseignement primaire obligatoire, prescrit l'affichage comme peine principale, en cas de récidive, contre les pères de famille négligents.

II. — L'affichage ordonné par les juges, en vertu de l'article 1036 (1) (Code de procédure), n'est pas à titre de peine, proprement dite.

La portée de cet article est encore controversée(2). Mais il n'y a plus de doute, la jurisprudence l'a répété maintes fois (3), que c'est un texte général, applicable par toutes les juridictions répressives et même administratives. Mais les auteurs et la jurisprudence ne sont plus d'accord, quand il est question de décider si les juges peuvent, se basant sur cet article, prononcer l'affichage de leurs jugements dans tous les cas. Nous croyons que la jurisprudence interprète justement les termes de l'article 1036 en ralliant la dernière partie du texte à la première, décidant ainsi que « les juges ne peuvent ordonner l'affichage de leurs jugements, que dans les cas où ils

1. Les tribunaux, suivant la gravité des circonstances, pourront, dans les causes dont ils se sont saisis, prononcer même d'office des injonctions, supprimer des écrits, les déclarer calomnieux et ordonner l'impression et l'affiche desdits jugements.

2. V. Perreau, *De l'affichage des décisions judiciaires et de leur publication par la voie de la presse*.

3. Le Conseil d'appel de Saint-Pierre et Miquelon du 25 avril 1896. S. 1897.2.65 a décidé que même les juges de paix, peuvent se fonder sur cet article, pour ordonner l'affichage de leurs jugements (contravention douanière).

prononcent des injonctions, suppriment des écrits, ou les déclarent calomnieux » (1). Et l'affichage apparaît dans cette interprétation, non comme une peine, mais comme une réparation spéciale du scandale public que la partie condamnée a causé dans le cours du procès, rentrant dans les mesures qu'impose l'intérêt de la convenance des débats et de la bonne administration de la justice.

III. — Enfin les juges peuvent ordonner l'affichage de leurs décisions, quand la partie civile le demande à titre de dommages-intérêts. Elles sont encore opposées dans les emplacements réservés, comme actes de l'autorité publique et bénéficient par conséquent de la protection édictée, par l'article 17, de la loi de 1881.

Ce n'est pas une peine, donc il n'y a pas besoin d'un texte spécial, pour l'accorder et le ministère public ne peut pas le requérir. Mais, « si la publication du jugement est une réparation pour la victime du fait préjudiciable, il semble bien qu'elle ait pour l'auteur de ce fait, quelque chose d'une peine » (2). Elle revêt bien davantage, ce caractère, si en l'ordonnant le juge paraît s'être inspiré d'une pensée d'exemplarité, s'il a voulu prévenir le retour d'actes analogues et surtout quand l'affichage intervient dans des cas où le préjudice n'est pas exclusivement, ni même principalement d'ordre pécuniaire. Mais la

1. Cass. crim., 8 décembre 1894. D. 1899. I. 429 ; 23 janvier 1914; S. 1917. I. 151. Cass. crim., 8 août 1919. D. 1920. I. 115.

2. Perreau, ouv. cité, p. 256.

jurisprudence, pour remettre la réparation au premier plan et ne pas faire renaître la notion de la peine privée, ordonne souvent que les affiches désignent le condamné, par les seules initiales de son nom (1).

SECTION II

Les affiches électorales

Elles forment la seconde catégorie, des affiches privilégiées. La loi ne les définit pas, c'est la jurisprudence qui a précisé la notion. Au point de vue fiscal, la notion de l'affiche électorale a des limites plus strictes. Mais au sens large de la jurisprudence, on considère comme électorale, toute affiche ayant trait à une élection et étant apposée, pendant la période électorale, c'est à-dire après le jour de la publication de l'acte, qui convoque les électeurs. Elle n'a pas besoin d'être signée par un candidat, elle peut même être anonyme ; il suffit qu'elle combatte ou qu'elle désigne au choix des électeurs, des candidats représentant une certaine catégorie d'idées politiques (2).

1. Trib. de Bagnères de Bigorre, 28, XII, 1878, D.1879 3.88.

2. Trib. civil de Châteaulin, 24 juillet 1906. D. 1907.5.9 (Les fidèles devront pourvoir à l'entretien du culte et du clergé paroissial, si les catholiques ne repoussent pas les candidats qui ont voté, ou veulent maintenir la loi de séparation). Cass. crim., 31 décembre 1914, D.1919.1.39 (lettre du prince Napoléon, adressée au vice-président du comité plébiscitaire, à l'occasion de la consultation nationale).

Mais depuis la loi du 17 juillet 1889, les affiches apposées par, ou en faveur des candidats, qui n'ont pas encore fait la déclaration nécessaire, ne peuvent pas être considérées comme des affiches électorales.

Au point de vue fiscal, l'affiche électorale doit être signée par le candidat.

§ 2. — Les affiches de droit commun

Ce sont toutes les affiches qui ne rentrent pas dans les catégories restreintes, des affiches privilégiées. Ce sont elles, qui forment l'objet de la présente étude. Parmi ces affiches privées, on peut distinguer comme une classe à part, les affiches commerciales, c'est-à-dire celle apposées avec une intention de lucre. Le critérium de commercialité d'une affiche, c'est l'objet indiqué par le texte, si elle a été ou non apposée, en vue de la conclusion d'une affaire commerciale, en vue des acte de commerce. Certainement la théorie de l'accessoire étendra sa présomption de commercialité sur toutes les affiches apposées par un commerçant.

Dans la notion de l'affiche commerciale, ainsi comprise, ne rentrent ni le nom commercial, ni la marque de fabrique, ni l'enseigne. Les uns et les autres fournissent sans doute à l'affiche des éléments de fait importants. Mais leur caractère les met à part.

Ptus importante que cette distinction, qui ne sert

qu'à déterminer la compétence judiciaire (1), est celle de l'enseigne. En effet si toute enseigne est une affiche, le contraire n'est pas vrai. Surtout, que l'enseigne est susceptible dans certaines conditions, d'une sorte de droit de propriété (2), inapplicable à l'affiche. Au point de vue fiscal encore, leur situation est inégale. Nous verrons dans le second livre, la différence que fait la jurisprudence entre l'affiche et l'enseigne, en ce qui concerne les droits des locataires, sur les murs extérieurs de leurs habitations. L'enseigne est unique, l'affiche est multiple. Faut-il déterminer par là, leur nature juridique ? C'est un critérium adopté par certains jurisconsultes (Fabreguettes, t. I^{er}, n° 564 ; Garnier, n° 915) mais il ne semble pas suffisant. On a objecté avec raison que l'affiche peut être unique, tandis que l'enseigne peut se répéter plusieurs fois sur la maison de commerce, comme sur ses dépendances, par exemple sur les voitures, immeubles par destination (Sol. enregistrement, 22 septembre 1873. S. 1875. 2. 59). On a cherché un autre critérium : l'enseigne se place seulement sur les locaux qu'elle désigne, toute inscription apposée en d'autres endroits constitue une affiche.

L'enseigne serait donc stable et localisée, aurait un domicile, tandis que l'affiche serait une enseigne ambulante d'une portée sans limites. En effet, l'enseigne eût toujours pour but de signaler au public, une bou-

1. Cass., 6 février 1924. D. 1924. 1. 227.

2. Cass., 20 et 21 février 1888. *Pand. fr.*, 1888. 1. 103. Orléans, 12 février 1890. S. 1894. 1. 433.

tique, d'indiquer un commerce ou une industrie. « L'enseigne doit crier au passant « c'est ici, » si elle crie « c'est là-bas » ce n'est plus une enseigne mais une affiche (1). »

Un même placard pourrait donc constituer ici une enseigne, parce qu'on l'aurait apposée aux panneaux d'une boutique, et là une affiche. Sa place seule, fixerait sa nature.

La jurisprudence combine les deux théories (2). Les tribunaux décident, en s'inspirant des circonstances, de la distribution, des lieux, surtout du but visé. Le placard a-t-il pour but d'indiquer au public, seulement le nom du commerçant et la nature de ses opérations, d'éviter aux tiers toute erreur à raison de la proximité d'établissements semblables : c'est une enseigne.

La publicité recherchée apparaît-elle plus complète, on se trouve devant une affiche. « L'inscription est-elle faite dans un but de réclame ? A-t-on besoin de demander l'autorisation d'un tiers pour la placer ? Ce sont les deux questions auxquelles il faut répondre, dit M. Wahl (3), pour établir la distinction entre l'affiche et l'enseigne.

Ce sont ces éléments qui ont été adoptés par l'article 22, de la loi du 8 avril 1910, pour définir l'en-

1. Audier, *Affiches, droit de timbre* (*Revue pratique du droit français*, t. XXVI, p. 566).

2. Cass., 2 septembre 1853.S.1854.1.75 ; Cass., 20 décembre 1866.D.1868.1.412.

3. Note sous Sirey, 1900.2.286 (Trib. d'Orthez, 13 juillet 1899)

seigne : « Sont considérés comme enseignes et exemptés du timbre, les affiches et tableaux-annonces, apposés à l'intérieur d'un établissement, où le produit annoncé est en vente, ou à l'extérieur, sur les murs mêmes de cet établissement ou de ses dépendances lorsque les tableaux-annonces ou les affiches ont exclusivement pour objet, d'indiquer le produit vendu ». Il résulte de cette définition, que si un tableau indique que tel produit est en vente, dans l'établissement et s'il indique en outre l'adresse du fabricant, ou du producteur, il a dès lors un double caractère, enseigne pour l'établissement, affiche à l'égard du fabricant.

Mais l'Administration de l'enregistrement a décidé qu'en ce cas, le tableau ne joue le rôle d'enseigne qu'accessoirement (1), car l'enseigne ne doit pas faire, la réclame d'autrui.

1. Cass. crim., 24 mai 1909.D.1909.I.481.

LIVRE II

LES LIMITES DU DROIT D’AFFICHAGE

Elles feront l’objet des deux chapitres suivants. Dans le premier, nous nous occupons des conditions que la loi du 29 juillet 1881 et les lois postérieures, ont apposés pour l’exercice de ce droit, et les infractions auxquelles l’affiche, peut servir d’instrument.

Dans le second chapitre nous verrons les restrictions qu’aucune loi n’impose à ce droit mais qui résultent naturellement des principes généraux du droit, de la coexistence d’autres droits, également respectables.

CHAPITRE PREMIER

LES CONDITIONS LÉGALES DE L’EXERCICE DU DROIT D’AFFICHAGE

SECTION I. — *La couleur*

La loi de 1881 — tout en consacrant la liberté d’affichage, — a maintenu la prohibition, instituée par le décret de l’assemblée nationale du 22 juillet

1791, — pour les particuliers, d'apposer des affiches imprimées sur papier blanc.

Son article 15, § 3, dispose : « Les affiches des actes émanés de l'autorité, seront seules imprimées sur papier blanc. » S'il résulte des termes de cet article que les affiches privées doivent être imprimées sur papier de couleur, cette disposition doit être interprétée strictement, ayant une sanction pénale ; elle ne peut pas se rapporter aux affiches manuscrites qui pourront donc être rédigées sur papier blanc. L'exception se justifie encore, quand on pense au but poursuivi par la loi, qui a réservé le papier blanc pour l'utilité exclusive des affiches d'autorité, afin qu'elles attirent davantage l'attention et surtout, de différencier complètement l'acte de l'autorité. Or, les affiches de l'autorité sont généralement imprimées. Le même but de la loi peut expliquer l'indulgence que montre l'administration, en ce qui concerne le respect de cette prohibition. En effet il existe quelques tolérances, variables selon les régions et les coutumes. Ainsi le papier blanc est permis aux affiches lithographiées, car la seule présence d'un dessin lithographique, suffit à éviter toute confusion avec les affiches officielles. Par tolérance de l'administration aussi, peuvent être également sur papier blanc, les affiches imprimées, destinées à être placées dans les vitrines des librairies, afin d'annoncer les ouvrages en vente. Mais ont été considérées comme blanches, comme délictueuses, les affiches imprimées sur papier blanc avec des encres

de couleur (1), même les affiches encadrées ou coupées de bandes de papier de couleur.

L'excuse de la force majeure peut être invoquée, par exemple si l'affiche imprimée sur papier de couleur, a été décolorée par l'effet des intempéries. Cette infraction est aujourd'hui une contravention.

En effet le paragraphe 15 est ainsi conçu : Toute contravention aux dispositions du présent article, sera punie des peines portées en l'article 2, c'est-à-dire d'une amende de 5 francs à 15 francs et même de l'emprisonnement, si, dans les douze mois précédents, l'imprimeur a été condamné pour contravention de même nature.

Du fait que l'infraction ne peut pas être relevée, tant qu'il n'y a pas eu affichage — car l'imprimé ne devient affiche qu'autant qu'il est placardé — est survenue une évolution inattendue, dans l'interprétation du paragraphe 3, de l'article 15. La doctrine avait pensé, que la contravention à la disposition de ce paragraphe était imputable à l'imprimeur. La circulaire du ministre de la Justice, du 9 novembre 1881, était faite pour corroborer une telle interprétation. « Les imprimeurs doivent donc se servir exclusivement, pour les affiches des particuliers, de papiers de couleur : il résulte des termes dans lesquels l'article 15 est rédigé, que l'infraction à cette disposition est à leur charge, comme elle l'était déjà, sous la législation antérieure. »

Plusieurs tribunaux ont, en conséquence, jugé que

1. Trib. simple pol., Montpellier, 14 novembre 1895. D. 1896.2.444.

l'imprimeur était pénalement responsable, qu'il l'était seul et que l'afficheur ne pouvait être poursuivi comme complice, la complicité n'existant pas en matière de contravention. Mais la Cour de cassation n'a point adhéré à cette doctrine. Tout d'abord, la Chambre criminelle par l'arrêt du 9 janvier 1890 (S. 91.1.142), a jugé, dans une hypothèse où l'imprimeur ne pouvait être mis en cause, — parce qu'il ne savait pas que les circulaires électorales imprimées sur papier blanc, étaient destinées à être affichées, — que ni les termes, ni l'esprit de l'article 15, n'excluaient la responsabilité de l'afficheur, qui avait placardé des imprimés sur papier blanc. Dans une espèce semblable, la Cour cassait un jugement, qui avait acquitté l'afficheur, l'imprimeur ne pouvant pas être mis en cause : « attendu, — disait-elle, — que la contravention dont il s'agit, est constituée par la réunion de ces deux faits, que des écrits émanés de particuliers ont été imprimés sur papier blanc et qu'ils ont été placardés ; que l'article 15, qui le prévoit, est compris dans le paragraphe 1^{er} du chapitre III, ayant pour titre « de l'affichage » et qu'il ne résulte, ni de ses termes, ni de son esprit, que l'afficheur n'en soit pas responsable » (1).

Enfin, dans trois arrêts du 7 mars 1896, la Cour affirmait non seulement que l'afficheur est responsable, mais que la place occupée par l'article 15, « suffit pour démontrer, qu'à la différence de la légis-

1. Cass., 15 mars 1890. *Bull. crim.*, n° 59.

lation antérieure, expressément abrogée par l'article 68 de la loi, il fait peser sur l'afficheur seul, la responsabilité pénale, de la contravention qu'il prévoit » (1). Malgré la critique, qu'une partie de la doctrine lui a constamment apporté, trouvant cette solution antijuridique, comme substituant au délit prévu un délit imaginaire — la Cour de cassation a maintenu son interprétation (2). Nous croyons que c'est la vraie, qu'aucune objection sérieuse n'a été relevée à l'argumentation de la Cour : l'infraction n'existe qu'à partir de l'affichage. Tant qu'il n'y a pas eu d'affichage, l'imprimeur ne peut pas être poursuivi. Mais l'affichage n'est pas son œuvre : il ne peut donc pas devenir punissable, pour un fait qui est accompli par un tiers. En effet, il ne peut pas être autrement pour eux, que pour les propriétaires ou les auteurs des imprimés sur papier blanc, qui ont été affichés sans leur ordre, ou à leur insu (3).

La seconde restriction de couleur, apportée au principe de la liberté de l'affichage, n'est plus générale, elle ne se réfère qu'aux seules affiches électorales. « Les affiches ayant un but, ou un caractère électoral, qui comprendraient une combinaison de trois couleurs : bleu, blanc et rouge, sont interdites à peine pour l'imprimeur d'une amende de 50 francs,

1. Cass., 7 mars 1896. S. 1897. I. 57.

2. Cass. crim., 18 février. D. 1921. I. 170. (Lorsqu'une affiche émanée d'une municipalité, mais n'ayant pas trait à un acte de l'autorité, a été imprimée sur papier blanc, l'afficheur seul est responsable de la contravention).

3. Cass. crim., 9 janvier 1890. D. 1890. I. 239.

par contravention. » Ce sont les termes de l'article 44, de la loi des finances du 30 mars 1902, qui limite cette prohibition aux seules affiches électorales imprimées. Son but est d'assurer le libre exercice du suffrage universel, c'est une mesure destinée à permettre à l'électeur d'émettre un vote libre, en rendant impossibles les manœuvres des particuliers.

La responsabilité de cette infraction incombe, sans aucun doute, à l'imprimeur tout seul : les termes de la loi l'indiquent clairement.

Cette infraction existe, dès que l'élément matériel est établi : elle ne comporte pas l'excuse de la bonne foi. Mais il est certain que quel que soit le nombre des affiches tricolores sorties de ses presses, on ne peut relever contre l'imprimeur qu'une seule contravention, sinon on arriverait à ce résultat absurde, d'un seul tirage, donnant lieu à des centaines, à des milliers de contraventions, suivant le nombre des exemplaires.

SECTION II. — *Nom et domicile de l'imprimeur*

La loi de 1881 maintient encore la double obligation, imposée par la loi de 1814 à l'imprimeur, d'indiquer son nom et son domicile. L'article 2 de la loi : « Tout imprimé rendu public, à l'exception des ouvrages, dits de ville, ou bilboquets, portera l'indication du nom et du domicile de l'imprimeur, à peine contre celui-ci d'une amende de 5 à 15 francs. La peine de l'emprisonnement pourra être pro-

noncée, si dans les douze mois précédents, l'imprimeur a été condamné pour contravention de même nature » comprend toutes les sortes d'affiches (1).

En effet, les affiches ne peuvent pas rentrer dans la catégorie d'exception, faite par la loi, en ce qui concerne les bilboquets. Ceux-ci sont définis dans la circulaire du garde des sceaux, du 9 novembre 1881, comme « les imprimés, destinés à des usages privés » et la jurisprudence considère comme tels, les billets de faire-part, adresses, têtes de lettres, cartes de visites, etc.

Le sens de cette prescription a été indiqué par le rapporteur de la loi, M. Lisbonne : « Cette formalité n'a pour but, ni pour résultat de restreindre la liberté de l'imprimerie. Elle ne peut en effet, empêcher la perpétration d'un crime ou d'un délit, elle ne fait qu'en assurer, dans la mesure du possible la responsabilité. »

Bien entendu, la fausse déclaration équivaldrait à la simple omission et serait punie comme telle. Ce que la loi demande, c'est l'indication du nom patronymique et du domicile, qui comprend non seulement le nom de la ville, mais surtout la désignation de la rue et du numéro de l'immeuble, habité par l'imprimeur (2). Un particulier doit se soumettre à

1. Rennes, 8 février 1882. S. 1882, 2. 156 (Il a été jugé affirmativement, pour l'affiche émanée d'une société d'agriculture, régulièrement autorisée, qui annonce l'ouverture, les conditions et le programme d'un concours d'animaux. De même pour les affiches théâtrales. Cass. crim., 13 juillet 1872. D. 1872. 1. 287).

2. Fabreguettes, *Traité des délits politiques*, t. I, p. 128.

l'article 2, même s'il n'a imprimé qu'occasionnellement et pour ses besoins particuliers, une fois que les écrits sont destinés à devenir publics. L'infraction n'existe que du moment que l'imprimé est rendu public. Elle est une contravention, étant passible d'une peine de simple police; l'intention est donc tout à fait indifférente. Le cumul est possible, mais la contravention correspond à tout un tirage. C'est l'imprimeur qui répond pénalement, même si c'est la faute de ses employés. Le ministère public intente l'action devant le tribunal de simple police, du lieu où l'ouvrage a été imprimé (1).

SECTION III. — *Le dépôt* (2)

Depuis la loi de 1881 les affiches ne sont plus soumises qu'au seul dépôt légal maintenu pour presque tous les imprimés par l'article 3 de la loi (3).

1. Une loi destinée à réprimer la propagande pacifiste, par tracts et affiches, adoptée en pleine guerre, est venue renforcer considérablement l'article 2. Son unique article était ainsi conçu : « Sera puni d'une peine de quinze jours à deux ans de prison et d'une amende de 100 à 10.000 francs, quiconque aura imprimé ou fait imprimer, distribué ou fait distribuer, un écrit de quelque nature qu'il soit, sans que mention y soit portée du nom et du domicile de l'imprimeur, ou si le nom apposé est faux. Le tribunal aura le droit d'ordonner la fermeture de l'imprimerie et la saisie du matériel. La présente loi sera applicable pendant la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret, prescrivant la démobilisation. Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables à la présente loi. »

2. Le dépôt légal fait maintenant l'objet d'un projet de loi, complétant ses lacunes, déjà adopté par une des assemblées.

3. « Au moment de la publication de tout imprimé, il en sera fait par l'imprimeur, sous peine d'une amende de 16 à 300 francs,

La jurisprudence a décidé (1) que les affiches ne rentrent pas dans les exceptions formulées par cet article. Mais c'est toujours une question de fait, à décider par les tribunaux. Les affiches ne peuvent pas être exceptées, le but de ce dépôt étant d'enrichir les collections nationales et assurer la répression des publications délictueuses, en faisant connaître à l'autorité, tout ce qui s'imprime.

Le dépôt doit être fait au moment de la publication ; il peut donc être concomitant, ainsi que le remarque la circulaire ministérielle du 9 novembre 1881, mais il faut qu'il soit opéré à l'instant même où le premier exemplaire est rendu public. Récépissé doit être donné à l'imprimeur du dépôt, par lui opéré. Mais au cas de perte du récépissé (voir même du refus par l'administration de le délivrer) le dépôt peut être prouvé par tous moyens (2).

un dépôt de deux exemplaires, destinés aux collections nationales. Le dépôt sera fait au ministère de l'Intérieur pour Paris, à la préfecture pour les chefs-lieux de département, à la sous-préfecture, pour les chefs-lieux d'arrondissement et pour les autres villes à la mairie. L'acte de dépôt mentionnera le titre de l'imprimé et le chiffre du tirage. Sont exceptés de cette disposition les bulletins de vote, les circulaires commerciales ou industrielles et les ouvrages dits de ville ou bilboquets. »

1. Pour les placards électoraux (Caen, 29 novembre 1849), pour les convocations à des réunions politiques (Cass., 22 août 1850), pour l'affiche annonçant seulement la mise en vente d'un nouvel ouvrage (Trib. de Tours, 2 mai 1868 ; S. 1868.2.152).

2. Cass., 3 juillet 1886. D. 87. 1. 95 (la faculté donnée par l'art. 3) d'effectuer le dépôt au moment même de la publication entraîne nécessairement cette conséquence que l'imprimeur, n'étant point tenu de retarder au gré de l'administration, la livraison des imprimés sortant de ses presses est libre d'effectuer le dépôt à toute heure et même la nuit).

L'omission du dépôt constitue un délit, étant puni des peines correctionnelles. Mais c'est une infraction matérielle, exclusive de bonne foi, ce qui faisait qu'on l'appelait autrefois délit contraventionnel.

La responsabilité incombe d'après les termes de la loi à l'imprimeur seul.

SECTION IV. — *Le timbre*

La loi de 1881 n'a en rien touché (1) aux dispositions fiscales antérieures, relatives aux affiches, considérant que le timbre des affiches n'est pas un obstacle à la liberté d'affichage, comme il était à celle de la presse. Si on tient compte que les affiches qui visent l'intérêt général ont été pour la plupart exonérées, un impôt non prohibitif se justifie aisément, surtout pour les affiches commerciales (2). Si le droit de timbre n'était d'abord que le complément fiscal de la censure administrative, le développement du commerce et de l'industrie, en donnant à l'affichage une grande extension, a fait une notion nouvelle : les négociants ont utilisé dans leur intérêt particulier, une partie du domaine public : la voie

1. Pau, 30 mai 1885 ; Orléans, 21 juillet 1886. S. 1887. 2.45 ; Aix, 25 novembre 1887. S. 1889. 2. 233 (Si la loi de 1881 a abrogé les dispositions du décret du 25 août 1852 qui subordonnait l'apposition en un lieu public d'affiches peintes, à la délivrance d'un permis de l'autorité municipale, elle a laissé subsister les dispositions antérieures sur l'affichage, qui sont d'ordre purement fiscal).

2. Berthélémy, *Droit administratif*, p. 288 et 1923.

publique. Il est équitable de leur faire payer le prix du service rendu; les affiches payent au Trésor 8 millions par an d'impôt (1). On n'a pas trouvé le moyen de faire payer à la publicité par l'affiche, une sorte d'impôt proportionnel à son rendement et il a fallu se contenter de la frapper par l'application d'un impôt de consommation, d'après les dimensions du matériel employé, pour le confectionnement de l'affiche. Seule la loi du 26 décembre 1890, tenta d'établir un impôt proportionnel au rendement, une taxe annuelle, variable suivant la population des villes : elle fut abolie trois ans après, car étant prohibitive, elle avait provoqué l'évasion de la matière fiscale.

Toutes les sortes d'affiches sont aujourd'hui imposées par les lois fiscales, pourvu qu'elles soient exposées dans un lieu public et qu'elles ne constituent pas une enseigne, ou soient expressément exonérées par un texte de loi. C'est ainsi que les journaux, les lettres, qui sont placardés, deviennent des affiches imposables. Le tarif du droit de timbre des affiches sur papier ordinaire, imprimées ou manuscrites a été fixé de la manière suivante, sans additions de décimes, par l'article 7, de la loi du 22 mars 1924 : pour les affiches dont la dimension ne dépasse pas 15 décimètres carrés, jusqu'à 30 décimètres carrés, 30 centimes ; au-dessus de 30 décimètres carrés, jusqu'à 60 décimètres carrés, 45 centimes ; au-dessus

1. Albucher, *la Publicité commerciale et son rôle économique*.

de 60 décimètres carrés, jusqu'à 120 décimètres carrés, 60 centimes ; au-dessus de cette dimension, 30 centimes en plus par 120 décimètres carrés, ou fraction. Le tarif est doublé pour les affiches contenant plus de cinq annonces distinctes. Les affiches visées par les articles 17, de la loi du 8 avril 1910 et 11 de celle du 30 juillet 1913, sont assujetties à un droit de timbre, égal à deux fois celui des affiches sur papier ordinaire.

Ces affiches sont celles qui ont subi une préparation quelconque, afin d'assurer leur conservation un plus long temps, ou celles qui ont été apposées dans un lieu couvert, ou dans l'intérieur des voitures. Les affiches lumineuses sont soumises à 20 francs par mètre carré, pour la première année et 10 francs les autres années. De même pour les affiches réalisées par projections intermittentes ou successives, sur un transparent ou sur un écran.

Sont exceptées du timbre les affiches de l'autorité et la jurisprudence ne considère comme telles que les affiches apposées par un fonctionnaire public et concernant l'exécution de la loi générale, ou l'intérêt de l'Etat. Sont aussi exceptées les affiches électorales d'un candidat, contenant sa profession de foi, ou étant au moins signées par lui. Sont encore exonérées les affiches ordonnées par la loi pour l'exercice de certaines professions.

Parmi les affiches volontaires sont encore favorisées, celles de certains groupements ou institutions privés, mais présentant un intérêt pour la collecti-

vité (1). Enfin les enseignes ne payent, elles non plus, l'impôt.

SECTION V. — *Les restrictions pénales*

Nous avons vu que l'affiche étant un moyen de communiquer les convictions, peut toujours devenir un instrument d'infraction, comme la parole, comme la presse. Dans la discussion de la loi de 1881, M. Floquet a demandé l'application du droit commun, pour les infractions commises par la voie de la presse, c'est-à-dire l'article 60 du Code pénal et 1382 du Code civil. Mais la loi sur la presse, tout en respectant le principe qu'il n'y a plus de délit d'opinion (2),

1. *a*) Caisses d'épargne ordinaires et Caisses d'épargne postales (articles 20 et 21 de la loi du 9 avril 1881, affiches faisant connaître les heures de bureaux, etc.) ; *b*) Monts de pitié (art. 8, loi 24 juin 1851) ; *c*) Sociétés de secours mutuels autorisés ; *d*) les affiches nécessitées par la conciliation et l'arbitrage des différends entre patrons et ouvriers (loi 27 décembre 1892) ; *e*) offres et demandes d'emploi contenues dans des affiches, manuscrites ou non (loi 25 juin 1920) ; *f*) Offres et demandes de travail ou d'emploi contenues dans des affiches apposées par les bureaux de placement gratuit (loi 14 mars 1905, art. 5). Pour les objets abandonnés chez les hôteliers et les aubergistes (loi du 31 mars 1896).

2. Auparavant étaient punis beaucoup de délits d'opinion : 1^{er} la provocation à la désobéissance aux lois, que prévoyait l'article 6 de la loi du 17 mai 1819 ; 2^o l'outrage à la morale publique et religieuse (loi 17 mai 1819, art. 8) ; 3^o l'outrage aux religions reconnues par l'Etat (loi 25 mars 1822, art. 1^{er}) ; 4^o les délits d'attaque contre la liberté des cultes, le principe de la propriété et les droits de la famille (décret 11 août 1848, art. 3) ; 5^o le délit d'attaque à la constitution, au principe de la souveraineté du peuple et du suffrage universel (loi 29 décembre 1875, art. 1^{er}) ; 6^o le délit d'excitation à la haine et au mépris du Gouvernement (décret 11 août 1848, art. 4) ; 7^o la provocation des citoyens à la haine,

devait s'occuper des délits de droit commun (1), non indiqués par le Code, ne contient pas toutes les infractions de droit commun, surtout qu'en 1810 la presse n'existait plus ; d'ailleurs la diffamation et l'injure ne peuvent se commettre que par écrit ou parole.

C'est dans son chapitre IV, intitulé : « Des crimes et délits commis par voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication », que la loi de 1881 établit les limites pénales, du droit d'affichage.

L'article 23 punit, comme complices d'une action, qualifiée crime ou délit, ceux qui, par des placards ou affiches exposés au regard du public, auront directement provoqué l'auteur, ou les auteurs, à commettre ladite action, si la provocation a été suivie d'effet. De même, si la provocation n'a été suivie que d'une tentative de crime, prévue par l'article 2, du Code pénal (2). L'article 24, depuis la modification apportée par la loi du 12 décembre 1893, punit ceux qui auront directement provoqué par voie d'affiches, soit au vol soit aux crimes de pillage et d'incendie, soit à l'un des crimes punis par l'article 435 du Code pénal, soit à l'un des crimes et délits contre

les uns contre les autres (11 août 1848, art. 7) ; 8° l'attaque contre le respect dû aux lois et l'inviolabilité des droits qu'elles ont consacrés (loi 27 juillet 1849, art. 3).

1. Les caractères d'une infraction de droit commun, sont d'après le discours de M. Cazot : l'intention perverse, le dommage causé à la société ; la possibilité d'une définition rigoureuse, qui ne laisse rien à l'arbitraire.

2. Fabreguettes, *Traité des délits politiques*, t. 2, p. 265. Le Poittevin, *Traité de la presse*, t. II, p. 39.

la sûreté extérieure de l'Etat, prévus par les articles 75 et suivants, jusques et y compris l'article 85 du même Code, même si la provocation n'avait pas été suivie d'effet. Est également punie la provocation par voie d'affiches, à l'un des crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat, prévus par les articles 86 et suivants jusques et y compris l'article 101 du Code pénal. Seront punis de la même peine, ceux qui auront fait par la voie d'affiches, l'apologie des crimes, de meurtre, de pillage, d'incendie, de vol ou de l'un des crimes prévus par l'article 435 du Code pénal. L'article 25, punit toute provocation par affiche, même indirecte, adressée à des militaires des armées de terre ou de mer, dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs, dans tout ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et règlements militaires.

C'est un délit contre la chose publique, puni par l'article 26, l'offense qu'on peut apporter par affiche, au président de la République.

La publication ou reproduction de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées, ou mensongèrement attribuées à des tiers, est punie en vertu de l'article 27, lorsque la publication aura troublé la paix publique et qu'elle aura été faite de mauvaise foi. Les articles 36 et 37 visent respectivement l'offense et l'outrage commises publiquement envers les chefs d'Etats étrangers, ou envers les ambassadeurs et ministres plénipotentiaires. Les outrages aux

bonnes mœurs, commises par voie d'affiches punies d'abord par l'article 28, constituent aujourd'hui un délit régi, en ce qui concerne la poursuite et la répression, par le droit commun. En effet la loi du 20 août 1882, a distrait de la loi de 1881, les outrages aux bonnes mœurs, commises autrement que par le livre. Il en résulte que les affiches obscènes sont soumises aux règles de droit commun, pour la compétence, la saisie, l'arrestation préventive, la procédure, la prescription et qu'elles ne peuvent plus invoquer le régime de faveur, de la loi de 1881.

Enfin l'affiche, s'est surtout montrée apte, pour la perpétration des délits contre les personnes. L'article 29 définit la diffamation : « toute allégation ou imputation d'un fait, qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne, ou du corps, auquel le fait est imputé. » Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective, qui ne renferme l'imputation d'aucun fait, est une injure.

La peine de la diffamation et de l'injure, varie suivant qu'elle est commise envers de simples particuliers, ou envers les cours, les tribunaux, les armées de terre ou de mer, les corps constitués et les administrations publiques, envers les membres du ministère, de l'une ou de l'autre Chambre. Rentrent encore dans cette catégorie, les fonctionnaires publics, les ministres des Cultes, salariés par l'Etat, les citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public, temporaire, ou permanent.

La distinction entre ces deux catégories de per-

sonnes, est faite non seulement en ce qui concerne les peines, mais aussi en ce qui concerne la preuve de la vérité, du fait diffamatoire. En effet, la preuve du fait diffamatoire, mais seulement quand il est relatif aux fonctions, pourra être établie dans les cas d'imputations contre les corps constitués et les personnes énumérées ci-dessus. Elle pourra être également établie, contre les directeurs ou administrateurs de toute entreprise industrielle ou financière, faisant appel à l'épargne ou au crédit. En matière d'injure, la preuve ne peut jamais être faite, mais elle n'est punissable que si elle n'a pas été précédée de provocation : *parva delicta mutua compensatione tolluntur*.

Les candidats aux élections, n'agissant pas dans un caractère public, on ne peut pas faire la preuve du fait diffamatoire, contre eux. La discussion de la loi montre clairement que le législateur a refusé de traiter différemment la diffamation électorale. Mais la jurisprudence tient toujours compte des circonstances et souvent elle ne punit pas la diffamation, quand il s'agit de l'appréciation de faits ou d'opinions d'ordre politique et général, ou d'actes de cette nature, même s'ils sont précisés et imputés à des personnes dénommées (comme des actes d'administration, des votes, etc.); la jurisprudence n'incrimine pas les allégations sur de pareils sujets, même si elles étaient contraires à la vérité. S'il s'agit au contraire de faits réellement personnels aux candidats, les tribunaux ne tolèrent plus ces

écarts (1), l'intention malveillante étant certaine.

La loi du 5 avril 1884, impose au maire l'obligation d'afficher par extrait, les délibérations du Conseil. Si cet extrait contient une diffamation, la publicité est suffisante pour caractériser le délit, car il s'agit d'une affiche exposée aux regards du public et les délibérations des conseils municipaux ne jouissent d'aucune immunité.

Peu importe, que ce soit le maire qui ait fait afficher et non le conseiller municipal, auteur de la diffamation. D'ailleurs, les conseillers municipaux, qui en signant la délibération et en ne se prononçant pas contre, ont adopté par leur vote et leur signature cette diffamation, sont tous responsables. Le maire sera puni comme l'auteur de la publication et les autres comme ses complices (2).

Non seulement l'affiche politique, mais l'affiche commerciale elle-même, peut être incriminée comme diffamatoire. L'action en diffamation ou en concurrence déloyale, protègent les commerçants contre les abus de la réclame de mauvaise foi, de la part des concurrents. La mauvaise foi, l'intention de nuire est nécessaire, quoique la loi n'en parle pas, étant question d'un délit. Mais elle se présume, d'après le droit commun en matière de diffamation. Il appartiendra aux inculpés de démontrer leur bonne

1. Chante-Grellet, *Traité des élections*, vol. I, p. 512.

2. Nancy, 22 novembre 1875, D. 78.2.28. Cass., 6 août 1875. D. 76.1.461. Cass. req., 27 décembre 1886. D. 87.1.312 cités par Fabreguettes, t. I, p. 78.

foi, l'absence de l'intention de nuire. C'est aux juges de concilier, suivant les circonstances de l'affaire, le respect dû aux personnes et les exigences de la liberté du commerce, de décider si la mauvaise foi caractéristique de l'infraction, se rencontre dans l'espèce qui leur est soumise. Car il ne faut pas oublier que le commerçant ou l'industriel qui cherchent la clientèle du public et vont au-devant de sa confiance, acceptent d'avance, dans une certaine mesure, l'obligation de se soumettre à ses observations, ou à celles de ses concurrents. Le commerçant est, en quelque sorte, une personne quasi-publique, d'après l'expression de M. Sumien (1) et si on ne peut pas discuter sa vie privée, on peut apprécier ses marchandises, que lui-même a exposées au blâme, en réclamant l'éloge.

D'autant plus, il faut approuver la décision du tribunal de Lyon (2), qui a jugé qu'une société pour le relèvement de la moralité publique, qui dénonce par voie d'affiches un spectacle qu'elle juge immoral, n'encourt aucune responsabilité, car chacun a le droit de juger et de censurer, ce que l'on présente au public, lorsque les critiques sont exemptes de mauvaise foi, surtout pour les œuvres de l'esprit.

Encore, l'accomplissement d'un devoir ne peut

1. *Des rapports entre la concurrence déloyale et la diffamation*, p. 41.

2. 9 décembre 1904. *Pand Franç.*, 1905.2.103.

pas constituer une diffamation (1). Mais l'exercice d'un droit ?

Il a été jugé qu'une administration se rend coupable de diffamation, en faisant apposer dans ses bureaux une affiche relative à l'un de ses employés, si cette affiche contient un fait de nature diffamatoire, alors même que ce moyen de divulgation aurait été dicté, tant par son intérêt, que par celui du public et que cette administration aurait pu croire avoir le droit de disposer de ses bureaux pour y annoncer au public la mesure prise contre la faute de son employé (2).

Mais la question s'est surtout posée en doctrine et jurisprudence, en ce qui concerne le droit de publier par affiche, les décisions judiciaires. Nous avons vu que l'affichage d'une sentence peut être ordonné par les juges, comme une peine ou comme réparation civile. Si les juges ne l'ont pas accordé, la partie gagnante a-t-elle encore le droit d'afficher ?

Il y a ici deux droits qui viennent en conflit. Celui qu'a toute personne de publier librement, spontanément un jugement et que l'article 39, énonce comme la conséquence logique, du caractère de publicité, reconnu par le législateur, à l'exercice même de la justice: « Ces interdictions ne s'appliqueront pas aux jugements, qui pourront toujours être publiés » ; l'article ne distingue pas parmi les

1. Trib. civ. Saint-Pol, 9 juin 1908, *Gaz. des Trib.*, 18 juillet 1908.

2. Cass. crim., 28 avril 1843, *Journal du Palais*, 1843.1.500.

moyens ; donc de ses termes seuls, ou peut conclure qu'on a le droit de publier par l'affiche, comme par la presse. Mais une partie de la doctrine et de la jurisprudence, fait la distinction que la loi n'a pas faite : en rapprochant l'article 39 de l'article 41, § 3, qui, permettant le compte rendu fidèle et fait de bonne foi des débats judiciaires, n'a évidemment pas envisagé d'autre moyen de publication que la presse, déclarent que l'article 39, dans la pensée du législateur, ne se réfère qu'à la publication par la voie des journaux et qu'il n'est donc pas permis d'afficher, si le jugement ne le prescrit pas (1).

Le législateur n'aurait d'ailleurs fait que respecter la tradition, car sous l'ancienne législation on ne pouvait afficher les jugements, que s'ils contenaient la permission (Chassan, t. II, n° 895). Cette argumentation n'est pas à l'abri de toute critique (2). L'article 39, § 2 et 41 § 3 sont en effet deux dispositions très dissemblables, puisque la seconde consacre une véritable immunité, tandis que la première se borne à reconnaître l'existence d'une faculté, résultant du droit commun.

D'ailleurs, l'affichage d'un jugement de condamnation ne présente pas par sa nature même, le caractère de sanction pénale, plus que la publication par les journaux, car le journal comme l'affiche,

1. Fabreguettes, t. II, n° 1681 ; Barbier, t. II, p. 167 ; Trib. correctionnel de Grenoble, 7 décembre 1826, Cour de Paris, 23 février 1839. D. 1839.2.85.

2. V. Perreau, ouvr. cité, p. 107.

sert également aujourd'hui à la publication des peines, que la loi ou les juges ordonnent. Donc, nous croyons que l'article 39, reconnaît la faculté pour toute personne, de publier les décisions judiciaires par voie d'affiches.

L'autre droit qu'on doit également respecter et qui limite le premier, c'est le droit à la réputation. Un individu, ayant certains faits blâmables dans sa vie passée, a le droit, à ce que ces faits ne soient pas révélés au public. Il n'y a pas moyen de préciser objectivement les limites de ces droits et de dire *a priori* quand il y a atteinte : « Ces limites varient avec les individus et les circonstances » (1).

Il est certain que si l'article 39, reconnaît le droit de publier les sentences, cette faculté ne crée aucune immunité pour celui qui en use. La loi ne dit pas que cette publication ne donnera lieu à aucune action pénale ou même civile, elle se contente à déclarer ne l'interdire en aucun cas. Ce droit est loin d'être absolu.

Il est surtout limité en temps. En effet on abuse de ce droit, on commet une diffamation, ou seulement un quasi délit (1382 C. c.), si la publication intervient après beaucoup de temps, depuis la date du jugement. La justification de ce droit, qui est le principe de la publicité de la justice et son prolongement logique, qui seul met effectivement sous le contrôle de l'opinion publique, l'exercice du pouvoir

1. Demogue, *Traité des obligations en général*, t. III, n° 231.

judiciaire, détermine ses limites. C'est ce qui résulte aussi de la discussion de la loi : « Quand un homme a dans sa vie commis une faute, les tribunaux lui ont appliqué la répression dans la mesure, que la faute commise leur paraît comporter. Il serait contraire à l'ordre public, que le premier citoyen venu pût, sans y être provoqué, mais seulement pour le malin plaisir de relever dans la vie d'un de ses semblables un fait fâcheux, lui rappeler sa faute et ajouter en la rappelant une peine, que le tribunal n'a point prononcée. Il n'y aurait alors ni sécurité, ni justice, il n'y aurait plus proportionnalité entre le châtiment et la faute. Un homme une fois frappé, serait alors dans l'impossibilité de revenir à des sentiments meilleurs, il n'aurait plus d'intérêt à se réhabiliter par une conduite meilleure ; il sera obligé à se faire justice lui-même et demander au duel, la protection que la loi lui refuse » (1).

Donc la date est un élément pour apprécier l'intention de celui qui a recours à l'affichage. Mais cette limite qui est une question de fait, n'a rien de rigide. Au cours d'une campagne électorale, l'intérêt qu'il y a à connaître les antécédents d'un candidat, fait qu'il n'y a aucun fait illicite à relever qu'il a fait de la prison (2), même s'il y a longtemps de là. Mais en dehors de la date, il y a encore d'autres circonstances qui, accompagnant l'affichage des décisions, puissent

1. Discours de M. Lelièvre. Celliez et Le Senne, p. 479.

2. Req., 24 avril 1914 D. 1918.1.196. Trib. Rennes, 10 mars 1905. *Gaz. Pal.*, 1905.1.542.

lui donner le caractère illicite. Si l'affiche revêt au point de vue typographique ou artistique, certaines apparences sensationnelles, lorsque sa couleur, son emplacement, sont choisis d'une manière toute spéciale, pour retenir violemment l'attention si elle publie le jugement de façon très étendue (1), alors elle peut dénoncer chez son auteur la préoccupation de la détourner de son but naturel, pour la faire servir à des fins coupables, et le désir de porter atteinte à l'honneur, ou à la considération de telle ou telle personne, visée par le jugement. C'est afin de bien mettre en évidence leur absence d'intention de nuire, que les compagnies de chemins de fer suppriment dans les affiches où elles relatent les jugements de condamnation, obtenues par elles, le nom des condamnés.

Toutes les sortes de jugements peuvent être publiés par affiche, dans ces limites, cependant les lois du 22 juillet 1912 (art. 19), sur les tribunaux pour enfants et 2 juillet 1919, portant règlement transactionnel pour cause générale de guerre, entre les commerçants et leurs créanciers, ne permettent pas de citer les noms entiers des parties, mais seulement leurs initiales.

La loi de 1881 dans ses articles 38, 39 et 40, interdit encore certaines publications : 1° les actes d'accusation et tous autres actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été

1. Jurisprudence citée et Paris, 5 juillet 1907. *La loi*, 29 septembre 1907.

lus en audience publique ; 2° les comptes rendus des procès en diffamation, ou de toute affaire civile, quand le tribunal prendra cette mesure ; 3° les annonces des souscriptions, ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais et dommages-intérêts, prononcés par des condamnations judiciaires, en matière criminelle et correctionnelle.

Enfin la loi de 1881, n'a pas abrogé certaines dispositions pénales, qui ont conservé tout leur pouvoir. Les délits ainsi maintenus, comme se rattachant à des lois spéciales, échappent entièrement aux prévisions de la loi de 1881 et demeurent en conséquence, soumis aux juridictions de droit commun. Nous nous bornerons ici à une sèche énumération de ces lois, car ces matières sont communes à la presse en général et il sortirait du cadre de ce travail, de s'étendre sur ces données générales. 1° La loi du 24 mai 1848, article 6, sur la provocation à des attroupements ; 2° la loi du 21 terminal an XI (art. 36), interdisant toute affiche qui indiquerait des remèdes secrets ; 3° la loi du 21 mai 1836 (art. 2) punit tous ceux qui, par affiches, auraient fait connaître ou faciliter l'émission des billets de loteries ; 4° loi du 4 juillet 1837 (art. 5) : toutes dénominations de poids et mesures, autres que celles portées et établies par la loi du 18 germinal, sont interdites dans les affiches, annonces, etc. ; 5° loi du 25 mai 1836 sur la provocation au rassemblement sur la voie publique, pour discuter, rédiger, ou apporter aux chambres, des pétitions ; 6° la loi du 5 juillet 1844, article 33, inter-

dit de prendre par affiches la qualité de breveté, sans posséder un brevet valable ; 7° la loi du 1^{er} février 1893 interdit de faire retirer par des bruits faux et calomnieux, les fonds des caisses publiques ; 8° loi du 13 avril 1898, défend les affiches qui annoncent des valeurs étrangères, tant que ces valeurs n'ont un représentant responsable.

SECTION VI. — *Les règlements municipaux*

La loi de 1881 abrogeant par son article 68 toutes les dispositions antérieures, relatives au droit d'affichage, l'autorité municipale ne pourrait plus se prévaloir des pouvoirs de police à elle conférés par les lois des 16-24 août 1790 (art. 3 et 4) et 19-22 juillet 1791 (art. 46), pour réglementer le mode et les conditions de l'affichage ainsi qu'elle avait fait auparavant, avec l'assentiment de la jurisprudence. Maintenant, ni le maire ni le préfet ne pourront plus prendre des arrêtés qui puissent restreindre la liberté de l'affichage, car ces arrêtés seraient contraires à la loi. Mais si ce principe n'est par personne contesté, il n'est pas absolu et nous voulons préciser sa portée, quand il vient en conflit avec d'autres principes, avec d'autres besoins sociaux, qui demandent une réalisation juridique. D'abord, il y a des exceptions que loi elle-même édicte. Ainsi, aux termes de l'article 15 (loi de 1881), les maires gardent le droit d'interdire par arrêté, l'apposition d'affiches ordinaires, en certains endroits (1).

1. Voir p. 56.

En vertu de l'article premier, de la loi du 20 avril 1910, l'affichage est interdit sur les immeubles et monuments historiques classés, ainsi que sur les monuments naturels et dans les sites de caractère artistique classés. Il peut être également interdit autour desdits immeubles, monuments et sites, dans un périmètre qui sera pour chaque cas particulier, déterminé par arrêté préfectoral sur avis conforme de la commission des sites et monuments de caractère artistique. Aussi par la loi du 27 janvier 1902, les maires peuvent reconnaître le caractère artistique aux monuments publics de la commune et par conséquent, interdire sur ceux-ci tout affichage.

Mais c'est la loi du 5 avril 1884 qui a donné le plus de mal aux tribunaux pour concilier ses termes avec la liberté de l'affichage. Car les articles 94 et suivants de cette loi, laissent aux municipalités la police générale des lieux publics, ce qui comprend notamment : 1° tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques ; 2° le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique ; 3° le maintien du bon ordre dans les lieux publics. Les municipalités, peuvent donc, en vertu de ces dispositions prendre toutes mesures utiles concernant l'affichage, pourvu, d'une part, qu'elles se renferment dans leurs pouvoirs de police, d'autre part qu'elles évitent toute réglementation, dont le but ou le résultat, direct ou indirect, serait de contrarier le régime de liberté, de la loi de 1881. La riche jurisprudence sur cette question nous

démontre toute la difficulté qu'il y a dans la pratique à concilier ces principes si nuancés. La liberté d'afficher, ne pouvant pas avoir pour conséquence, d'entraver la liberté de circulation, une ordonnance concernant la réglementation des exhibitions d'annonces-réclames sur la voie publique, est conforme à la loi ; même si elle interdit complètement dans certaines rues les voitures-réclames ou leur impose des conditions, en ce qui concerne les dimensions ou les distances à respecter. De même pour les affiches lumineuses portées, qui font toujours craindre l'incendie ou l'accident (1). La question n'est pas tant de limiter l'affichage, que de réglementer les exhibitions faites dans les rues, places ou autres lieux publics et ayant le caractère d'un spectacle, ou d'une mascarade.

C'est comme pour le port et l'exposition en public des drapeaux, portant des emblèmes ou des inscriptions, que l'autorité peut toujours interdire (2). On serait même tenté de dire que le législateur de 1881, quand il a proclamé la liberté de l'affichage n'a pas eu en vue ces sortes d'affiches, qu'il ne connaissait pas, qu'il ne pouvait pas déclarer que cette liberté s'appliquerait à tout moyen, même non encore découvert.

C'est la thèse qu'a soutenu le Conseil d'Etat dans l'arrêt du 6 juillet 1888 (D. 1889.3.105), en ce qui concerne l'affichage par chassis ou transparents

1. Ordonnance du préfet de police à Paris du 20 novembre 1888, du 12 mars 1887 ; Cons. d'Etat. 30 mars 1900. D. 1901.3.53.

2. Crim. Cass., 4 janvier 1902. D. 1903.1.558.

lumineux : « la liberté de l'affichage n'implique pas la liberté de la mascarade, l'apposition de ces transparents n'est plus de l'affichage. » Cependant la Cour de cassation n'y est pas ralliée : « ces exhibitions étant des affiches, les maires ne peuvent pas les interdire ; l'affichage existe dès qu'une annonce ou nouvelle est portée à la connaissance du public, à l'aide d'un placard, soit écrit à la main, soit gravé, soit imprimé, et on ne saurait admettre que ce placard, placé d'une manière apparente dans un milieu public, a perdu le caractère d'affiche, par cela seul que pour le rendre visible, on a fait usage d'un appareil lumineux quelconque (1). »

Mais la jurisprudence a eu surtout à se prononcer sur l'interprétation, que les maires ou les préfets ont souvent donné, au pouvoir que la loi leur accorde, de maintenir le bon ordre dans les lieux publics. Un maire ne peut pas interdire, dans un certain endroit, l'apposition des affiches, sous prétexte des rassemblements et de manifestations, susceptibles d'embarrasser la voie publique (2). Est illégal l'arrêté du préfet, interdisant les affiches injurieuses pour le gouvernement ou la Cour de cassation, même s'il invoque le besoin de la « sécurité publique » (3), même

1. 7 décembre 1889. S. 90.1.361.

2. D. 89.3.105. S. 90.3.40. Le Poittevin, t. I, p. 252.

3. Cons. d'Etat, 2 avril 1886. D. 1887.3.84; Trib. de simple police de Moisdon. La Rivière, 15 novembre 1902. *Gaz. Trib.*, 26. XI. 1902; Cass. crim., 20 novembre 1908. *Revue pénitentiaire*, 1909, p. 232. ; Cass. crim., 10 janvier 1895. D. 1895 1.384; civ., 9 mars 1914 (2 arrêts). D. 1919. 1.32.

s'il est pris « dans l'intérêt de la sûreté dans les rues et lieux publics ».

Et l'arrêté illégal ne peut pas couvrir les fonctionnaires qui ont cherché à le faire respecter, en lacérant les affiches (1).

Cependant les maires n'ont pas désarmé, ils ont essayé de justifier autrement leurs arrêtés réglementant l'affichage. La loi de 1881, en proclamant la liberté de l'affichage n'a en rien modifié les lois et règlements relatifs à la voirie et notamment ceux de ces règlements, concernant les façades des maisons sujettes à reculement et des murs en saillie. Donc, les maires ne peuvent pas autoriser les affiches qui pourraient porter préjudice à la voie publique, en dissimulant leur état de vétusté ou de ruine imminente, ou qui constitueraient même, des travaux confortatifs. Mais la Cour de cassation (2) a jugé que la façade d'une maison n'est pas modifiée en elle-même, soit extérieurement, soit intérieurement, par l'apposition d'un cadre, destiné à protéger des affiches en toile, même fixé à l'aide des clous et crampons. Par suite, le fait d'apposer un tel cadre sur une façade, ne rentre pas dans le genre de travail, prévu et prohibé par un arrêté municipal, qui soumet à l'autorisation préalable, tout travail à exécuter sur les façades et c'est à tort que le juge a considéré ce fait comme une contravention tombant sous le coup de l'article 471 § 15 du Code pénal.

1. Cour de Nîmes, 12 mars 1923. *Gaz. Trib.*, 1923. 2.701.

2. 4 mars 1898. D. 1899. 1.237.

Elle n'a reconnu légal, que l'arrêté interdisant les affiches maintenues par des encadrements en saillie (1), car elles pourraient porter préjudice à la circulation, sur la voie publique.

Enfin, le dernier terrain sur lequel s'est posé en jurisprudence, le problème des pouvoirs de l'autorité municipale en ce qui concerne la réglementation de l'affichage, a été la notion du domaine privé, des communes. Pour défendre l'affichage privé sur les murs appartenant à la commune, les maires n'entendaient plus agir comme délégués de l'autorité administrative, ils invoquaient seulement leur qualité de représentants de la commune, propriétaire de ces biens.

Mais les tribunaux ont encore réfuté — au moins en partie, — ces prétentions. « Le désir d'assurer par cette interdiction la conservation des édifices publics et de protéger les intérêts civils de la commune, ne saurait donner à un pareil règlement les caractères d'un arrêté, pénalement obligatoire, qu'aucune mesure préventive de nature à restreindre la liberté de l'affichage, ne peut être prise par les maires sous formes d'arrêtés ou de règlements (2) ; » la généralité de cette prohibition, exclut l'idée que l'auteur de l'arrêté ait entendu reconnaître à tous les monuments de la commune le caractère artistique, per-

1. Cass. crim., 4 janvier 1906. D. 1906. 1.512.

2. Cass., 30 juin 1892. D. 1893. 1.45. Cass., 17 janvier 1891. D.1891. 1.396 ; Cass., 17 novembre 1311. *Gaz. des Trib.rec.*, 1912, 1.1.85.

mettant seul l'application de la loi du 27 janvier 1902.

C'est la forme d'arrêté avec sanction pénale qui est illégale, mais nous verrons dans un prochain chapitre, qu'on ne peut pas afficher contre le gré du propriétaire du mur et que la plupart de la jurisprudence reconnaît aux maires, le pouvoir d'exercer au nom de la commune, le droit de lacération et de location, que la loi reconnaît à tout propriétaire. Alors la question se pose seulement en droit civil.

De plus, il est loisible aux municipalités, d'introduire dans les cahiers de charges, imposées aux concessionnaires, une clause interdisant toute publicité, de tel ou tel genre. C'est ainsi que le Conseil municipal a décidé la suppression, dans les édicules de la Ville de Paris, des affiches concernant la publicité médicale et pharmaceutique, se rapportant au traitement des maladies intimes. Les sociétés concessionnaires doivent exécuter bientôt cette mesure, qui s'applique actuellement à Lyon, Dijon, Versailles, Nancy et plusieurs autres villes. Enfin il est bon de remarquer dès maintenant, qu'il est interdit aux maires de restreindre la liberté d'affichage, mais non de la protéger. Ils peuvent prendre des arrêtés pour punir la lacération d'affiches, en vertu de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884. La sanction, c'est l'article 471 du Code pénal. C'est ainsi que le préfet de police (1) a protégé à Paris les affiches des sentences

1. Arrêté, 30 juillet 1895.

judiciaires, pendant la durée fixée par les juges quand elles ne sont pas apposées dans les emplacements réservés.

Pour les affiches purement privées il n'y a, à notre connaissance, aucun arrêté municipal. Mais nous pensons, quant à nous, qu'aucun obstacle juridique ne s'oppose à leur validité.

SECTION VII. — *Les emplacements interdits par la loi*

Si l'on est libre d'afficher ce que l'on veut, on ne l'est plus partout où l'on veut. On ne peut pas apposer les affiches sur les murs, appartenant à un propriétaire non consentant (1), même si ce propriétaire est l'Etat, ou la commune. La jurisprudence est ferme maintenant, depuis que le développement intensif de la publicité a donné aux murs une valeur locative importante.

Cependant, en ce qui concerne les affiches électorales — quoique privées — mais étant considérées comme un des actes par lesquels s'exerce publiquement le suffrage universel, le législateur de 1881 avait fait pour elles une exception, qui était une atteinte au droit de propriété : elles pouvaient être apposées sur les édifices appartenant à l'Etat, ou à la commune, spécialement aux abords de la salle du scrutin.

Il n'y avait que deux exceptions.

1. Voir p. 63.

Première exception. — L'emplacement réservé.

— L'article 15 dispose : « Dans chaque commune, le maire désignera par arrêté, les lieux exclusivement destinés à recevoir les affiches des lois et autres actes de l'autorité publique. Il est interdit d'y placarder des affiches particulières. » Cette disposition n'était pas une innovation.

L'article 12 du décret du 22 mai 1791 s'exprimait presque en mêmes termes : « Dans les villes et dans chaque municipalité, il sera par les officiers municipaux, désigné des lieux exclusivement destinés à recevoir les affiches des lois et des actes de l'autorité publique. Aucun citoyen, ne pourra faire des affiches particulières dans lesdits lieux. La loi du 18 juillet 1837 l'a maintenue. La désignation des lieux exclusivement affectés à recevoir les affiches des lois et autres actes de l'autorité, n'est pas une obligation pour le maire. S'il n'a pas pris d'arrêté, la publication de ces actes est régulière si l'affiche a été apposée suivant les formes usitées dans la commune, dans un endroit assez apparent, pour que les intéressés puissent en prendre connaissance (1).

Mais en dehors de tout arrêté, désignant les emplacements réservés, l'apposition d'affiches électorales sur un édifice public de la commune, ne pouvait pas constituer un acte illicite, et le maire était sans droit pour en ordonner la lacération, sous le prétexte que ces affiches ont été apposées sans son autorisa-

1. Cass. crim., 10 avril 1895. D. 1900.1.443.

tion (1). Au moins il ne pouvait les recouvrir avec des affiches administratives, quand il y avait place à côté pour celles-ci (2).

Quels sont les lieux que le maire peut désigner ? Le texte ne l'indique pas ; ce sont évidemment les édifices communaux, ceux qui comprennent même les églises et les presbytères, ainsi qu'il résulte des discussions de la loi. Si la commune ne possède aucun mur, elle peut en louer à des particuliers, ou en improviser. Le maire ne pourrait certainement pas désigner les murs des particuliers, sans leur consentement. Ce serait une atteinte à la propriété privée, que la loi n'autorise pas. En Belgique, la commune pouvait désigner et choisir, même des propriétés privées (3), cela étant une restriction au droit de propriété, établie par un règlement, ce que l'article 544 prévoit. L'utilité en serait bien évidente « parcequ'on n'affiche pas où l'on veut, on affiche là où il y a probabilité que l'affiche sera lue ». Ce serait (4) une servitude légale, établie pour l'utilité publique, et sans qu'elle puisse donner ouverture à indemnité : « quelque étendu que l'on suppose le droit de propriété, des riverains des rues, le pouvoir de réglementer l'affichage ne peut plus être contesté aux administrations municipales, que le droit de fixer aux murs les tableaux, indiquant le nom des

1. Cour de Pau, 14 juin 1904. S. 1904.2.280.

2. Angers, 12 janvier 1881. S. 1881.2.160.

3. Laurent, t. VII, n° 466, p. 533.

4. *Pandectes Belges. Encyclopédie*, 1881. V° *Affiche*.

rues, le numérotage des maisons, les attaches, ou les supports des réverbères » (1).

A Paris, 38 bâtiments et palais sont désignés à l'affichage des lois et autres actes de l'autorité publique (arrêté du Préfet de la Seine en date du 22 octobre 1886). Dans la pratique, ces affiches sont généralement placardées dans des cadres *ad hoc*. La jurisprudence a décidé qu'un maire ne peut pas réserver un édifice entier, mais seulement un emplacement suffisant, ce qui correspond à l'esprit de la loi (2), qui voulait pour l'affichage électoral, la plus grande possibilité. En cas d'excès de pouvoir de la part du maire qui désigne comme emplacement réservé, un édifice entier, surtout quand il est seul dans une commune et quand, en fait, seulement certains emplacements de cet édifice sont employés, il n'y a pas contravention de la part du particulier qui affiche sur cet édifice, en dehors des emplacements réservés en fait. En tout cas il peut plaider pour l'illégalité de l'arrêté (3).

Le fait d'apposer une affiche à l'endroit réservé par le maire, est puni d'une amende de 5 à 15 francs et de l'emprisonnement, en cas de récidive, dans les douze mois. L'afficheur seul est responsable, ni l'imprimeur (4), ni celui qui a donné l'ordre, ne peut être poursuivi, la complicité n'existant pas en matière de contravention.

1. Cass., 5 février 1855, cité en *Fandectes*.

2. Celliez et Le Senne, séance du Sénat du 9 juillet 1881.

3. Barlier, *Code expliqué de la Presse*, t. I, p. 185.

4. Cass. crim., 2 décembre 1899. S. 1901.1.384.

Deuxième exception — C'est l'article 16 : « Les professions de foi, circulaires et affiches électorales, pourront être placardées, à l'exception des emplacements réservés par l'article précédent, sur tous les édifices publics, autres que ceux consacrés aux cultes. » L'exception est d'ancienne tradition. Les statuts de la corporation des afficheurs, leur interdisaient de placer aucune affiche profane, aucune de celles aussi qui annonçaient des romans ou des comédies, sur les murs des églises. Elle était considérée comme une restriction importante à l'affichage électoral, surtout dans les petites communes (1).

Il y a deux sortes d'affiches qui doivent être apposées sur les murs des églises, par prescriptions légales : les affiches d'expropriation et les listes de jury. La prohibition édictée par l'article 16 est générale, en ce sens, que l'on ne peut apposer des affiches, ni même avec l'autorisation des curés. C'est ce qui résulte des travaux préparatoires ; car on a voulu par cette interdiction, éviter au culte la perturbation, qui peut être causé par l'attroupement devant une affiche ; or toute affiche peut être la cause d'un tel rassemblement. Il a été jugé en ce sens, pour des affiches électorales apposées avec l'assentiment des curés, sur les portes intérieures d'une église (2).

Mais l'infraction à l'article 16 n'a aucune sanction pénale. Mais toute personne peut lacérer l'affiche

1. Chante-Grellet, *Traité des élections*, vol. 1^{er}.

2. Trib. civil de Chateaulin, 24 juillet 1906. D. 1907.5.9.

impunément (1). Toute personne a le droit d'assurer le respect de la loi, par un acte de pure exécution privée. Nous verrons qu'en matière d'affichage ce cas est loin d'être le seul. Il est inutile de mentionner que la loi de séparation du 9 décembre 1905, n'a en rien touché à la disposition de l'article 16.

Exception troisième créée par la loi du 27 janvier 1902. — Le développement intensif de la publicité par affiches et les abus qui en sont résulté, ne pouvaient être prévus par le législateur de 1881, alors qu'il proclamait la liberté de l'affichage, en même temps que celle de la presse. Dès 1881, des propositions répétées tant à la chambre qu'au sénat, ont demandé de mettre un frein, au moins à la débauche de l'affichage électoral. On voyait des placards sur la façade de l'opéra, on pouvait lire des affiches réactionnaires sur la statue de Danton.

Une de ces propositions, d'ailleurs assez modeste aboutit en 1902: « par dérogation à l'article 16 de la loi du 29 juillet 1881, les maires et à leur défaut les préfets dans les départements, le Préfet de la Seine à Paris, ont le droit d'interdire l'affichage, même en temps d'élection, sur les édifices et monuments, ayant un caractère artistique. » Le droit d'interdiction conféré aux maires, s'applique d'une façon générale à tout affichage, non seulement en temps d'élection, mais en toute autre période.

Les édifices publics, ayant un caractère artistique

1. Cass. crim., 18 décembre 1885. S. 1886. I. 234; Cass., 2 nov. 1911. *Gaz des Trib.*, 21 février 1912.

sont, d'après M. Le Poittevin, « tous ceux qui ont été élevés, dans le but d'orner les villes » (1), donc le critérium serait l'intention artistique.

Le caractère artistique c'est plutôt une question de fait, que les tribunaux ont à trancher souverainement, car même des édifices utiles (mairies, etc.), peuvent présenter aussi un aspect esthétique.

En tout cas, cet article ne se réfère pas à la loi du 30 mars 1887, sur les monuments historiques. L'arrêté peut défendre seulement les parties purement artistiques des monuments, par exemple seulement les façades. L'infraction c'est une contravention de simple police, punie d'une amende de 5 à 15 francs. C'est l'affichage sur chaque monument, qui constitue une infraction et non chaque affiche. Mais la question est encore discutée. C'est l'afficheur qui est pénalement responsable.

IV. — *Exception de la loi du 20 avril 1910.* — Sur la proposition de M. Beauguier, une nouvelle limitation légale a été imposée à l'affichage, qui est sur certains points, une atteinte à la propriété privée. « L'affichage est interdit sur les immeubles et monuments historiques, classés en vertu de la loi du 30 mars 1887 ainsi que sur les monuments naturels et dans les sites de caractère artistique, classés en vertu de la loi du 21 avril 1906. Il peut être également interdit autour des dits immeubles, monuments et sites, dans un périmètre qui sera pour chaque cas

particulier, déterminé par arrêté préfectoral, sur avis conforme de la commission des sites et monuments naturels, de caractère artistique ».

Le premier paragraphe est en quelque sorte l'interprétation de la loi du 21-24 avril 1906, qui, sous la menace de l'expropriation, arrivait au classement contractuel des sites et monuments artistiques; ce classement imposait aux propriétaires de ne plus modifier lesdits immeubles, et l'affichage pouvait être considéré comme une modification. Mais il y a quelque difficulté à concilier la réglementation du second paragraphe, avec le respect de la propriété privée (1).

V. — *Loi du 20 mars 1914.* — Des nouveaux efforts des partisans de la limitation de l'affichage électoral, aboutirent enfin à la loi complète, du 20 mars 1914. Quoique restreignant le droit d'affichage, dans une grande mesure, elle a été considérée comme une loi de liberté.

C'est qu'avant elle, du droit de leur argent, quelques hommes étouffaient la pensée des autres candidats, en supprimant ainsi toute liberté. « Elle a pour but de mettre fin à la débauche d'affichage, qui, dans les villes surtout, submergeait les murs et qui offrait aux candidats les plus riches, un moyen de lutter à armes inégales, contre leurs concurrents, ne pouvant faire d'aussi grandes dépenses (Rapport Bérard au Sénat). La loi du 20 mars a introduit l'éga-

1. V. p. 76.

lité complète des candidats, devant l'affichage ; à la veille des élections générales, elle répondit aux aspirations de bon nombre des candidats, en apportant une limite à la coûteuse et laide consommation, de papier multicolore. L'article premier prescrit que dès que le décret convoquant les électeurs est promulgué, le maire dans chaque commune, doit désigner aux listes des candidats, des emplacements pour leurs affiches. Il y a un maximum d'emplacements qu'on ne peut pas dépasser ; cinq dans les communes ayant 500 électeurs et moins ; dix dans les autres, plus un par 3.000 électeurs ou fraction supérieure à 2.000, dans les communes ayant plus de 5.000 électeurs en dehors des emplacements établis à côté des sections de vote.

Parmi ces emplacements, les uns sont obligatoires et les autres facultatifs. Ainsi — il résulte de la discussion au sénat — sont obligatoires pour le maire, les emplacements voisins de la section de vote ; les autres ne sont déterminés, que si le maire peut en trouver (1).

Bien entendu, l'affichage ne peut être jamais autorisé par le maire sur : 1° les emplacements réservés ; 2° les édifices consacrés aux cultes ; 3° ou sur les monuments et sites déclarés comme ayant un caractère artistique. Les maires peuvent désigner les bâtiments communaux, ou même des édifices appar-

1. A Paris on a installé dans la dernière campagne électorale plus de 17.000 panneaux, dont le frais de 80 francs chacun, grève le budget municipal.

tenant à des particuliers, si ceux-ci consentent même à titre onéreux. En cas de refus, le maire devra recourir à la construction des panneaux de bois, qui seront soutenus par des piquets (circulaire ministérielle du 21 mars). Les emplacements doivent être d'une surface assez vaste, pour qu'ils puissent au besoin satisfaire plusieurs candidats. Dans ce cas on peut répartir les emplacements ; soit dans l'ordre des déclarations, soit par tirage au sort. Il faut mettre les candidats dans les mêmes conditions d'affichage. Il faut que les emplacements aient une valeur égale, au point de vue de la publicité à faire, il faut donc les mettre les uns à côté des autres et à une hauteur lisible. La loi n'a pas fixé les dimensions de ces emplacements, mais la circulaire ministérielle indique qu'ils devront tout au moins permettre l'apposition des affiches, de format colombier. Si l'autorité municipale ne respecte pas l'égalité, les candidats qui afficheraient hors des emplacements mal placés, ou inégaux, ne commettraient aucun délit ; ils devraient avoir soin cependant, de ne pas excéder la superficie accordée aux autres candidats. Est interdite toute affiche, relative à l'élection en dehors de l'emplacement désigné (1), alors même qu'elle est timbrée, ou qu'elle ne porte aucun nom de candidat (2). Il est défendu d'user des hommes-sandwichs, de coller des affiches sur un mur, dont on est propriétaire, derrière une vitre, alors qu'on peut la lire de la rue.

1. Cass. crim., 31 décembre 1914, D. 1919.1.39.

2. Cass. crim., 30 juillet 1915, S. 1918-1919.1.151.

Mais l'interdiction ne s'applique pas à l'affichage, à l'intérieur du local où se tient une réunion privée, où l'on n'est reçu que sur convocation, même si deux ou trois mille personnes ont été convoquées.

L'interdiction vise, non seulement les affiches émanant des candidats eux-mêmes, mais aussi celles d'associations, quelles qu'elles soient et de groupements, qui, se jetant dans la bataille électorale, soutiendraient ou combattraient une candidature. Sont passibles de poursuites les afficheurs, qui ont commis les infractions, ainsi que les candidats et les autres personnes, qui les auraient incités à les commettre. Mais tandis que les afficheurs seront toujours poursuivis, les candidats et leurs agents électoraux ne le seront, que si les infractions ont été commises à leur instigation, car il se peut même que l'afficheur ait agi à l'instigation de son concurrent. Chaque affiche apposée illégalement constitue une contravention. La preuve de la culpabilité incombe au ministère public.

CHAPITRE II

LES RESTRICTIONS NATURELLES AU DROIT D’AFFICHAGE

Nous voulons parler des limites qu’aucune loi ne précise, que seuls les principes généraux de notre droit édictent. Dans la vie juridique, chaque droit a comme extrême limite le droit d’autrui.

L’abus qu’on fait le plus souvent du droit d’affichage, c’est de nuire à la propriété d’autrui. Apposer une affiche sur les murs d’une maison dont le propriétaire ne consent pas, ce n’est pas exercer normalement le droit d’affichage, c’est un abus, c’est une atteinte à la propriété, qui doit engager la responsabilité de l’auteur de cette faute. Si au début de l’affichage politique ou commercial, le fait d’apposer l’affiche dans le premier emplacement inoccupé, constituait un usage, presque général, le développement de l’affiche commerciale a donné une trop grande valeur locative aux murs pour que les tribunaux puissent se désintéresser de ces quasi-délits civils, comme des choses minimes, indignes de leur attention.

Si aujourd’hui encore, la faculté laissée à tout venant, d’apposer des affiches ou inscriptions sur les

murs d'autrui est approuvée par l'usage, ce n'est point une pratique établie d'une manière définitive, déterminant une limite au droit de propriété, mais une simple tolérance, c'est-à-dire une permission, révocable *ad nutum*, tacitement donnée au public par le propriétaire.

Toutefois ce n'est pas une tolérance ordinaire (1) pour laquelle il faudrait, dans chaque cas, prouver le consentement des personnes les accordant. Elle est assez entrée dans les usages, pour que ce consentement se présume tant que cet empiètement ne cause ni dommage, ni même de gêne bien appréciable. Qu'une raison quelconque, en aggravant les conséquences, rende le dommage sérieux, le propriétaire aurait immédiatement droit à une indemnité (2).

Mais quand le dommage est minime, quand il ne consiste presque, que dans une inexécution sans lendemain, de l'obligation passive qu'impose le droit de propriété, le législateur n'a pas cru possible de forcer le propriétaire d'aller en justice, pour faire reconnaître son droit, de dépenser en frais de justice pour la reconnaissance d'un droit, que personne ne conteste juridiquement.

Le législateur de 1881 a reconnu au propriétaire non consentant, le droit de lacérer l'affiche indûment apposée, c'est ce qui résulte de l'article 17 de

1. Perreau, *Technique de la jurisprudence*, t. I, p. 227.

2. Trib. paix, Paris, 14 février 1884. *La loi* 17-18 mars 1884.

la loi : « Seront punis d'une amende de 5 à 15 francs ceux qui auront enlevé, déchiré, recouvert ou altéré par un procédé quelconque, de manière à les travestir ou à les rendre illisibles, des affiches électorales émanant des simples particuliers, apposées ailleurs que sur les propriétés de ceux qui auront commis cette lacération ou altération. » Il y a un argument *a fortiori*, d'attribuer au propriétaire le même droit de lacération sur les affiches privées ordinaires, que la loi lui accorde envers les affiches électorales, toujours favorisées.

C'est nettement un droit d'exécution privé, non une survivance des temps juridiques passés, ni même une caractéristique des tendances exagérément protectrices que montre souvent le Code, pour la propriété immobilière, mais créé de toutes pièces par une loi réglementant un droit, précisé et appelé à la vie juridique, par le mécanisme de la civilisation moderne.

SECTION I. — *Le domaine public*

Avant d'analyser les difficultés que la pratique a rencontrées en désignant les limites du droit de lacération, qui apparaît comme une sanction de la propriété, demandons-nous comment se présente-t-il, pour les propriétaires peu ordinaires, qui sont l'Etat, ces départements et les communes. En effet, ces biens « qui n'appartiennent pas à des particuliers,

sont administrés et ne peuvent être aliénés (1) que dans les formes et suivant les règles qui leur sont particulières ».

C'est la distinction bien connue, créée par la jurisprudence, entre le domaine public et le domaine privé. Ce dernier comprend les biens que l'Etat, le département ou la commune possède et gère, comme un particulier, qui lui produisent des revenus, qu'il peut aliéner et que rien ne différencie extérieurement, des choses susceptibles de propriété privée. Le domaine public comprend les biens qui servent à l'usage de tous et sur lesquels, par conséquent, les personnes morales n'ont pas un droit de propriété, puisqu'elles, n'ont aucun des attributs essentiels de la propriété : *usus, fructus, abusus*.

Son droit se réduit à une obligation de garde, de gestion et de surintendance. On pourrait donc dire que les personnes morales dont il est question peuvent concéder le droit d'affichage ou lacérer les affiches indûment apposées sur leur domaine privé, comme tout propriétaire, mais qu'elles ne peuvent ni concéder ni s'opposer à l'affichage sur les biens de leur domaine public. Cependant, cette solution elle-même n'est pas exempte de difficultés. Le Code ayant confondu, en vertu de la tradition, les deux notions du domaine public et privé, le critérium adopté par la doctrine et la jurisprudence est loin d'être unique. Si l'on ne considère (2) comme

1. Article 537 du Code civil.

2. Berthélemy, *Traité de droit administratif*, n° 412.

faisant partie du domaine public, que les biens qui, par leur nature même, apparaissent comme insusceptibles de propriété privée, il serait bien restreint : « Car il n'y a guère que l'air de l'atmosphère terrestre, la chaleur et la lumière des rayons solaires, l'eau à puiser dans les rivières ou sur les bords de la mer, qui par leur nature échappent nécessairement à une appropriation (1). » Le système de M. Hauriou (2), prenant comme base de la classification le fait qu'une chose a été affectée à un service d'utilité publique, restreint au contraire considérablement, la notion du domaine privé. Enfin, l'opinion la plus accréditée, parce qu'elle tient le juste milieu et satisfait le besoin de sécurité, en prenant comme critérium l'affectation d'une chose à l'usage direct du public, fait rentrer dans le domaine public les constructions, bâtisses, édifices publics, appartenant à l'Etat, aux départements ou aux communes, tels que lycées, universités, ministères, hospices, prisons, tribunaux, mairies, arcs de triomphe, colonnes commémoratives, bourses, musées, halles, marchés, asiles de nuit, cimetières, etc.

Nous avons dit que le domaine public ne fait pas l'objet d'un droit de propriété et qu'on doit déduire que l'Etat, le département ou la commune, n'ont pas, en ce qui concerne l'affichage, les droits qui appartiennent au propriétaire.

1. Colin et Capitant, *Cours élémentaire de droit civil français*, t. I, p. 709.

2. *Traité de droit administratif*, p. 677 et suiv.

Cependant il faut tenir compte des tempéraments que reçoit le principe : en effet, l'Etat, le département ou la commune, exercent un véritable droit de propriété, non seulement sur les biens de leur domaine privé, mais encore sur les accessoires du domaine public (1), parce que ceux-ci échappent à l'affectation, à l'usage public. C'est ainsi que les produits naturels, écrus sur les voies du domaine public, peuvent être vendus ; que les droits de chasse et de pêche peuvent être affermés ; que la personne morale a droit à la redevance tréfoncière, due par le concessionnaire d'une mine, située en sous-sol de la voie publique. La personne morale qui ne peut aliéner les biens de son domaine public, peut faire sur ces biens des concessions ou autorisations d'occupation temporaire, qui donnent lieu à la perception d'une redevance, présentant tous les caractères d'un loyer. Enfin, la personne morale peut exercer pour la protection du domaine public, les mêmes actions et défenses qu'un propriétaire proprement dit. Nous croyons par analogie, qu'il ne peut pas être autrement pour le droit d'affichage, que pour le droit de chasse ou de pêche, que la commune pourra toujours concéder ou s'opposer à l'affichage, même sur les murs des biens de son domaine public.

Mais si cette solution résulte des principes généraux de notre droit, elle a commencé par être con-

1. Colin et Capitant, *op. cit.*, p. 711.

testée, en vertu des dispositions spéciales, à la matière d'affichage. En effet, l'article 15 qui dans un premier paragraphe prescrit aux maires de désigner des emplacements, exclusivement destinés aux affiches de l'autorité, insiste dans le second sur cette exclusivité : « il est interdit d'y placarder des affiches particulières. »

C'est ce texte qui a permis de déduire, *per a contrario*, que les affiches particulières peuvent être apposées sur les édifices publics, respectant seulement les emplacements réservés. Le législateur de 1881, aurait voulu affecter les murs des édifices publics à l'usage direct du public afficheur (1). Mais l'intention du législateur se précise dans l'article 16, aujourd'hui abrogé. Ce sont seulement les affiches électorales, qui jouissent de ce privilège d'être placardées sur les édifices publics, sans le consentement des ayant droits, ce qui constituait une atteinte à la propriété de ces personnes morales.

Quant au second paragraphe de l'article 15, il faut comprendre en ce sens sa portée : il signifie que l'apposition d'une affiche particulière sur un

1. « Attendu en principe que le maire peut prendre les mesures nécessaires pour empêcher la dégradation des bâtiments confiés à sa garde, qu'il ne dispose pas cependant des immunités relatives aux seuls propriétaires. Attendu en effet qu'il ne saurait arracher ou faire arracher, des placards apposés en dehors de l'emplacement réservé, qu'un pouvoir de cette nature appartient uniquement à celui qui exerce sur l'immeuble, objet de l'affichage, un droit réel. Que le maire est simple administrateur des biens possédés par cet être moral, dénommé la commune. » Jugement du tribunal civil de Sens (*Revue des juges de paix*, novembre 1901).

édifice public ou privé (en dehors des lieux réservés) ne contrevient en rien à la police de l'affichage, qu'elle est exempte des sanctions pénales, mais il ne veut pas dire que tout particulier ait le droit de faire placarder ses affiches, sur toutes les propriétés publiques ou mêmes privées, à la seule condition de respecter l'emplacement réservé. Le législateur, qui dans l'article 17 a rendu un « hommage à la propriété », ne pouvait pas lui porter atteinte, dans la même loi. Mais si l'on ne peut pas invoquer le texte de la loi de 1881 pour soutenir le droit d'apposer les affiches privées sur les bâtiments publics, ne pourrait-on pas se fonder sur l'esprit de cette loi ? Nous avons vu que le législateur a interdit aux officiers municipaux, la faculté de prohiber préventivement l'apposition des placards sur les murs extérieurs des bâtiments communaux, même dans le but d'en assurer la conservation. Or il n'a pu tacitement leur reconnaître le droit d'éluder cette prescription formelle, en lacérant les affiches apposées. En proclamant la liberté de l'affichage et en l'affranchissant de toute réglementation restrictive, il n'a pu vouloir insidieusement, le soumettre à une réglementation détournée. « Une interprétation contraire au but libéral de la loi, rendrait aléatoire et souvent impossible, la publication des placards, en ce sens, qu'expulsés des bâtiments communaux, par l'intolérance municipale, ils n'auraient d'autre asile que les murs des propriétés privées. Nous ne sommes pas convaincus par cette argumentation. On fait une

confusion, en interprétant ainsi la volonté du législateur. Sans doute l'arrêté du maire qui interdit l'affichage sur les murs de tous les édifices communaux est sans force obligatoire, car le droit de réglementation qui appartenait aux maires a cessé d'exister, depuis la loi de 1881.

Mais par cette abrogation même, la loi a fait rentrer sous l'empire du droit commun, les pouvoirs spéciaux que les maires détenaient auparavant, de par la loi. Or, d'après le droit commun, l'affichage privé ne peut être fait sur les édifices et bâtiments, qu'avec le consentement au moins tacite, des propriétaires. Un maire en faisant enlever les affiches apposées sur l'école, n'est pas en faute : il agit comme représentant de la commune, propriétaire et administrateur de ses biens, édifices privés ou publics. C'est dans ce sens que s'est orientée la jurisprudence. Le maire, au nom de la commune, n'a pas des droits supérieurs à un simple propriétaire, mais il a tous les droits de celui-ci, soit pour assurer la conservation des édifices publics, soit pour exploiter leur valeur locative d'affichage. « Il est loisible aux représentants de la personne morale, de faire enlever les affiches placardées sans leur permission sur les édifices confiés à leur surveillance, alors même qu'ils auraient antérieurement toléré l'apposition d'affiches particulières et commerciales sur les dits édifices, cette tolérance n'ayant pu les priver de leur droit. Et ils peuvent procéder à l'enlèvement, sans être tenus à l'accomplissement d'aucune formalité

préalable » (1). Aussi, le traité par lequel un conseil municipal donne à un particulier le droit exclusif d'affichage sur les bâtiments communaux, constitue une convention valable, et c'est un contrat de droit commun, qui n'est pas au nombre de ceux qui sont soumis aux formalités prévues par l'article 115, de la loi du 5 avril 1884.

SECTION II. — *L'affichage et la propriété privée*

Nous avons dit que la loi de 1881 a expressément reconnu à tout propriétaire, le droit de s'opposer à l'affichage sur ses biens, sans l'intervention de la justice. « C'est un hommage rendu au droit de propriété (2) », qui, absolu de sa nature, ne permet l'affichage, qu'autant que le propriétaire a consenti à ce qu'il soit pratiqué. Si un propriétaire autorise tacitement l'affichage sur ses murs, indépendamment de la durée de cette tolérance, il conserve toujours le droit de révoquer sa permission (3), par exemple en lacérant l'affiche apposée. Sans doute, le propriétaire peut toujours lacérer l'affiche, mais peut-il actionner en justice l'afficheur, tant qu'il n'a pas publié son intention de soustraire son fond à cette tolérance usuelle, par la formule bien connue, « Défense d'afficher » ?

Car « les tolérances, si elles ne restreignent pas

1. Cass. crim., 15 février 1909. D. 1909.1.479.

2. Discours de MM. Lisbonne, Celliez et Le Senne.

3. Cass., 15 février 1909, S. 1910.1.497.

la propriété du maître de l'immeuble, puisqu'il est toujours libre de les retirer, élargissent la liberté des tiers, puisque l'autorisation du propriétaire est présumée » (1).

Les tribunaux tiennent compte de ces tolérances coutumières, car « dans notre société compliquée la pratique doit multiplier ces concessions, afin d'atténuer dans l'intérêt de tous, la rigueur du droit de chacun ».

L'enlèvement des affiches est une voie de fait, c'est-à-dire une action faite de son autorité privée, pour l'exercice du droit de propriété, sans recourir à la justice, pour s'y faire autoriser. Certes, c'est toujours délicat de donner à une personne le droit de porter préjudice à une autre, mais la nécessité de faire cesser le dommage, justifie ici pleinement la destruction de l'affiche, qui est la chose d'autrui. Ce droit de nuire, satisfait à ce que M. Demogue appelle le principe de sécurité statique dans le droit, surtout quand on tient compte que l'afficheur en faute, est *le plus souvent* irresponsable civilement, faute de patrimoine. Ce droit d'exécution privé est aussi le moyen d'exécution le plus rapide et le moins coûteux, et il est admissible même dans notre système juridique étatiste, « car c'est vain de croire que les officiers publics peuvent canaliser le fleuve indomptable de la vie, en régler sagement le cours » (2). Il n'est pas

1. Perrean ouv. cit., p. 226.

2. *Les notions fondamentales du droit privé*, par M. Demogue, p. 640.

besoin pour expliquer ce droit, de chercher à appliquer ici des principes juridiques qui ne régissent pas naturellement cette matière ; de dire par exemple, que le propriétaire du mur peut lacérer l'affiche, parce qu'il est devenu son propriétaire, par incorporation ou occupation : l'affiche n'est jamais une *res derelicta*.

Ce droit de lacération, que la loi accorde au propriétaire, est transmissible, peut être cédé par lui. Ainsi le tiers qui exécute le mandat qu'un propriétaire lui a donné, d'enlever toutes les affiches sur sa maison, ne commet aucune faute (1). Si un propriétaire, habitant son immeuble, avait cédé à une société d'affichage le droit exclusif d'afficher sur les façades de sa maison, on ne pourrait songer à poursuivre le directeur de la société, qui lacérerait les affiches apposées par une autre société, sur les murs dont il a la jouissance exclusive (2). Mais le tiers non propriétaire qui lacère des affiches, doit-il invoquer un mandat, exprès pour être absous ? Par exemple, si un brigadier de gendarmerie a lacéré un placard injurieux pour le gouvernement, est-il encore responsable, s'il peut prouver que cette lacération n'a pas été exécutée « contre le gré du propriétaire de

1. Cass. crim., 31 décembre 1885. S. 1886.1.144.

2. Agnel, *Code des propriétaires*, n° 176 ; mais il a été jugé que la question de savoir si l'une des parties avait commis une faute envers l'autre, en lacérant l'affiche, dépend de leurs droits respectifs sur le mur litigieux et que le tribunal de commerce n'avait pas qualité, le bail à loyer étant un contrat civil. Cass., 6 février 1924. D. 1924.1.227.

l'immeuble » (1) ? Ce qu'on peut déduire suffisamment, du fait que l'affiche a été apposée sans l'autorisation du propriétaire. Comme la Cour de Paris, le tribunal de Neufchâteau s'est prononcé pour la non-responsabilité du maire, qui a lacéré des affiches apposées sur des maisons particulières, dans une espèce où rien n'établissait le consentement du propriétaire à l'apposition. Nous croyons que ces solutions, méconnaissent l'effet du consentement tacite, que le propriétaire qui ne proteste pas, est censé donner. « Lorsque le propriétaire reste muet, n'est-il pas probable qu'il consente tacitement et alors, n'est-ce pas aller contre ses intentions, par suite, contre le droit de l'afficheur qui en résulte, que d'enlever l'affiche ? Le tribunal ne doit-il pas considérer que pendant un certain temps au moins, ce droit de l'afficheur est plus probable et que c'est commettre une atteinte au droit, que d'enlever le placard apposé ? (2) »

C'est cette solution qu'a adopté récemment la Cour de Nîmes : « attendu qu'on objecte vainement, qu'il n'y a aucun dommage, puisque les propriétaires des immeubles qui ont reçu l'affichage ne se sont pas opposés à la lacération et n'ont pas considéré qu'ils avaient subi une lésion quelconque (3). »

Nous verrons plus loin si le contrat de louage

1. Paris, 4 juin 1908. D. 1911.2.141.

2. Conditions d'existence des obligations délictueuses par M. Demogue, *Revue trimestrielle du droit civil*, 1910, p. 820.

3. Cour de Nîmes, 12 mars 1923, *Gaz des trib.*, 1923.2.701.

transmet le droit de lacération au locataire, ou s'il reste attaché à la personne du propriétaire.

Mais si le propriétaire a en principe le droit de lacérer toutes les affiches apposées, sans son consentement, même les affiches électorales, même celles de l'autorité, il y a une exception légale, pour certaines affiches des sentences judiciaires. Le législateur est intervenu quelquefois, pour vaincre les résistances légitimes auxquelles pouvait se heurter l'application du jugement, de la part du propriétaire, sur l'immeuble duquel on voudrait procéder à l'affichage. Ainsi les lois du 1^{er} août 1905, 23 octobre 1919 et 25 juin 1920, relatives à la répression des faits de spéculation illicite et des fraudes commerciales et fiscales, permettent au tribunal d'ordonner l'affichage dans les lieux qu'il indiquera et notamment aux portes du domicile des magasins, usines et ateliers du condamné. La Cour de cassation (1) a jugé que le tribunal peut désigner pour cet affichage, un local appartenant à un tiers. Mais ce tiers ne peut être obligé de subir cette mesure que dans l'hypothèse où il a un lien avec le délit, comme au cas où il est civilement responsable, en qualité de commettant, pour les condamnations civiles et les frais de justice criminelle, encourues par son préposé. Car si l'affichage a un caractère pénal seulement vis-à-vis du délinquant, c'est en même temps une mesure qui froisse celui sur la maison de qui il a lieu.

1. Crim., 24 novembre 1922. *Gaz. Pal.*, 1923. I. 182.

Si le propriétaire a le droit de lacération, il peut aussi s'adresser normalement à la justice, pour demander des dommages-intérêts, pour le préjudice subi par l'apposition d'affiches. Il y a ici un dommage donnant lieu à indemnité, qui consiste au moins dans l'entrave que l'acte fautif a porté à l'exercice du droit légitime de propriété. Tout propriétaire est fondé à disposer de son mur et de sa façade. L'atteinte au droit de propriété, commise par l'afficheur, malgré l'inscription apparente. « Défense d'afficher », cause au propriétaire un préjudice dont il lui est dû réparation. Le préjudice qui est d'ordinaire bien minime et se réduit simplement aux frais que nécessite l'enlèvement de l'affiche, pourrait cependant, dans certaines circonstances, être beaucoup plus considérable. Le juge doit toutefois tenir compte de l'intention de l'auteur de l'acte réprimé, ainsi que du préjudice réellement éprouvé (1), car la condamnation est basée sur l'article 1382 du Code civil, qui demande le préjudice et la faute. Mais qui peut être poursuivi comme responsable, de ce quasi-délit ? D'après la jurisprudence, celui dans l'intérêt duquel l'affiche a été indûment apposée, peut être personnellement condamné à des dommages-intérêts. Il n'est pas même nécessaire, comme dans le cas de poursuite dirigée par l'Administration de l'Enregistrement, pour défaut de timbre, de prouver que ces affiches ont été ainsi apposées, par ordre de

1. Justice de paix de Paris, 14 février 1884. *Journal la Loi*, 7-18 mars 1884.

celui dont la condamnation est demandée. C'est à ce dernier de mettre l'afficheur en cause et d'exercer contre lui son recours en garantie, sinon l'absence d'intérêt de la part de l'afficheur et l'intérêt évident de la personne, dont le nom figure sur l'affiche, font présumer qu'elle a donné des ordres, dont elle seule doit profiter. Toujours quand il y a plusieurs auteurs d'un fait dommageable, la partie lésée ne doit pas les actionner tous. L'organisateur d'une conférence qui a chargé un afficheur d'apposer les affiches destinées à annoncer sa conférence, doit être condamné à des dommages-intérêts envers le propriétaire d'un mur, sur lequel une affiche a été indûment apposée, alors surtout qu'il a reconnu sa qualité de commettant, en offrant une somme pour réparation de cet affichage illicite (1). Aussi le candidat au nom duquel des affiches électorales ont été indûment apposées sur les murs d'autrui, peut être condamné, non seulement à les enlever mais même au paiement des dommages-intérêts, en vertu des articles 1382 et 1384 du Code civil (2). Même les comités électoraux ont été considérés comme des préposés des candidats et pouvant engager la responsabilité de ceux-ci. En pratique, les agences d'affichage libèrent d'habitude par une clause du contrat d'affichage, les annonceurs de tous risques et de toutes responsabilités, en ce qui concerne ces infractions.

Le propriétaire qui peut s'opposer à l'affichage sur

1. Trib. civil de Nancy, 24 novembre 1905. D. 1906.5.17.

2. Trib. de paix de Reims, 2 juin 1898. D. 1898.2.508.

ses murs, peut librement disposer de la façade extérieure de son édifice, soit pour mettre ses propres enseignes, soit en la louant pour la réclame d'autrui. La Cour a jugé (1) même, qu'il ne peut être poursuivi, au moins pénalement, pour apposition d'une affiche sur la plaque indicative d'une rue ; en effet, l'article 16 de l'ordonnance de police du 3 septembre 1851, qui défendait de couvrir par des affiches les inscriptions indicatives des rues et les numéros des maisons, a été abrogé par l'article 68 de la loi de 1881, et d'autre part, l'article 6 de l'ordonnance de police du 9 juin 1824, ne vise que le cas où les inscriptions ou numéros ont été dégradés ou masqués par des travaux en saillie.

Il faut aussi le consentement du propriétaire, pour installer sur un immeuble les signes collectifs, qui forment les affiches lumineuses.

Il n'y a pas faute de la part du propriétaire s'il loue pour l'affichage, la palissade élevée pour des travaux, même si celle-ci nuit aux voisins (2).

La concession du droit d'affichage par le propriétaire sur ses murs, est un bail à loyer (3), mais l'engagement par une personne de procurer un emplacement, même sur des immeubles ne lui appartenant pas, constitue un contrat de louage d'ouvrage, à qui ne s'appliquent pas les lois exceptionnelles sur

1. Cass. Crim., 14 janvier 1922. D. 1922. I. 152.

2. Trib. Seine, 18 octobre 1917. *Gaz. du Palais*, 1918-1919, p. 151.

3. Cass., 6 février 1924. D. 1924. I. 227.

le louage (1). Les obligations du contrat s'éteignent, par impossibilité d'exécution, survenue par cas fortuit, et c'est un cas de force majeure, la loi, qui institue l'état de siège, en interdisant l'affichage.

Il n'y a qu'une seule exception au droit du propriétaire d'exploiter par affichage la façade de son immeuble. Nous avons parlé de la loi du 20 avril 1910, qui interdit l'affichage sur les immeubles et monuments historiques, ainsi que sur les monuments naturels et les sites de caractères artistiques. Cette disposition n'atteint pas le droit de propriété, parce que tous ces monuments sont classés comme tels, avec le consentement des propriétaires respectifs, qui acceptent cette servitude, *non modificandi*.

Mais c'est pour les propriétaires des immeubles qui entourent les monuments, que la question se pose. Le préfet, qui peut interdire l'affichage autour des monuments, dans un périmètre arbitraire, ne leur demande ni leur consentement, ni leur avis. C'est en effet une servitude édictée dans un but d'intérêt général, qui grève directement, sans indemnité aucune, la propriété immobilière, située dans le périmètre ci-dessus défini (2). Ce n'est pas injuste. L'établissement des servitudes administratives, ne

1. Cass., 26 mars 1924. D. 15 mai 1924. Autrement les lois de prorogation s'appliquent.

2. La circonstance qu'un propriétaire a loué pendant plus de trente ans, le mur de sa maison pour l'apposition d'affiches-réclames, ne peut le soustraire à l'application de cette loi nouvelle, édictant une mesure générale de police. Cons. d'Etat, 13 février 1914. D. 1914. 3.30.

donne pas non plus lieu à aucune compensation et pourtant certaines sont plus lourdes : servitudes *non aedificandi*, résultant du voisinage des places de guerre ou des cimetières, servitude de reculement, qui a pour conséquence d'interdire toute réparation à la partie des immeubles, lorsqu'un plan général d'alignement vient élargir la voie (1). Enfin les servitudes spéciales, telles qu'elles sont à Paris, en ce qui concerne la hauteur des maisons, les saillies, le nettoyage général des façades, etc.

Enfin la loi de 1910, qui n'est pas injuste, n'est pas non plus contraire à l'article 544 du Code civil, qui prend soin de déclarer que le droit de propriété est un droit absolu, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements.

SECTION III. — *Le droit de l'usufruitier.*

Nous avons dit que le propriétaire peut transmettre par différents contrats à d'autres personnes, tant le droit de lacération, que celui de consentir à l'affichage. Mais quand il n'y a pas une clause du contrat qui se prononce sur le sort de ces droits, en ce qui concerne l'affichage, se pose la question de choisir leur titulaire. D'abord, en ce qui concerne l'usufruitier il n'y a pas de difficulté. Quoique l'article 17 attribue le droit de lacération au propriétaire, la jurisprudence comme la doctrine, sont

1. *Des restrictions apportées depuis 1881 à la liberté de l'affichage*, par Paul Bernelle, p. 121.

d'accord de permettre l'exercice de ce droit, à l'usufruitier.

En effet, il faut à ce point de vue assimiler l'usufruitier au propriétaire, car l'usufruit est un démembrement de la propriété, l'usufruitier étant investi du droit de jouir exclusivement de l'immeuble qui en est grévé, comme le propriétaire lui-même (art. 578) et il peut comme celui-ci faire respecter son droit propre, contre les faits qui en troublent la jouissance. Ayant un droit réel sur la chose, il faut attribuer à l'usufruitier, les mêmes immunités qu'au propriétaire (1).

Il faut décider de même, en ce qui concerne le droit de consentir à l'affichage, car l'usufruitier a le droit de jouir de toute espèce de fruits, soit naturels, soit industriels, soit civils, que peut produire l'objet dont il a l'usufruit (art. 582 du Code civil) ; et il est certain que l'affichage sur les murs extérieurs, ne constitue pas un empiétement à la charge de conserver la substance de l'immeuble qui incombe à l'usufruitier. Naturellement, le bail de la façade extérieure pour l'affichage, consenti par l'usufruitier, ne sera opposé au nu propriétaire, que dans les limites précisées par le Code, pour tous les baux conclus par un usufruitier.

Donc, les droits d'affichage appartiennent à l'usufruitier, le propriétaire ne conservant ni l'un ni l'autre. Aujourd'hui, il n'y a plus lieu à s'occuper du

1. Cass. crim., 11 novembre 1882. D. 1883. I. 361. 2.

droit d'usufruit *sui generis*, qu'avaient les curés et les évêques sur les presbytères et les palais épiscopaux, avant la loi de séparation, droit qui provoquait des controverses, en ce qui concerne la jouissance des droits d'affichage, entre la commune — propriétaire — et les curés. Depuis les lois du 9 décembre 1905, 2 janvier 1907, 13 avril 1908, les presbytères et les palais sont revenus à la libre disposition de l'Etat, du département, ou de la commune, au plus tard le 10 décembre 1910. Ces propriétaires ont pu les louer à des associations cultuelles, ou à des ministres du culte, qui sont traités comme des locataires ordinaires.

SECTION IV. — *Les droits des locataires à lacérer les affiches, à consentir à l'affichage*

Si le contrat se prononce par une clause spéciale sur la jouissance des droits d'affichage, aucune question ne se pose : le propriétaire peut également concéder ou se réserver ces droits. Mais si le contrat est muet, il appartient aux tribunaux de chercher l'intention des parties, ou à défaut, de décider d'après les principes généraux, régissant la matière de louage, à qui revient la jouissance de ces droits. Est souveraine et échappe au contrôle de la Cour, la décision qui déclare, d'après les clauses du bail et l'intention des parties, que le propriétaire d'une maison n'a point transmis à son locataire le droit de louer les murailles à des tiers, pour y placer des

affiches (1). En réduisant la question à l'interprétation du bail, la Cour évite de se prononcer sur les difficultés juridiques et il nous manque donc les seuls arrêts qui valent des décisions de principe. D'autre part, la publicité est entrée trop nouvellement dans les mœurs commerciales, pour qu'une jurisprudence ait pu se fixer à son sujet et que la doctrine ait pu établir une théorie juridique. Il y a eu encore un fait, qui a beaucoup compliqué la question. C'était la situation juridique spéciale, des affiches électorales. La plupart des tribunaux transportaient les textes et les principes, régissant cette matière, dans l'interprétation des règles de droit commun, se rapportant aux affiches privées. La jurisprudence a commencé par établir une distinction, entre le cas où l'immeuble est loué intégralement à un seul locataire et le cas où plusieurs locataires partagent la jouissance d'un immeuble.

§ 1^{er}. — *Les droits du locataire unique.* — Peut-on considérer le locataire unique, comme ayant le même droit que le propriétaire, en ce qui concerne les affiches apposées sur l'immeuble loué? Les termes de l'article 17 sont clairs et précis, le législateur qui voulait établir la liberté et la facilité la plus grande, en matière électorale, ne s'est arrêté que devant le respect de la propriété privée.

Or un locataire, même de la totalité d'une maison, ne saurait, aux termes exprès de la loi, être assimilé

1. Req. Cass., 11 février 1907. D. 1908.1.276.

au propriétaire, les affiches apposées sur les murs de l'immeuble qu'il occupe ne le sont pas, sur sa propriété.

Mais il ne faut pas oublier que le texte se réfère aux affiches électorales que le législateur voulait faciliter et que le droit de lacération existe, pour toutes les affiches. Aujourd'hui que l'affichage électoral est strictement réglementé dans son étendue, il n'y a plus lieu d'invoquer pour restreindre le droit de lacération au propriétaire seul, les motifs qui ont inspiré le législateur de 1881, en édictant l'article 17. En effet, si l'amendement proposé par M. Lerois, dans le but d'ajouter aux mots, « sur la propriété » les mots « ou l'habitation » a été rejeté, la cause en a été les observations de M. Lelièvre, qui a remarqué qu'il n'était pas possible qu'un des locataires, souvent nombreux de chaque maison, eût la faculté d'enlever les affiches qui lui déplaisaient, car ce serait l'annihilation du droit d'affichage électoral. Car au moins deux personnes auraient eu le droit d'enlever les affiches électorales : le propriétaire et le locataire unique ; c'est ce que la loi n'a pas voulu.

D'ailleurs, on a reconnu le droit de lacération à l'usufruitier, qui lui aussi n'a pas la propriété de l'immeuble. Or, si le droit que le locataire unique tient du bail ne constitue pas un démembrement de la propriété comme l'usufruit, il est difficile de saisir la différence existant entre le droit résultant du bail et celui qui naît de l'usufruit, lorsqu'il s'agit de la jouissance d'une maison. « Il s'agit dans l'un et

l'autre cas, d'un droit de jouissance se résolvant par la possession complète de l'immeuble, possession exclusive de tout autre, paraissant devoir faire obstacle à une prétention quelconque, pendant le cours de sa durée (1). » Aux termes de l'article 1725 du Code civil, le bailleur est déchargé du trouble de fait et comme on ne peut considérer ceux qui affichent, comme ayant des prétentions sur la chose louée, ils commettent des troubles de fait, dont le locataire unique parait pouvoir seul, demander réparation. Il semble dès lors, qu'il soit autorisé à se procurer la réparation la plus facile et la plus prompte : celle qui consiste à lacérer impunément les affiches et être considéré comme substituer au droit du propriétaire. C'est en ce sens que s'est prononcée la jurisprudence. Le propriétaire ne conserve le droit de lacération, quand il a donné à bail sa maison à un locataire unique, que s'il s'est réservé dans la dite maison, la jouissance de certains locaux (2). Autrement, le locataire unique qui détient la totalité de la maison, se substitue au droit du propriétaire (3). La doctrine est divisée. M. Dutruc n'accorde au locataire, même unique, que l'action civile de l'article 1725, du Code civil. M. Fabreguettes (t. I, n° 574, p. 225) Basille

1. Rapport du conseiller Vételay sous Cass. crim., 15 novembre 1884. D. 1885. I. 477.

2. Cass. crim., 7 août 1890. S. 1891. I. 191.

3. Cass. 15 novembre 1884. D. 1885. I. 477. Mais la Cassation avait commencé (20 janvier 1883. D. 1884. I. 138) par considérer le droit de lacération du propriétaire comme absolu et général et pouvant être exercé, même quand le propriétaire avait loué à un locataire unique.

et Constans (n° 99, p. 161) Poittevin (vol. I, p. 325) Faivre et Benoist-Lewy (Code de la presse, p. 81) admettent la substitution en faveur du locataire unique. M. Barbier l'accorde en même temps au propriétaire et au locataire.

Mais peut-on encore présumer la clause, que le locataire unique est substitué au droit du propriétaire, de lacérer les affiches apposées sur l'habitation, quand ces affiches ont été apposées avec le consentement du propriétaire lui-même ? Si par le contrat du bail le propriétaire est censé renoncer à ce droit, en faveur de son locataire, est-il de même en ce qui concerne la concession de l'affichage ? La question se pose et se résout sur le terrain du droit civil. Les murs extérieurs de la maison louée, font au même titre que le reste de la maison, partie de la jouissance concédée au locataire et par suite, celui-ci peut s'opposer à ce que le propriétaire concède à un tiers le droit d'affichage sur les murs, en vertu de l'article 1719 du Code civil. Et ce encore, bien que la concession du droit d'affichage n'entraîne aucun préjudice pour le locataire.

Après la location qu'il a faite, le propriétaire ne peut pas disposer une seconde fois de ce qu'il a déjà loué une première (1), car le bailleur est tenu

1. Trib. de paix de Marseille, 9 avril 1907. S. 1908.2.182; Trib. Toulouse, 19 janvier 1905. *Gaz. trib. Midi*, 1905, p. 198 (un locataire peut exiger la suppression de l'enseigne d'un tiers, empiétant par tolérance du bailleur sur le mur (D. 1905.5.11).

Il a été jugé que même si la location du mur est antérieure, elle n'est pas opposable à l'acquéreur d'un fonds de commerce (Douai,

d'assurer au preneur, la paisible et complète jouissance de la chose louée. Enfin la dernière question qui se pose est, si ce droit d'affichage que le propriétaire perd, est-il ou non transmis, au locataire unique ? Une jurisprudence déjà ancienne, a constamment reconnu au locataire, sinon le droit d'apposer des affiches, celui de mettre sur la façade extérieure des enseignes, c'est-à-dire des annonces se référant à sa profession, à l'industrie qu'il y exerce, — bien entendu à moins d'une stipulation contraire du bail (1). Car si le preneur n'a pas le droit de détériorer les murs extérieurs, — étant tenu de se comporter comme un bon père de famille, — il ne les détériore pas en y apposant des enseignes indiquant sa profession (2). Le droit d'appliquer des enseignes doit lui être reconnu, surtout que la loi impose, à ceux qui exercent certaines professions, l'obligation de s'annoncer au public, par des enseignes visibles de l'extérieur (3). C'est donc pour le locataire un droit et non une simple tolérance de la part du propriétaire et il a été même jugé que la

23 juillet 1902. *Gaz. trib.*, 20 août 1902 ; mais c'est une décision d'espèce).

1. Trib. civil Bordeaux, 11 février 1891.

2. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Du contrat de louage*, t. I, p. 411, 3^e édition.

3. L'ordonnance du 25 octobre 1888 dispose ainsi pour ceux qui tiennent des pensions de famille et le propriétaire qui a loué une partie de son immeuble pour exercer cette industrie est tenu de rétablir l'enseigne qu'il a indûment fait enlever et de réparer le préjudice qu'il a ainsi causé (Trib. civil de la Seine, 3 juillet 1900, *Gaz. des Trib.*, 26 et 27 décembre 1900.

suppression des enseignes, résultant de travaux de ravalement, alors que la durée de ces travaux a excédé les quarante jours prévus par l'article 1724, du Code civil, constitue une privation de jouissance, qui ouvre au profit du locataire, le droit à une indemnité proportionnelle au préjudice causé (1).

L'étendue de ce droit d'apposer des enseignes, est déterminée par la nature des lieux loués, par les précédents et les besoins, enfin par les termes mêmes du contrat. Quand le propriétaire, sans contester le droit de son locataire d'apposer des enseignes pour son négoce, se borne à critiquer la forme de ces inscriptions, les juges du fait peuvent apprécier que le locataire n'a pas excédé ses droits, si la forme de l'enseigne était nécessité par la disposition même des lieux et par les besoins du commerce (2). L'autorisation donnée au locataire par une clause du bail, d'annoncer son industrie par des enseignes dont le nombre, la forme et le lieu d'apposition sont spécialement indiqués, est réputée limitative et fait obstacle à ce que le locataire fasse usage d'autres moyens d'indiquer extérieurement l'exercice de sa profession (3). Si la doctrine et la jurisprudence sont unanimes à reconnaître le droit du locataire d'apposer des enseignes, l'accord est loin d'être réalisé sur la question de savoir si le

1. Trib. civil de la Seine, 29 janvier 1891, *le Droit*, 20 février 1891.

2. Cass., 23 juin 1868.

3. Paris, 23 janvier 1869. D. 69.2.193.

locataire peut afficher c'est-à-dire faire la réclame d'autrui, soit par lui-même, soit en sous-louant le mur à un tiers. La première forme sous laquelle on a envisagé cette question, a été de se demander si le propriétaire transmet à son locataire le droit qu'il possédait avant le bail, de louer à des tiers le droit d'afficher, à peu près comme on se demande si le bail d'une terre, emporte par lui-même transmission du droit de chasse. Mais les décisions les plus récentes ont déplacé quelque peu la question. L'exploitation des murailles d'une maison pour un affichage industriel, apparaît comme une modification des lieux loués, contraire à leur destination primitive et qui, par suite, se trouve également interdite, au locataire et au propriétaire, en vertu des obligations qu'il sont contractées, l'un envers l'autre, par le bail.

M. Boistel (1) admet toutefois que le droit du locataire s'étend à la surface des murs extérieurs : il doit avoir la jouissance de ceux-ci, car il a la charge des réparations locatives (en vertu de l'usage, ou par analogie de l'article 1754 du Code civil), comme les éraflures sérieuses, faites aux murs extérieurs par des échelles ou par des voitures. « D'autre part, en l'absence d'autres locataires et du propriétaire lui-même, on ne voit pas pourquoi le locataire n'aurait pas le droit de donner à la maison louée, la physionomie même quelque peu fantaisiste, qui lui con-

1. Note sous Trib. civil de Périgueux, 31 mai 1900. D. 1902.2. 337.

viendrait, à la charge bien entendu, de remettre à la fin du bail, les murs en l'état où il les a reçus et dans un état tel qu'ils ne choquent pas les futurs habitants. »

Donc cette faculté serait refusée au locataire, quand la maison étant construite en pierre ou en briques, la façade perdrait de sa valeur, même si par une nouvelle application de peinture on lui rend sa couleur primitive ; car la pierre ou la brique peintes, ne font plus le même effet qu'en état naturel. Le locataire, pouvant pendant sa location, modifier la façade, pouvant aussi mettre des enseignes, il est difficile de lui interdire le droit à l'affichage, la distinction entre l'enseigne et l'affiche étant assez imprécise ; d'autre part, c'est en général faire de la chose louée un usage normal et licite, que de la sous-louer.

L'article 1717 du Code civil, consacre cette faculté qui ne peut être refusée au preneur, que moyennant une clause formelle du bail (1). Donc on ne voit pas de raison sérieuse, pour ne pas reconnaître au locataire, de préférence au propriétaire, — s'il n'y a pas interdiction de sous-louer (2), — la faculté de sous-louer les emplacements de son habitation à d'autres, pour le même usage, qui personnellement lui est sans doute reconnu : car l'enseigne qui lui est per-

1. Colin et Capitant, *op. cit.*, t. II, p. 537.

2. Trib. Nantes, 13 février 1906. S. 1906.2.148 (une ferme étant louée avec interdiction de sous-louer, le propriétaire a été déclaré fondé à faire enlever des affiches apposées par un entrepreneur d'affichage avec le consentement du locataire).

mise, ne se différencie de l'affiche que par la personne qu'elle sert. Se sont prononcés dans le même sens, MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl : « C'est au preneur et non pas au bailleur, qu'appartient le droit de concéder l'affichage sur les murs extérieurs. On ne peut pas objecter que l'aspect de l'immeuble peut être gâté, car le preneur a le droit de modifier l'aspect de l'immeuble, pourvu qu'il restitue à la fin du bail la chose intacte (1). » Cependant, tout est ici question de fait. Si le locataire doit être réputé avoir la jouissance de la surface du mur de façade, avoir le droit de le faire servir pour sa propre industrie et même d'en exploiter cette surface pour une autre publicité, cela seulement s'il n'y a pas d'obstacle à cette utilisation, résultant du contrat (2), ou de la nature des lieux loués, c'est-à-dire d'une convention implicite (3). C'est à ce point de vue que la jurisprudence se montre, en fait, très difficile à reconnaître le droit du locataire ; elle présume la clause contraire de non affichage, dans les cas les plus divers et les plus inattendus. Ainsi le tribunal de Rocroi, a trouvé que même lorsqu'une maison a été donnée à bail, pour l'usage de café, le locataire ne peut pas laisser apposer sur les murs des réclames, annonçant une industrie autre que la sienne, « car si la jouissance des locataires d'une maison s'étend

1. *Du contrat de louage*, t. I, n° 508, p. 280.

2. Justice de Paix. Paris, 13 juin 1912. *Gaz. des Trib.*, 1^{er} novembre 1919.

3. Colin et Capitant, *op. cit.*, t. II, p. 532.

aux faces extérieures des murs, le locataire ne peut en user, conformément à l'article 1728 du Code civil, que suivant la destination qui a été donnée par le bail à la chose louée, ou suivant la commune intention des parties, présumée par les circonstances » (1).

« Attendu qu'il suffit, d'ailleurs, de considérer les inconvénients graves et nombreux, tels que la dépréciation et le discrédit de l'immeuble, qui pourrait résulter de l'apposition d'affiches de toutes sortes, pour demeurer convaincu que la faculté d'apposer lesdites affiches n'a pu être dans l'intention du bailleur (2). » La jurisprudence se montre d'autant plus sévère à apprécier la destination des lieux loués, quand la maison est louée pour être habitée bourgeoisement. Mais le tribunal de la Seine (3), a dû bien reconnaître, conforme à l'intention présumée des parties, le droit du locataire à l'affichage dans l'espèce suivante : une maison étant louée à une société d'affichage, elle peut apposer sur la façade un bandeau, pour indiquer l'existence de son industrie, et des cadres en bois destinés à recevoir des affiches. Ce n'est pas un abus de jouissance, « attendu que la place de Valois est occupée en moyenne partie, par des agences de publicité, qui couvrent les parties extérieures des locaux occupés par elles d'affiches ou de peintures, à côté de leurs

1. Trib. de Rocroi, 28 juin 1905. S. 1906.2.84.

2. Nancy, 10 février 1906. D. 1906. 2. 424 (location d'un magasin à l'usage de café).

3. 14 janvier 1902. *Le droit*, 7 mai 1902.

enseignes ». D'ailleurs l'état de choses était la conséquence de la location consentie, car le propriétaire savait à quel genre d'industrie il louait.

De même le tribunal de Péronne (1) a admis que le locataire d'une maison peut louer la façade pour des affiches, si elles se rapportent à son genre d'industrie, ce genre de publicité pouvant augmenter ses propres affaires.

§ 2. — *Les droits des locataires.* — Nous reprendrons dans le même ordre, toutes les questions qui se posaient, quand l'immeuble était loué à une seule personne. Même sous le régime favorable à l'affichage électoral, institué par la loi de 1881, on reconnaissait que dans le cas de plusieurs locataires, ils avaient respectivement le droit, sur la partie de la façade correspondant à leur location, d'enlever les affiches. C'était la seule interprétation possible, car la loi de la presse ne pouvait pas porter atteinte au droit de propriété ou à ses droits dérivés. Des travaux préparatoires, résultait seulement qu'un locataire ne pouvait pas, sans contravention, toucher aux affiches apposées sur les parties de la façade correspondant aux habitations de ses colocataires. Ce système se déduit encore plus logiquement des principes généraux du droit, en matière de louage. seuls aujourd'hui qui comptent, les textes favorisant l'étendue de l'affichage électoral étant maintenant

1. 1^{er} décembre 1908. *Gaz. du Palais*, 1908. 2. 117 (réclame des produits d'épicerie sur la façade d'une maison louée comme épicerie).

abrogés. A ce point de vue, il n'y a donc plus de différence avec les droits du locataire unique. Et ce droit de lacérer l'affiche appliquée sur la partie de la façade dont il a la jouissance, lui appartient lors même que l'apposition a été faite avec le consentement du propriétaire. De là, la conséquence que le propriétaire, à défaut de stipulations contraires, ne peut concéder à personne le droit d'apposer des affiches, enseignes ou écriteaux, dans la partie de la façade affectée au locataire, lors même qu'il n'en résulterait aucun préjudice ni inconvénient pour les locataires (1). Toutefois, le tribunal de la Seine a jugé dans une décision d'espèce, sans contester qu'un locataire a en principe et sauf convention contraire, le droit d'empêcher le propriétaire de couvrir sa maison d'affiches et d'en dégrader ainsi la façade, que le locataire est sans droit pour élever des réclamations de ce chef, lorsqu'il a par lui-même, ou par ses auteurs, pris l'initiative de ce genre d'utilisation de la façade (2). De même, il a été jugé que les locataires ne peuvent pas s'opposer à l'affichage consenti par le propriétaire si le traité avec la compagnie d'affichage, a eu lieu avant le commencement du bail. L'antériorité du contrat vaut la clause de

1. Huc, *Commentaire du Code civil*, t. X, n° 289, p. 387 ; Trib. de paix de Marseille, 9 avril 1907. S. 1908.2.182.

2. Trib. civil de la Seine, 12 mars 1901. D. 1903. 2. 257. « Que ces locataires n'ont jamais estimé que l'apposition d'affiches sur les murs, peut nuire à l'aspect extérieur de la maison, qu'ils n'ont point songé à s'en plaindre, tant qu'ils en ont tiré profit. Qu'ils seraient donc mal venus aujourd'hui d'invoquer des raisons esthétiques qu'ils ont méconnues jusqu'à présent ».

réserve des droits d'affichage, de la part du propriétaire. Le locataire ne pouvait pas invoquer sa bonne foi, la date du contrat d'affichage étant certainement antérieure, la compagnie ayant déjà commencé à apposer des affiches et la bande avec la défense d'afficher (1). Exceptionnellement, est encore en faute, le locataire qui enlève une bande de calicot placée par le propriétaire sur une partie de la façade à lui réservée, pour annoncer la prochaine mise en location de l'appartement (2). Cette réserve consacrée par l'usage est une des clauses sous-entendues dans le contrat de louage, que le juge doit considérer ; c'est la voie ordinaire que prend l'usage pour entrer dans le droit : la notion de la faute.

Le locataire d'un appartement, étant réputé avoir loué la façade extérieure de la maison, dans la partie qui correspond à sa location, depuis le niveau du plancher jusqu'à la hauteur du plafond, les tribunaux ont décidé qu'il ne fait pas un usage contraire à la destination de la chose louée, en apposant les enseignes nécessaires pour indiquer sa profession. D'après l'usage établi à Paris, ces enseignes extérieures peuvent être appliquées, soit au-dessus, soit au-dessous, soit dans l'intervalle des croisées de chacun des locataires, mais de manière toutefois

1. Trib. civil de Périgueux, 31 mai 1900. D. 1902.2.337.

2. Trib. civil de la Seine, 3 août 1897. *Le droit*, 15 janvier 1898. Mais le propriétaire ne doit pas abuser de ce droit : trib. Toulouse, 13 janvier 1906. *Pand. franç.*, 1906. 2. 351.

qu'elles ne dépassent point les corniches et bandeaux séparant les divers étages de la maison (1).

D'après une ancienne décision du tribunal de la Seine, il appartiendrait au propriétaire de régler entre les locataires de sa maison, l'exercice du droit à l'enseigne (2). Si aujourd'hui ce pouvoir n'est plus reconnu, dans les maisons où les locataires indiquent leurs noms et professions sur de petites plaques de marbre noir, apposées dans le vestibule d'entrée, ils n'auront pas le droit de placer des enseignes à l'extérieur de leur balcon (3). L'usage spécial de la maison est une clause tacite, qui limite l'exercice du droit à l'enseigne, dans son étendue. Si le propriétaire, en badigeonnant la façade — ce qui est son droit incontestable — empêche les locataires d'apposer les enseignes de leurs professions, ce fait est considéré comme une atteinte à leur droit de jouissance (4), tant le droit à l'enseigne est inhé-

1. Par conséquent, le commerçant qui a placé au-dessus de son magasin une enseigne s'élevant jusqu'à l'une des fenêtres de l'étage supérieur, n'est pas fondé à se plaindre de ce que le locataire de ce même étage, également commerçant, couvrirait la partie des lettres de son enseigne, en suspendant à cet accoudoir, les objets de son commerce (Cour impériale de Pau, 5 février 1858. S. 1859.2.348). En même sens : Alger, 18 décembre 1899. D. 1901.2.8. De même il ne peut troubler la jouissance d'autres locataires par des enseignes lumineuses, qui, étant d'un éclairage intensif, se reflètent dans les appartements (Trib. Seine, 20 novembre 1913. *Gaz. Trib.*, 1914.1.2.157). Seulement l'enseigne lumineuse non gênante pour les autres, lui est permise (Trib. Seine, 28 juillet 1896. *Le droit*, 13 octobre 1896).

2. Trib. civil, Seine, 26 janvier 1853. D. 1854.38.

3. Trib. Seine, 2 janvier 1908. *Gaz. Trib.*, 10 septembre 1908.

4. Trib. civil de Lyon, 29 octobre 1886. *La loi*, 29 décembre 1886.

rent au droit du locataire. Mais en ce qui concerne le droit d'afficher, les tribunaux ont commencé par le nier aux locataires, à la différence du locataire unique. Quand le contrat est muet sur ce point, il faudrait présumer que les parties ont entendu que ce droit d'affichage que le propriétaire perd, n'est pas acquis par les locataires. Ce droit s'éteindrait, étant réduit dans ce cas à un simple droit à l'enseigne. Cette clause de non sous-louer serait présumée, l'affichage étant considéré dans cette opinion, comme une atteinte apportée à la destination de la chose louée, à la manière dont un bon père de famille doit habiter une maison.

Pour refuser le droit d'affichage aux locataires, M. Boistel (1) invoque par analogie, l'article 664 du Code civil, qui, se plaçant dans l'hypothèse où les différents étages d'une maison appartiennent à divers propriétaires, décide qu'à défaut de conventions contraires, les réparations des gros murs et du toit sont à la charge de tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de l'étage. Ces parties de la maison étant utiles à tous, doivent être entretenues à frais communs. Cela démontre, dit M. Boistel, que ni les gros murs ni le toit ne sauraient appartenir exclusivement au propriétaire de l'étage qu'ils joignent immédiatement.

C'est ici qu'intervient l'argumentation *a fortiori* : s'il en est ainsi, dans la question de propriété, il

1. Note sous tribunal commercial de Saint-Etienne, 8 février 1899. D. 1902.2.337.

n'en saurait être autrement, dans la question des droits des locataires, d'autant plus que dans ce dernier cas le propriétaire a certainement conservé la charge des réparations, même locatives, non seulement des gros murs et du toit, mais encore de toutes les parties communes de la maison (telles que le vestibule d'entrée, l'escalier, les planchers), tandis que l'article 664 partage distributivement l'entretien de ces diverses parties, entre les différents propriétaires de la maison. La conclusion à déduire, est que le droit de jouissance des locataires est moins étendu en surface que le droit de propriété des propriétaires, et par conséquent, qu'ils ne sauraient prétendre à étendre aux murs extérieurs de la maison, l'usage qui leur est concédé, sur tel ou tel étage.

Le second argument de M. Boistel n'est plus d'analogie. La bonne tenue générale de la maison est entrée pour une part importante, dans le choix que les locataires font de leurs résidences et ils ne sauraient être obligés de subir le voisinage des fantaisies plus ou moins intéressées, de leurs colocataires. Si les locataires avaient chacun pour son étage, le droit d'affichage, les autres locataires, qui n'ont avec lui aucun lien contractuel, seraient désarmés ; ils ne pourraient pas s'adresser utilement au propriétaire, car celui-ci aura la faculté de leur répondre qu'il n'a aucune action sur leurs colocataires, puisque dans ce système, ils ne font chacun qu'user de leur droit. Nous croyons que cette solution n'est pas la meilleure, qu'en principe il faut accorder aux loca-

taires le droit de jouissance des murs extérieurs, même dans le sens de les sous-louer, bien entendu sauf s'il y a des clauses contraires expresses ou tacites. Cette solution est conforme au développement actuel de l'affichage, car l'usage général et habituel des murs dans ce but, pourrait être normalement censé comme sous-entendu, par les parties contractantes. Et c'est encore l'usage qui pourrait déterminer l'étendue du droit du preneur, et de dire quand il en abuse, en apposant des affiches non habituelles, que les colocataires ne pouvaient pas prévoir. Car le mur a une clientèle, tout comme un journal, et sa réceptivité découle du milieu où il se trouve. Il en est dont la réceptivité d'affichage est industrielle, d'autres agricoles, selon les régions ou les quartiers.

Nous citons la réfutation que MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl (1), ont apporté aux deux arguments de M. Boistel. Il est certain que l'article 664 du Code civil, répartissant les obligations de réparations entre les propriétaires d'une maison, est étranger à la question et il ne peut être invoqué qu'à tort, dans cette matière. Quant à l'objection que, si un locataire fait un usage abusif ou choquant de son droit, les autres locataires n'ont de recours contre personne, on peut répondre qu'ils ont bien un recours contre le locataire qui fait l'usage abusif, ce locataire étant tenu de son fait. Le lien contrac-

1. *Du contrat de louage*, t. I, n. 508, p. 280.

tuel n'est pas nécessaire, pour agir contre une personne qui est en faute, qui n'use qu'abusivement de son droit.

Les tribunaux ont quelquefois jugé en posant le principe des droits des locataires à l'affichage : « le locataire est en droit de tirer bénéfice du mur qui lui a été loué, si le propriétaire ne s'est pas réservé formellement ce bénéfice » (1). Mais, si quand l'immeuble est divisé en appartements, chaque preneur peut concéder le droit d'affichage sur les murs de son appartement, c'est le propriétaire seul, qui a la disposition de la surface des parties de la maison affectées à l'usage commun de tous les locataires, des parties de la façade derrière lesquelles ne se trouve aucun local loué à un preneur déterminé. Ainsi les murs-pignons, qui sont d'anciens murs séparatifs mis à découvert par la démolition d'une des deux maisons contiguës, doivent être réservés aux propriétaires, à l'exclusion des locataires. Souvent d'ailleurs, le propriétaire n'en aura pas non plus, si le propriétaire de la maison démolie avait conservé la mitoyenneté de ce mur, ou si à son défaut, la ville qui avait procédé à l'expropriation et à la démolition de la maison, car dans ce cas, ni l'un ni l'autre des copropriétaires du mur mitoyen, n'ont plus le droit de disposer de lui sans s'entendre (2).

1. Trib. civil de la Seine, 22 juillet 1896. *le Droit*, 5 août 1896.

2. Colin et Capitant, t. II, p. 532.

LIVRE III

LA PROTECTION DU DROIT D'AFFICHAGE. SA NATURE JURIDIQUE

On ne peut pas parler d'un droit, qui n'ait pas une sanction juridique : c'est la distinction classique, entre le domaine du droit et celui de la morale. En 1804, l'affichage avait encore trop exclusivement le caractère politique, pour que le législateur ait pu le consacrer comme un droit, en lui donnant une sanction. Mais en ne reconnaissant pas le droit à l'affichage, le législateur impérial a bien compris la nécessité de sanctionner le droit à l'affichage, appartenant à l'Etat. Selon une haute tradition, il lui a choisi une sanction pénale. L'article 479 § 9 du Code pénal, punissait : « Ceux qui auront méchamment enlevé ou déchiré les affiches apposées par ordre de l'administration ».

Ce n'est qu'ensuite, quand la liberté de l'affichage, proclamée par la Révolution, a commencé à devenir de plus en plus réelle, que la protection des autres affiches que celles de l'autorité, est devenue un problème imposé par les nécessités de la pratique. La liberté de l'affichage n'aurait été qu'un mot, si l'affiche n'eût été protégée contre tous ses adversaires :

concurrents déloyaux, adversaires politiques et au premier rang l'Etat, représenté par ses nombreux fonctionnaires et enfin contre les collectionneurs, qui font que les affiches ayant quelque valeur d'art, au lieu de resplendir sur les murs, sommeillent dans leurs collections. Et il faut ajouter, pour comprendre tout l'intérêt de la protection, que si l'affiche est un des plus sûrs moyens de populariser quelque chose, il est l'un des plus coûteux. C'est qu'il faut en user copieusement, si l'on veut frapper l'esprit du public et non seulement l'affiche d'un format suffisant est chère, mais en dehors des frais d'affichage, — parmi lesquels comptent surtout ceux pour la location d'emplacements, — elle est assujettie au droit du timbre, proportionné au format.

Il fallait donc, pour faire vivre le droit d'affichage, lui chercher une protection juridique. Si le paragraphe 9 de l'article 459 ne vise que les affiches de l'autorité, ne pourrait-on pas trouver dans le paragraphe 1 du même article, une sanction pénale adéquate ? « Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs inclusivement : 1° ceux qui, hors les cas prévus depuis l'article 434 et compris l'article 462, auront volontairement causé du dommage aux propriétés mobilières d'autrui. »

Il était suffisant pour cela, d'attribuer à celui qui fait afficher, un droit de propriété mobilière, sur les placards apposés et lacérés.

Avant qu'elle soit apposée, l'affiche est certainement un meuble corporel, auquel on applique natu-

rellement les règles régissant ces biens (1). Mais quand le placard a été apposé, quand il devient donc affiche, celui qui l'a mis conserve-t-il encore son droit de propriété ? Il est permis d'en douter. L'objection que le législateur a cru nécessaire d'ajouter le paragraphe 9, pour les affiches d'autorité, n'est pas la principale. Mais en outre qu'on ne peut pas parler, — ni même comme méthaphore — d'un droit de propriété, essentiellement temporaire, l'affiche une fois collée au mur, ne peut pas être considérée comme une propriété mobilière ; elle n'a plus que la valeur d'une écriture tracée sur le mur dans un but de publicité. On renonce à la propriété pour la publicité. C'est donc, non une atteinte à la propriété, mais à la publicité, à l'idée. Bien entendu, il est question de l'affiche ordinaire sur papier, car, si elle est peinte sur bois, ou sur toile, ou lumineuse, la lacération pourrait être poursuivie par l'article 479 du Code pénal. Dans ces cas on poursuit non la lacération de l'affiche comme telle, mais l'atteinte apportée à la propriété, qu'on conserve toujours, sur la toile, le bois ou l'installation électrique, qui ne sont que subsidiairement affiches et qui pourraient être utilisées ensuite, dans un autre but.

Toutefois, l'expression d'atteinte à la propriété est encore employée pour désigner la lacération d'af-

1. L'imprimeur qui a librement accepté le dépôt d'affiches artistiques par lui imprimées, à la disposition de son client, peut être en cas de perte, condamné en outre de la restitution du prix, à des dommages-intérêts à raison de la valeur artistique des affiches. Trib. Com., Seine, 4 septembre 1897.

fiches, par les décisions des tribunaux (1). C'est encore dans ces termes, que M. Lisbonne, le rapporteur de la loi de 1881, expliquait la sanction pénale, accordée aux affiches de l'autorité, par l'article 17 de la loi : « L'atteinte seule, au droit de propriété, trouverait par analogie sa sanction, dans l'article 479 § 1 du Code pénal. Le projet de loi, ne fait, sous ce rapport, qu'interpréter l'article 479 et le rendre applicable en principe, au fait d'endommager une affiche régulièrement placardée. » Mais si la base de la sanction est l'atteinte à la propriété, il devient inexplicable pourquoi l'article 17, ne s'applique qu'aux seules affiches d'autorité.

Les tribunaux ont su protéger l'affiche privée, sans recourir inutilement à la fiction de la propriété. L'utilité d'une fiction, surtout quand l'image est si éloignée, ne se justifie que comme une explication passagère, constituant la phase primitive dans la métamorphose de la construction juridique. Dans notre cas, l'apparence de logique justifiait trop peu l'extension des sanctions propres au droit de propriété, pour que la jurisprudence en puisse rester là. Cette fiction n'était pas si indispensable au droit d'affichage pour qu'elle devint une réalité (2).

S'il n'y a pas dans nos codes, un texte consacrant par une sanction le droit d'affichage, les tribunaux puisent dans l'article 1382 du Code civil — véritable

1. Cass. civ., 9 mars 1914 (2 arrêts). D. 1919.1.32.

2. Demogue, *Les notions fondamentales du droit privé*, p. 248.

passé-partout — les moyens de munir d'une action ce droit. Ce n'est pas une exception ; la création par l'usage des véritables droits munis comme tels d'action, est possible chaque fois que le profit tiré par quelqu'un d'un usage, est conforme à la justice (1). Le droit d'affichage, a eu de nos jours une évolution identique à celle du droit au nom. Celui-ci aussi est longtemps demeuré à l'état de gestation. Nos codes n'en soufflant mot, les juges le firent immédiatement rentrer dans l'un des cadres juridiques les plus larges, la propriété. Des arrêts, à l'heure actuelle, usent encore de ce terme. Cependant, son emploi devient chaque jour moins fréquent, et les tribunaux reconnaissent aujourd'hui que le nom est un signe de la personnalité, armé d'un droit spécial. Le droit spécial d'affichage, apparaît comme un droit public, inhérent, inné à la personnalité, ainsi que la déclaration des droits de l'homme, pour la première fois formulée.

Ce n'est pas un droit réel, ainsi que nous avons vu, mais il est un droit absolu, opposable à tous. Par son évolution démocratique, il a cessé d'être un droit politique, un privilège, il est un droit civil, puisqu'il appartient aujourd'hui à tous. La sanction est toute indiquée : quand il y a violation abusive d'un droit public, la victime de cette faute, peut se trouver à même de réclamer à l'auteur du préjudice, la réparation civile du dommage par elle éprouvé,

1. Perreau, *Technique de la jurisprudence en droit privé*, t. 1.

en vertu de l'article 1382. Si le droit d'affichage est un droit non patrimonial — comme tous les droits de la personnalité — cette faculté, tendant à une allocation pécuniaire, constituera alors un droit nouveau, — mobilier — et rentrera dans une autre catégorie des droits, ceux du patrimoine. Mais qui est le titulaire de ce droit, celui qui peut agir en justice, quand l'affiche est lacérée, celui qui est responsable, quand l'affiche est délictueuse? Certainement, il faut justifier d'un droit, d'une qualité, pour se plaindre de la lacération des affiches, puisqu'on invoque un préjudice ; on ne peut pas prétendre exercer une sorte d'action publique. Mais on ne peut non plus admettre que la qualité requise est celle d'auteur, de propriétaire intellectuel de l'affiche ; la loi a reconnu à tout citoyen le droit de manifester son opinion, « soit par œuvre personnelle, soit par œuvre quelconque, même d'autrui, de tiers étrangers à l'affichage » (1).

Si on affiche donc des passages d'un livre, écrit par autrui (œuvre tombée ou non dans le domaine public) et si l'affiche est lacérée, on a le droit de réclamer (quoique non ayant cause de l'auteur), pour le préjudice causé, par l'atteinte à la libre manifestation de l'idée. Donc ceux-là ont le droit de poursuivre la lacération de l'affiche, qui l'ont fait apposer, parce que ce sont eux, qui, auteurs ou non, ont voulu manifester leur pensée et qui, éprouvant le préjudice cons-

1. Trib. de Tonnerre (*Revue de juges des Paix*, nov. 1901).

titué par le fait de compromettre le résultat souvent très important, que l'affiche a pour but d'obtenir ou de réaliser. En effet, en dehors du but politique, l'affiche émanée d'un commerçant, constitue une offre, ou au moins une incitation à l'offre faite au public, et la compagnie d'affichage, qui s'est engagée envers l'annonceur, de maintenir l'affiche un temps déterminé, est responsable contractuellement (1) de toute lacération (2). La preuve que celui qui intente l'action, est tenu d'apporter, c'est une question de fait, laissée à l'appréciation souveraine des juges.

Le texte de l'affiche indique, dans la plupart des cas, le titulaire du droit : celui qui bénéficie de l'annonce faite. Autrement, on doit faire la preuve de la propriété qu'on avait sur l'affiche, avant d'être apposée : la facture ou la quittance avec laquelle on les a imprimées, est la plus usitée. Le fait que l'affiche est anonyme, n'est pas une fin de non recevoir, contre celui qui veut faire la preuve de son droit. Les associations déclarées, qui peuvent faire afficher, ont la faculté de poursuivre en leur nom, les lacéra-

1. D'habitude c'est un contrat de louage d'industrie.

2. « L'entrepreneur d'affichage doit en principe entretenir l'affichage en bon état, à charge par son client de lui fournir les affiches nécessaires au remplacement de celles venant à se détériorer ou disparaître, pour quelque cause que ce soit : exceptionnellement, durant une période électorale, l'entrepreneur ne peut être responsable du défaut d'entretien, partout où les affiches sont susceptibles d'être de ce fait, recouvertes ou déchirées. » Ce sont les termes de l'article 15, du « Code des usages de la publicité », élaboré et voté le 24 juin 1921, par la Chambre syndicale de la publicité, « pour protéger la publicité honnête et couper court aux contestations, entre les intéressés ».

tions prouvant leur droit par le cachet apposé sur les affiches.

Avant de scruter la jurisprudence, sur la protection juridique de l'affiche d'intérêt privé, afin de voir comment se justifie la nature juridique attribuée au droit d'affichage selon sa sanction, nous dirons en quelques mots, les conditions de la sanction pénale que la loi de 1881 accorde à certaines affiches.

CHAPITRE PREMIER

LA PROTECTION PÉNALE DES AFFICHES PRIVILÉGIÉES

Les affiches ainsi protégées sont de deux sortes : celles apposées par ordre de l'administration, dans les emplacements à ce réservés et les affiches électorales, émanant de simples particuliers. Les premières ont toujours été protégées : l'article 17 ne fait que remplacer l'article 479 § 9 du Code pénal.

Quant aux affiches électorales, la préférence que le législateur leur a marquée, s'explique par l'intérêt général qu'elles présentent puisqu'elles constituent un des actes, par lesquels s'exerce publiquement, le suffrage universel.

Il est bon de noter que le Code pénal belge de 1867, article 560, qui punissait d'une amende de 10 à 20 francs, ceux qui auront méchamment enlevé ou déchiré les affiches légitimement apposées, protégeait également toutes les affiches, les affiches privées, comme les affiches officielles, bien entendu les affiches légitimement apposées, c'est-à-dire dans les lieux désignés (1).

1 *Pandectes Belges* : V^o Affiche, 168.

SECTION I. — *Les affiches de l'autorité.*

Enlever, déchirer, recouvrir ou altérer par un procédé quelconque, de manière à travestir ou à rendre illisible ces affiches, constitue une contravention ou un délit, suivant que le fait est imputable à un simple particulier, ou à un fonctionnaire. Cette variation dans la nature de l'infraction, suivant la personne du délinquant, n'est pas singulière et elle correspond à la différence des peines. La notion intermédiaire de délit contraventionnel, a été rejetée par la jurisprudence, s'inspirant du principe que l'infraction sanctionnée d'une peine délictuelle, est un délit. Donc, étant un délit, l'infraction commise par un fonctionnaire, s'appliquent les règles propres aux délits, surtout en qui concerne la complicité, qui joue un grand rôle, en ce qui concerne la lacération d'affiches électorales.

Le texte de la loi ne fait aucune distinction, entre les affiches manuscrites et celles imprimées, mais il demande plusieurs conditions, pour que l'infraction soit punie : 1° Il faut indifféremment du procédé matériel employé, que l'affiche soit devenue au moins illisible ; 2° Il faut que l'altération porte sur des affiches apposées (1) par ordre de l'administra-

1. La sanction de l'article 17 ne s'applique pas à celui qui s'empare d'un placard annonçant la vente de son mobilier, au moment où l'huissier remet cette pièce au garde champêtre, pour l'afficher à la porte de son domicile (Cass. crim., 13 juillet 1907. S. 1909. I. 284).

tion, dans les emplacements réservés. Donc la protection de l'article 17 ne s'applique pas aux affiches de l'autorité, apposées dans d'autres lieux, comme sont les affiches d'expropriation publique, appliquées sur la porte des églises, sauf le cas, quand la façade de l'église elle-même, a été réservée par le maire (1) ; 3° Enfin la troisième condition requise c'est l'intention malveillante.

Quoique le mot « méchamment », qui figurait dans l'article 479 du Code pénal, n'a pas été reproduit par l'article 17, il résulte des travaux préparatoires, qu'il a été trouvé inutile, l'intention de nuire étant un élément essentiel, même quand l'infraction ne constitue qu'une contravention de simple police (2). Cette intention est d'empêcher, en la supprimant, le public de connaître le contenu d'une affiche. Donc elle n'existe pas quand l'affiche lacérée a fait son temps, quand elle ne présentait plus aucune utilité.

SECTION II. — *Les affiches électorales.*

Elles ont été assimilées, au point de vue de la protection, aux affiches d'autorité. Leur lacération constitue aussi un délit ou une contravention, selon la personne du délinquant. Quand l'auteur est un fonctionnaire, il n'encourt pas seulement un blâme de la part de l'administration, comme sous l'ancien

1. Cass. crim., 16 février 1883. D. 1883. I. 361.

2. Cass. crim., 3 avril 1886. D. 1886. I. 475 ; Cass. crim., 5 février 1909. S. 1909. I. 231.

régime (1), il est même puni plus sévèrement qu'un simple particulier. Les éléments de l'infraction sont les mêmes que pour les affiches d'autorité. La loi n'a fait aucune distinction, à ce point de vue, entre l'affiche imprimée ou manuscrite, signée ou anonyme (2).

Il a été jugé, que celui qui a collé sur des affiches électorales, des carrés de papier portant une inscription injurieuse pour les candidats, n'encourt pas l'application de l'article 17, si, en agissant de la sorte, il n'a pas recouvert le texte des affiches, de manière à les travestir ou à les rendre illisibles (3). Avant la loi du 20 mars 1914, était punie la lacération de toute affiche électorale, sauf si elle était apposée dans les emplacements interdits : emplacements réservés, édifices des cultes, édifices reconnus ayant un caractère artistique et les murs des propriétaires non consentants.

Depuis la loi de 1914, l'affiche électorale n'est plus licitement apposée, que dans les emplacements à ce destinés et sont susceptibles de peines, ceux qui méconnaissent cette disposition. Mais la loi ne précise pas, si indépendamment de l'application de ces pénalités, on peut lacérer impunément les affiches apposées contrairement à l'article 1^{er}.

Bien que cette mesure ne soit indiquée par la loi

1. Lefèvre-Pontalis, *Lois et mœurs électorales en France et en Angleterre*, p. 109.

2. Cass. crim., 16 janvier 1886. D. 1886.1.430.

3. Cass. crim., 24 juillet 1896. D. 1896.1.568 ; Cass. crim., 10 novembre 1882. D. 1883.1.368.

et quoique les lois pénales doivent être de stricte interprétation, elle est à un tel point le corollaire presque nécessaire de l'interdiction établie, qu'il est difficile de ne pas l'approuver. C'est dans ce sens que s'est prononcée la circulaire ministérielle. Enfin, le fait de lacération d'affiches électorales, ne peut tomber sous le coup de l'article 17, qu'autant que l'auteur de la lacération a agi avec une intention malveillante. Il a été jugé, que doit être renvoyé des poursuites, le maire qui n'a fait lacérer des affiches, que dans le but d'éviter des troubles et des rixes qui étaient sérieusement à craindre (1). Toutefois, la bonne foi de l'auteur n'exclut pas l'intention (2), car celle-ci est présumée, dès qu'on a voulu empêcher le public de connaître le contenu d'une affiche, en la supprimant. Est donc punissable, le fonctionnaire qui a lacéré des affiches électorales, alors même, qu'il a fait cela sur les ordres du ministre de l'Intérieur (3).

Mais cette intention malveillante n'existe pas si les affiches recouvertes avaient été collées sur un édifice communal, de façon à recouvrir totalement la surface disponible et dans le but évident d'empêcher la pose de toutes autres affiches (4). L'article 17 ne subordonne pas la poursuite, par le ministère

1. Poitiers, 28 mai 1886. S. 1886.2.223.

2. Trib. de Saint-Jean-d'Angély, 16 décembre 1881. S. 1882.2.91.

3. Trib. des conflits, 15 février 1890. S. 1892.3.71.

4. Trib. simple police de Périgueux, 14 mai 1910. D. 1910.5.33.

public, à l'existence d'une plainte préalable de la personne dont l'affiche a été lacérée (1). En dehors de la responsabilité pénale, le principe général de responsabilité (1382 du Code civil) s'applique aussi aux affiches électorales, si la lacération d'une affiche cause un préjudice appréciable, à celui dans l'intérêt duquel elle a été apposée. Les multiples conditions demandées pour l'application de l'article 17, surtout en ce qui concerne les lieux où elles doivent être apposées, font que certaines affiches d'autorité ne jouissent pas de cette protection pénale. Cependant leur lacération n'est pas toujours à l'abri de toute sanction pénale, les maires pouvant, par arrêté, prohiber l'enlèvement, la lacération ou l'altération des affiches de l'autorité, apposées en dehors des emplacements réservés. Des pareils arrêtés n'auraient rien de contraire à la liberté de l'affichage et trouveraient leur sanction, dans l'article 471 § 15 du Code pénal. Enfin, quelquefois, les lois qui édictent l'affichage des condamnations prononcées en vertu de leur texte, peuvent prescrire elles-mêmes, les peines contre ceux qui lacèrent ces affiches (2).

1. Cass. crim., 18 décembre 1909. S. 1912.1.484.

2. Ainsi la loi du 23 octobre 1919, article 2, prononce la peine de l'emprisonnement contre le condamné, lorsque la suppression, dissimulation, lacération totale ou partielle des affiches ordonnées, a été opérée volontairement par lui, ou à son instigation ou par ses ordres.

CHAPITRE II

LA PROTECTION DES AFFICHES DE DROIT COMMUN

Si les affiches particulières ne sont point comme les affiches administratives ou électorales, protégées au point de vue pénal par l'article 17 de la loi de 1881, enlever, déchirer ou altérer une affiche privée, le faire volontairement, c'est commettre un fait préjudiciable à autrui ; c'est engager sa responsabilité, dans les termes du droit commun. Il n'y a qu'un seul cas, quand les affiches privées peuvent jouir d'une protection pénale : quand telle est la disposition prise par le maire, dans un arrêté sanctionné, par l'article 471 du Code pénal, mesure qui est licite, tant qu'elle n'entrave pas la liberté de l'affichage, par une protection exagérée des affiches, en prolongeant le délai de l'existence de celles-ci, au delà de l'usage. Car on ne doit pas confondre : si le droit d'affichage doit être sanctionné, pénalement ou civilement, ça ne veut pas dire qu'une affiche doit être protégée indéfiniment, qu'elle ne peut être jamais lacérée et par personne. La vie de l'affiche est brève. Une fois qu'elle a fait son temps, que son but est rempli, toute protection cesse. C'est que la lacération

d'affiches privées engage la responsabilité de son auteur, seulement dans les termes de l'article 1382 du Code civil : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. » Il faut donc pour que le fait de lacération y constitue le quasi-délit civil défini par cet article, qu'il comprenne les éléments requis : la faute et le dommage et la relation de cause à effet, entre la faute et le dommage. Il n'y a pas de dommage à invoquer, quand l'affiche a fait son temps, car il n'y a plus atteinte au droit d'affichage. Mais c'est une question de fait, laissée à l'appréciation souveraine des juges, la caducité d'une affiche, qui a rempli son rôle.

La question est surtout délicate, pour une affiche commerciale annonçant un produit nouveau et indiquant le lieu de vente et le prix : elle est toujours utile en principe ; mais la durée utile de l'affiche sur papier, est maximum de quinze jours, parce que, même si elle est apposée dans un lieu si fréquenté, qu'elle peut encore être vue par des nouveaux passants, elle est sale, et une affiche qui a perdu le brillant de ses couleurs, est désavantageuse (1). Mais les juges doivent tenir aussi compte du fait, qu'en France, les meilleurs exemplaires d'affiches après avoir rempli leur but de publicité, sont souvent achetés par des collectionneurs, pour plus cher, qu'elles n'ont coûté à établir.

1. Hémet, *Traité pratique de publicité*, t. II, p. 147

SECTION 1. — *La faute*

Pour constituer le quasi-délit de l'article 1382, la lacération d'affiches nécessite une faute de la part de son auteur, car autrement toute personne peut gêner impunément l'exercice d'un droit, pourvu que ce soit sans faute. Ce problème de la faute, en notre matière, a surgi sous beaucoup d'aspects devant les tribunaux et une riche jurisprudence, encore variée, a mis en évidence les intérêts divergents, mis aux prises. D'après la jurisprudence, car le Code ne la définit pas, la faute suppose deux conditions : une objective, l'atteinte au droit, l'autre subjective, le fait d'avoir aperçu que l'on portait atteinte au droit d'autrui.

Il est évident, que ne commet pas une faute celui qui, lacérant une affiche, exerce son droit. Mais si le principe est aisé à poser, il est bien difficile en pratique, de faire vivre les droits complexes qui se nuisent réciproquement, et de savoir préférer juridiquement, parmi les intérêts divers, qui s'enchevêtrent. Sans doute, n'est pas en faute le propriétaire qui lacère l'affiche, apposée sur sa maison sans son consentement, ni ceux qui ont ainsi agi, suivant ses instructions ou par ses ordres. Mais que décider, quand l'affiche est recouverte par un tiers sans droit. La question est délicate, parce que dans notre hypothèse, l'affiche est apposée dans un endroit où l'affichage est libre, où l'emplacement n'est loué à

personne. Nous croyons que l'auteur de ce fait engage sa responsabilité, car s'il n'a pas agi avec malice, il doit se reprocher « un manque blâmable d'attention » (1) ; car il y a lieu de présumer, aux propriétaires qui tolèrent l'affichage sur leur murs, la volonté de laisser aux premiers occupants, le bénéfice de cette tolérance, pendant un certain temps (2). D'après M. Pech, toute affiche apposée sur un emplacement libre, devrait être respectée, au moins pendant une durée de huit jours (3). Si l'endroit est réservé, celui qui peut prouver que son droit est meilleur, ne commet pas une faute en lacérant les affiches d'une compagnie concurrente, sans s'adresser auparavant, à la justice (4). La loi de 1881, complétée par la loi du 12 décembre 1893, a permis dans certains cas, la saisie des affiches délictueuses ou criminelles. C'est encore une sorte de lacération, *sui generis*, licite. Ce n'est pas une restriction à la liberté de l'affichage, cette mesure n'est prise qu'après la publication de l'affiche ; elle est, d'ailleurs, autorisée par le droit commun, qui d'accord avec la raison, permet de saisir les instruments et d'arrêter les suites du délit dont la répression est poursuivie.

1. Cass. req., 19 mars 1900. *Gaz. du Pal.*, 1900, p. 595.

2. S'appuyant sur cette considération, un jugement a condamné à 300 francs de dommages-intérêts un afficheur, qui, sur 13 points de la ville de Bordeaux, avait recouvert par d'autres placards, des affiches par lesquelles la caisse ouvrière des retraites annonçait une fête (Trib. civ., Bordeaux, 22 fév. 1899).

3. Rapport sur l'affichage présenté au V^e Congrès des maîtres imprimeurs en France.

4. Cass., 6 février 1924 D. 1924.1.227.

« Laisser exposée une affiche, jusqu'après le jugement, ce serait s'exposer à tous les dangers de la licence et perdre le plus souvent, le fruit de la répression elle-même (1). »

La saisie avant la condamnation est autorisée quand le dépôt, prescrit par l'article 3 de la loi, n'a pas été effectué, mais dans ce cas elle est restreinte à 4 exemplaires, étant considérée comme un simple moyen de constater le corps du délit. Puis la saisie préventive est totale, quand les affiches constituent des outrages aux bonnes mœurs, ou si elles contiennent une excitation à commettre un crime de vol, incendie, ou une apologie des crimes de meurtre, pillage, vol, ou une excitation à l'insubordination à l'adresse des militaires. La saisie est autorisée encore au cas de diffamation envers les chefs d'Etats étrangers ou des agents diplomatiques. La saisie est permise après avoir reçu le réquisitoire ou la plainte du juge d'instruction, mais la jurisprudence a reconnu, qu'en cas de flagrant délit, tout agent peut mettre la main sur quelques-unes pour éviter la disparition des preuves, la saisie partielle n'étant pas un préjudice grave. Après la condamnation, non seulement la confiscation, mais même la destruction peut être ordonnée par l'arrêt, pour tout ou pour partie. Mais en dehors de ces cas précisés par la loi, les affiches peuvent-elles encore être lacérées avant toute condamnation ? La saisie des affiches est auto-

1. Le Poittevin, ouv. cit., t. II, p. 232.

risée dans le cas des provocations aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, la loi ne la prescrit pas, quand la provocation est dirigée contre la sûreté intérieure. Le gouvernement ou ses agents de leur propre initiative, peuvent-ils procéder à la lacération des affiches qui constituent un danger à la sûreté publique dont ils ont la garde, ou qui expriment clairement, une injure ou une diffamation à l'égard des autorités ? La question ne se pose d'ailleurs pas seulement dans ces termes. La légitime défense peut excuser également tout particulier qui aura lacéré une affiche, le diffamant ou l'injuriant. Le problème est de savoir si celui qui agit ainsi commet encore une faute, ou au moins, si cette faute existant ne se compense pas avec la faute provocatrice de l'auteur de l'affiche. On ne pourrait pas objecter *a priori*, que cette lacération une fois admise, serait un acte d'exécution privée, que notre droit ne peut plus comprendre comme contraire à l'adage, qu'on ne peut se faire justice à soi-même. Nous avons déjà vu que la voie de fait que constitue la lacération, est plusieurs fois admise par la loi elle-même (1). Faute d'un texte, elle peut encore être admise dans notre cas, en invoquant la normalité dans notre matière, de cette sorte de justice privée, que d'ailleurs les principes de la légitime défense sont prêts à appuyer. Elle correspond trop à la tendance

1. La même loi a consacré en matière de presse, le droit de réponse, qui est aussi une exécution privée et qui n'a rien d'archaïque.

d'économie des moyens et du moindre effort qui se dégage de tout droit, pour ne pas l'admettre dans ces cas, où les frais ordinaires de la justice dépassent presque toujours le préjudice à réparer. Elle ne serait pas non plus une invitation à d'autres voies de fait de la part des adversaires, cette exécution privée restant contrôlable, devant les tribunaux.

Mais pour que ce droit d'affichage, qui normalement est protégé par la justice, ne le soit pas dans ce cas, il faut que l'individu qui cause le dommage à son adversaire, soit en véritable état de légitime défense, pour que son fait soit un acte licite, au point de vue civil. Mais s'il faut exiger les conditions nécessaires de la légitime défense, telles que les prévoit le Code pénal, la jurisprudence comprend largement cet état, ce qui correspond aux tendances que les Codes nouveaux présentent tous (1). Elle a reconnu un droit de légitime défense, pour protéger sa vie, son intégrité corporelle, sa liberté, son honneur, tous les droits primordiaux. Si la victime de la diffamation ou de l'injure, ne pouvait pas lacérer l'affiche, le délit accidentel dégénérerait en délit successif, dont la réparation est d'autant moins possible, que la preuve du fait diffamatoire ne peut pas

1. Code civil portugais, art. 2367 ; Code suisse des obligations, art. 52 ; Code civil allemand, art. 22. (Un fait imposé par mesure de défense personnelle forcée, n'est pas contraire au droit. Il y a défense personnelle forcée, lorsque celle-ci est exigée pour écarter de soi, ou d'un autre, une attaque qui soit actuelle et faite en violation d'un droit).

être admise par la personne diffamée (1) et la condamnation par la justice ne contredit pas aux yeux de ceux qui ont lu l'affiche, la vérité du fait imputé. « Comme il vaut mieux prévenir que guérir, là où la protection sociale est insuffisante, il est préférable de reconnaître le droit d'user directement de la force, de forcer directement à l'abstention, à laquelle on est tenu (2). » D'ailleurs, lorsqu'une faute est commise à l'égard d'une personne, celle-ci, quoique victime, n'est-elle pas elle-même en faute, si elle ne prend pas les mesures nécessaires pour diminuer le dommage qui lui est causé ? En tout cas, le titulaire d'un droit peut s'opposer par la force au dommage dont il est menacé, et le préjudice qu'il peut causer par ce fait à l'agresseur, ne donne pas lieu à une action d'indemnité (3).

Toute personne a droit que son honneur soit respecté, elle peut donc s'efforcer de faire disparaître l'affiche qui la diffame ou l'injurie, sans commettre aucune faute. Elle ne fait que se défendre, c'est-à-dire s'assurer directement la jouissance de son droit à l'honneur.

On ne peut pas avoir un droit à voir subsister la diffamation. Il faut tenir ici compte de la gravité respective des fautes et si en principe, chaque faute comporte une sanction, il faut se placer sur le terrain

1. La preuve de la vérité du fait diffamatoire est admise seulement contre certaines catégories de personnes (voir p. 44).

2. Demogue, *Les notions fondamentales du droit privé*, p. 646.

3. Demogue, *Traité des obligations en général*, t. IV, p. 598.

de la causalité, pour déterminer si la victime en faute peut néanmoins agir en indemnité. Or, c'est ici la faute de la victime, l'affiche diffamatoire qui est, sinon la cause du dommage, au moins la cause déterminante de l'acte préjudiciable, de la lacération d'affiches (1). Certainement, ici le fait générateur du préjudice allégué, résulte au moins d'une faute commune, ce qui est de nature à l'excuser; la défense de soi-même étant autorisée par la loi positive, comme par la loi naturelle, exclut toute faute de la part de celui qui l'exerce et ne peut faire naître une action en dommages-intérêts, en faveur de celui qui l'a rendue nécessaire par son agression, que dans des cas exceptionnels (2). Nous croyons que la même solution s'impose, quand les affiches attaquent les pouvoirs publics; les agents de la force publique ou même des simples citoyens peuvent lacérer ces placards injurieux, même quand ceux-ci sont apposés sur des maisons privées et avec l'assentiment des propriétaires respectifs. Bien entendu, une personne n'est nantie du droit de faire disparaître, sans poursuites préalables, l'affiche injurieuse ou diffamatoire, que si le caractère diffamatoire ou injurieux de l'affiche, n'est pas mis en doute. L'affiche qui ne contient qu'une simple critique des actes du pouvoir, ainsi que le permet l'usage du droit de discussion, est licite, et le fonctionnaire qui l'arrache, commet une faute personnelle qui ne

1. Demogue, t. IV, p. 795.

2. Laurent, t. XX, p. 411.

peut être considérée comme un acte administratif et qui engage sa responsabilité, malgré les ordres illégaux de ses supérieurs. L'ordre illégal ne peut couvrir une personne, que s'il a un caractère de violence morale, non s'il en est une simple suggestion, un ordre général et ancien (1). Surtout que la lacération des affiches est interdite aux fonctionnaires par la loi, expressément pour les affiches électorales, tacitement pour les autres, en vertu de l'article 49 (de la loi de 1881), qui restreigne à des cas précis, la saisie.

Le droit de lacération, reconnu dans cette mesure, suivant cette distinction, n'est pas une atteinte à la liberté du droit d'affichage.

La loi de 1881 ne proclame nulle part : l'affichage est libre, les affiches sont inviolables, elle se borne à disposer dans l'article 1^{er} : « l'imprimerie et la librairie sont libres. » Donc, l'affichage est libre ni plus ni moins que tout ce qui n'est pas défendu et si en principe les affiches doivent être respectées, leur lacération ne constitue un quasi-délit, que selon les circonstances.

La jurisprudence est contradictoire et montre plutôt la tendance à faire une distinction, suivant la personne de celui qui lacère : elle maintient d'habitude la faute, si l'auteur de la lacération a agi comme fonctionnaire et s'il invoque en plus, que le caractère délictueux de l'affiche, l'arrêté du maire

1. Demogue, *Rev. trim. de droit civil*, 1924, n° 1, janvier-mars, p. 98.

ou'du préfet, visant la lacération de ces affiches (1), arrêtés qui sont illégaux, comme contraires à la liberté de l'affichage. Une circulaire ministérielle de M. Combes, du 14 avril 1903, s'est prononcée dans le même sens : elle déclare que la loi de 1881, prohibe la lacération d'affiches, contenant des termes injurieux pour le gouvernement et les chambres. Mais les décisions qui reconnaissent le droit de lacération, non seulement aux particuliers diffamés ou injuriés, mais même aux fonctionnaires qui arrachent les affiches délictueuses, s'adressant aux pouvoirs publics, ne manquent pas (2). Et si elles ne

1. Trib. civil de Périgueux, 17 juillet 1909. *Gaz. du Pal.*, 1909.2.549 (agents de police coupables) ; Justice de paix de Marcigny, 27 oct. 1903. *Rec. Gaz. Trib.*, 1904, 1^{er} sem., 2, 296 ; Trib. civil de Montpellier, 27 novembre 1908. *Gaz. Trib.*, 10 avril 1909 ; Trib. civil d'Avranches, 7 août 1903. *Gaz. Trib.*, 29 novembre 1903 (commissaire de police, critiques et injures à l'adresse du gouvernement) ; Cass., 9 mars 1914 (2 arrêts). D. 1919.1.32 (la lacération et la saisie d'affiches, commises par un fonctionnaire, sont des actes illicites qui ne peuvent être justifiés par un arrêté préfectoral) ; Trib. correct., Reims, 13 nov. 1889. D. 1891.3.31 (affiches électorales avec imputations injurieuses contre des membres du gouvernement) ; Cour de Nîmes, 12 mars 1923. *Gaz. Trib.*, 1923.2.701 (« Attendu qu'il n'importe que les affiches arrachées continssent des attaques violentes contre le gouvernement, que l'intention formelle du législateur a été que même en ce cas, elles fussent respectées, sauf au ministère public à engager devant la juridiction compétente, des poursuites contre les auteurs de l'écrit ou de la publication).

2. Paris, 4 juin 1908. D. 1911.2.141 (Celui qui a fait apposer un placard injurieux pour le gouvernement, ne saurait être considéré comme ayant exercé un droit, dont il soit respectable à demander la protection devant les tribunaux) ; Trib. civil, 3 mai 1909. *Gaz. Pal.*, 1909, p. 786 (Constitue une cause légitime de lacération exclusive de faute, l'existence sur l'affiche d'injures caractérisées à l'adresse de l'auteur de la lacération) Trib. Joigny, 19 février 1903. *Gaz. Pal.*, 1903.1.322.

sont pas plus nombreuses, c'est que, au moins à Paris, où toute affiche injurieuse pour les membres du gouvernement, ou contenant des excitations à la haine des citoyens les uns contre les autres est immédiatement enlevée, par les soins des agents de la force publique, aucune réclamation à cet égard n'est jamais intervenue (1).

Le droit de lacération est reconnu par la doctrine et la jurisprudence belge (2) : l'affiche peut être illégitime à raison de son contenu et de sa forme ; chacun pourra l'enlever, si par exemple elle constitue un délit d'outrage aux mœurs, ou un délit de calomnie. Elle ne se trouve pas alors dans les conditions de légitimité requises pour être protégée, par l'article 560 : « Attendu qu'il ne saurait être sérieusement allégué, que, attribuer à quelqu'un des paroles insensées et imprudentes ne constitue pas une injure, attendu que le prévenu était donc en droit d'enlever une affiche, directement attentatoire à son honneur et de faire cesser l'outrage, dont il était l'objet. »

SECTION II. — *Le dommage*

C'est le second élément nécessaire pour invoquer l'application de l'article 1382. Mais si cet article demande un préjudice, il ne précise pas sa nature ou

1. Note sous Cour de Paris, 4 juin 1908 (*Gaz. Trib.*, 1908, II, 2. 237).

2. *Pand. belges*, V^o *Affiche*, n^o 195.

sa quotité et il n'est pas permis de faire une distinction, qu'il ne fait pas. La jurisprudence reconnaît aujourd'hui aisément, la portée du simple dommage moral (1). Le dommage comprend toujours la perte et le manque de gain que le délit a occasionnés à une personne (*damnum emergens et lucrum cessans*). La réparation du dommage, soit matériel, soit moral, causé par un délit, se résout en une indemnité pécuniaire, dont le montant est abandonné à l'arbitrage des tribunaux (2). La perte, le dommage matériel est tout de suite sensible, quand la lacération porte sur une affiche commerciale. Illustrée, le plus souvent, elle revient au moins à plusieurs francs l'unité et d'autre part, le lancement du produit en souffre. Quand l'affiche n'a pas un but commercial, quand on ne peut exciper du manque de gain espéré, le dommage est moins appréciable. Mais faut-il pour cela laisser le fait impuni?

Indépendamment du fait dommageable, il y a dans le fait d'anéantir une affiche, l'intention de compromettre le résultat, souvent très important, que l'affiche a pour but.

N'y a-t-il pas un préjudice suffisant, que par le fait et la faute de lacération, la libre manifestation de la pensée de l'auteur de l'affiche, n'a pu se faire jour? « Là où une règle de droit privé n'a comme

1. Seine, 4 mars 1905. *Pand. fr.*, 1907. 2. 168 (Affiches abusant du nom d'un savant); Trib. de la Seine, 13 avril 1907. *La loi*, 19 et 20 avril 1907 (Affiches abusant de la photographie d'une personne).

2. Aubry et Rau, t. IV, p. 748.

sanction que l'article 1382, il en résulte fatalement, que s'il n'y a ni préjudice matériel ni moral, il n'y a plus de sanction de tout (1). » On ne peut pas laisser sans aucune protection, un droit reconnu, comme est le droit d'affichage, parce que le montant du préjudice est impossible à déterminer. Celui qui fait la preuve, ne doit pas prouver toutes les conditions nécessaires à l'existence de son droit, mais seulement celles qui le rendent vraisemblable; il suffit au demandeur d'établir la preuve du dommage, sans qu'il ait à prouver son étendue précise, ou importante. Les juges doivent avoir une grande latitude, pour administrer et conserver les droits et pouvoir prononcer des condamnations même arbitraires.

Si la lacération d'affiches n'encourait aucune sanction, faute de préjudice saisissable, rien ne pourrait plus prévenir le recours aux voies de fait et les lacérations par vengeance. La jurisprudence, a toujours su trouver dans cette atteinte au droit d'affichage, un préjudice suffisant à saisir. La Cour d'Amiens, s'est prononcée le 16 août 1878, dans une espèce particulièrement intéressante (2).

Elle a considéré passible des dommages-intérêts, le maire qui a lacéré des affiches électorales, sans tenir compte du résultat du scrutin. Le dommage le plus certain dans ce cas, c'était l'entrave que l'acte, fautif du maire, avait apporté à l'exercice du droit

1. Demogue, *Les notions fondamentales*, p. 452.

2. S. 1879.2. 193.

légitime d'affichage. C'est toujours un tort qu'on doit réparer, autrement la difficulté de preuve, en ce qui concerne le préjudice, tournerait contre le demandeur. Un droit étant violé en ma personne, un retranchement étant effectué sur ma liberté, comme dit Labbé, j'en éprouve une contrariété pour le passé, une inquiétude pour l'avenir, un froissement sous l'injustice, qui est un mal. Or, toute souffrance éprouvée par la faute d'autrui, doit être, sinon réparée par dommages-intérêts, car il est impossible, mais au moins compensée. Certainement, la tâche de la jurisprudence n'est pas aisée, l'arbitraire étant en quelque sorte inévitable, dans ces condamnations. Mais ce dont on peut le plus lui reprocher, c'est qu'elle « pousse jusqu'au scrupule, la crainte de voir la personne lésée, enrichie au détriment du délinquant et par conséquent sa tendance fâcheuse, à restreindre les dommages-intérêts » (1). On plaide, on gagne et l'on est le plus souvent en perte. De là, révolte, l'abandon d'un grand nombre de procès, de là, le triomphe d'une foule d'injustices privées.

Si la conception objective, qui a pour but de remettre directement ou par équivalent, les choses dans l'état où elles auraient été sans l'acte illicite, est la plus normale pour le droit civil, il y a des cas, comme dans notre matière, où une certaine nuance subjective répondant au besoin de réaction sociale, contre l'acte illicite, s'impose. Le caractère pénal que

1. Labbé, note sous Cour d'Amiens.

prend alors la réparation, n'est pas une objection sérieuse, le droit civil correspondant lui aussi, au besoin de sécurité sociale. « Ce sera la peine privée, qui permettra d'accorder une indemnité, dans les cas où le dommage est certain dans son existence, mais incertain ou imprécis dans son étendue exacte, lorsque l'indemnité par la nature même du dommage, sera forcément mal adaptée au but de réparation poursuivi (l'indemnité sera admise *par besoin d'affirmation du droit lésé*) enfin si le dommage matériel est faible et dépassé de beaucoup, par le désir de réagir contre l'acte dommageable et d'en prévenir le retour (1). » Dans le cas de lacération d'affiches, ces caractères du dommage se présentant souvent, la peine privée quantitative, c'est-à-dire la réparation dépassant le dommage, étant en fonction, non du dommage, mais de la faute, devrait être la règle.

Les tribunaux, sans laisser entendre dans leurs « attendu », l'adoption de cette notion, reconnaissent « qu'il est certain que quelque réduit qu'il puisse apparaître, un préjudice a été causé par la destruction des placards » (2). En admettant comme base suffisante, pour accorder des dommages-intérêts, le préjudice imprécis, incertain, même dans son existence, les tribunaux visent certainement un but d'intimidation, plutôt que le but de réparation. Faute d'autre sanction plus sévère, les tribunaux allouent

1. Demogue, *Traité des obligations en général*, t. IV, n° 384.

2. Cour de Nîmes citée, justice de paix de Marcigny, 27 oct. 1903. *Rec. Gaz. Trib.*, 1904, 1^{re} sem., 2. 296.

au moins les dépens à titre de dommages-intérêts, ce qui constitue encore une condamnation d'un poids assez important et affirmant les torts du défendeur.

Ces dommages-intérêts semblent s'appliquer, non tant au préjudice subi, qui n'est que présumé, qu'au préjudice éventuel à empêcher dans l'avenir. Mais alors, cette indemnité doit être large, car c'est le moyen qu'elle soit suffisante.

Ces décisions, qui semblent prétoriennes vis-à-vis des règles de notre droit, correspondent au fond, au besoin le plus fondamental, le plus sanctionné dans notre droit, celui de sécurité statique. La notion de la peine privée c'est la formule qui s'impose pour la protection de l'affiche privée. Le législateur, en accordant une protection pénale aux affiches électorales, comme aux affiches d'autorité, a démontré que la peine publique est la seule sanction vraiment suffisante. Pour les autres affiches, — les seules d'ailleurs qui donnent un profit au trésor, — seule la peine privée peut donner satisfaction, elle est toujours « le palier intermédiaire, dans les cas où le simple effacement du dommage, serait iusuffisant et où la peine publique serait trop sévère » (1).

1. Demogue, t. IV, p. 509.

Vu, le Président de la thèse
DEMOGUE

Vu : le Doyen
BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris
P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

- Agnel.* — Code des propriétaires.
- Albucher.* — La publicité commerciale et son rôle économique.
- Astié.* — La protection des paysages.
- Aubry et Rau.* — Droit civil français, t. IV.
- D'Avenel.* — Le mécanisme de la vie moderne, t. IV.
- Barbier.* — Code expliqué de la presse, t. I.
- Baudin.* — L'enseigne et l'affiche.
- Baudry-Lacantinerie et Wahl.* — Du contrat de louage, t. I.
- Bernelle (Paul).* — Des restrictions apportées depuis 1881 à la liberté de l'affichage.
- Berriat-Saint-Prix.* — Recherches sur les diverses modes de publication des lois depuis les Romains jusqu'à nos jours.
- Berthélemy.* — Droit administratif.
- Blanc (Louis).* — Histoire de la Révolution française, t. III.
- Boissier.* — Pompéi. La vie de province dans l'empire romain (Revue des Deux Mondes 1866, p. 559).
- Boistel.* — Note sous trib. com. de Saint-Etienne, 8 février 1899. D. 1902 2.337.
- Bouët.* — Du caractère pénal de la publicité des condamnations.
- Cellier et Le Senne.* — La loi sur la presse du 29 juillet 1881.
- Chambonnaud, Gautier et Thibeaudeau.* — Les affaires et l'annonce.
- Chante-Grellet.* — Traité des élections, t. I.
- Colin et Capitant.* — Cours élémentaire de droit civil français. Comptes rendus du 1^{er} Congrès international de l'art public en 1898.
- Comtesse.* — L'affiche artistique en Suisse.
- Datz.* — Histoire de la publicité, t. I.
- Demogue.* — Les notions fondamentales du droit privé.
- Traité des obligations en général, t. III et IV.
- Conditions d'existence des obligations délictuelles (revue trimestrielle du droit civil).
- Du droit pour un plaideur de publier le jugement rendu (rev. trimestrielle du droit civil, 1907, p. 805).

- Demogue*. — De la réparation civile des délits.
Dermée (Paul) et Courmont (Eugène). — Les affaires et l'affiche.
Fabreguettes. — Traité des délits politiques.
Franklin. — La vie d'autrefois, t. V.
Dutruc. — Explication pratique de la loi du 29 juillet 1881.
Feltaine. — Le contrat de publicité. Thèse Caen, 1903.
Gérin. — La publicité suggestive.
Garraud. — Précis de droit criminel.
Gassot de Champigny. — La protection des sites et paysages.
Gazin. — Publicité de la justice criminelle (travaux de la conférence de droit pénal)
Hauriou. — Traité de droit administratif.
Hémet. — Traité pratique de publicité, t. II.
Huc. — Commentaire du Code civil, t. X.
Hugueney. — L'idée de peine privée en droit contemporain.
Ihéring. — La faculté en droit privé.
Laurent. — Principes de droit civil, t. VII et XX.
Layus (L.). — La librairie à l'Exposition de 1900.
Lefèvre-Pontalis. — Lois et mœurs électorales en France et en Angleterre.
Pandectes belges. — Encyclopédie, v. affiche.
Pech. — Rapport sur l'affichage présenté au Ve Congrès des maîtres imprimeurs en France.
Perreau. — Technique de la jurisprudence.
— De l'affichage des décisions judiciaires et de leur publication par la voie de la presse.
Le Poittevin. — Traité de la presse.
Répertoire de législation Dalloz. V. Affiche.
Répertoire général et alphabétique de droit français. V. affiche.
Fuzier Hermann.
Rouast. — La publicité frauduleuse.
Roussignan Jamakorzian. — La publicité commerciale en France.
Sabourdien. — Le délit de diffamation politique et sa répression.
Sumien. — Des rapports entre la concurrence déloyale et la diffamation.
Vételay. — Rapport sous cass. crim., 15 décembre 1884. D. 1885. 1.477.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

	Pages
INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE PREMIER. — La définition et l'importance actuelle de l'affiche.....	7
§ 1. — L'intérêt économique.....	12
§ 2. — Instrument d'infraction.....	17
§ 3. — L'intérêt esthétique.....	18
§ 4. — L'affiche comme matière imposable.....	22
CHAPITRE II. — La formation historique du droit d'affichage.	26
§ 1. — Antiquité, formes et protection de l'affiche.....	26
§ 2. — Le droit d'affichage en France, formes, protection, les faits qui ont favorisé le développement actuel.	29
§ 3. — L'affiche depuis la révolution jusqu'à la loi de 1881. La distinction de l'affiche politique.....	32
§ 4. — La liberté définitive et complète: la loi de 1881.	35
CHAPITRE III. — La classification actuelle des affiches.....	37
§ 1. — Les affiches privilégiées.....	37
Section I. — Les affiches d'autorité.....	37
Section II. — Les affiches électorales.....	45
§ 2. — Les affiches de droit commun.....	46

LIVRE II

LES LIMITES DU DROIT D'AFFICHAGE

CHAPITRE PREMIER. — Les conditions légales de l'exercice du droit d'affichage.....	50
Section I. — La couleur.....	50
Section II. — Nom et domicile de l'imprimeur.....	55
Section III. — Le dépôt.....	57
Section IV. — Le timbre.....	59
Section V. — Les restrictions pénales.....	62

Section VI. — Les règlements municipaux.....	75
Section VII. — Les emplacements interdits par la loi.	82
Exception 1. — L'emplacement réservé.....	83
Exception 2. — Les édifices des cultes.....	86
Exception 3. — Loi du 27 janvier 1902.....	87
Exception 4. — Loi du 20 avril 1910.....	88
Exception 5. — Loi du 20 mars 1914.....	89
CHAPITRE II. — Les restrictions naturelles au droit d'affichage.....	93
Section I. — Le domaine public.....	95
Section II. — L'affichage et la propriété privée.....	102
Section III. — Le droit de l'usufruitier.....	111
Section IV. — Les droits des locataires à lacérer les affiches, à consentir à l'affichage.....	113
§ 1. — Les droits du locataire unique.....	114
§ 2. — Les droits des locataires.....	124

LIVRE III

LA PROTECTION DU DROIT D'AFFICHAGE. — SA NATURE JURIDIQUE

CHAPITRE PREMIER. — La protection pénale des affiches privilégiées.....	140
Section I. — Les affiches de l'autorité.....	141
Section II. — Les affiches électorales.....	142
CHAPITRE II. — La protection des affiches de droit commun	146
Section I. — La faute.....	148
Section II. — Le dommage.....	157

Imprimerie JOUVE & Cie, 15, rue Racine, Paris. — 6470-24



